

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206025]

## 4 OCTOBRE 2018. — Décret modifiant divers textes, en ce qui concerne les cours d'eau (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> bis, 28<sup>o</sup>, b, de la loi 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, inséré par le décret du 6 décembre 2001, les mots « de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables » sont remplacés par les mots « des dispositions du titre V de la partie II du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ».

**Art. 2.** L'article 26, § 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, de la même loi, inséré par le décret du 6 décembre 2001, est complété par le e) rédigé comme suit :

« e) tout ou partie des actions prévues dans un programme d'actions sur les rivières par une approche intégrée et sectorisée; ».

**Art. 3.** L'article 58bis de la même loi, inséré par le décret du 21 avril 1994, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 58bis. Il est interdit de faire circuler un véhicule qui n'est pas destiné à la navigation ou d'en organiser la circulation :

1<sup>o</sup> sur les berges, les digues et dans le lit mineur des cours d'eau;

2<sup>o</sup> dans les passages à gué lorsqu'il s'agit d'un véhicule destiné à l'exploitation forestière, à des travaux hydrauliques, de restauration hydromorphologique ou de construction ou à des activités sportives ou de loisirs motorisés ou à toutes autres activités listées par le Gouvernement compte tenu des impacts potentiellement significatifs que celles-ci peuvent avoir sur la qualité biologique ou hydromorphologique des cours d'eau.

Le Gouvernement peut déroger à l'interdiction prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, aux conditions et selon la procédure qu'il fixe. ».

CHAPITRE II. — *Disposition modificative du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels*

**Art. 4.** Dans l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, remplacé par le décret du 3 juillet 2008, les mots « de curage, d'entretien, de réparation, d'amélioration et de modification des cours d'eau » sont remplacés par les mots « visés aux articles D. 37 et D. 40 du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ».

CHAPITRE III. — *Disposition modificative du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

**Art. 5.** Dans l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, remplacé par les décrets des 4 juillet 2002 et 18 décembre 2003, les mots « de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, » sont insérés entre les mots « et non soumis à autorisation en vertu de la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosifs ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés, » et les mots « au décret du 7 octobre 1985 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives et abrogatoires du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau*

**Art. 6.** Dans l'article D. 2 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret du 19 janvier 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) sont insérés les 8<sup>o</sup>sexies, 8<sup>o</sup>septies, 19<sup>o</sup>bis, 19<sup>o</sup>ter, 24<sup>o</sup>bis, 56<sup>o</sup>bis, 56<sup>o</sup>ter, 64<sup>o</sup>bis, 65<sup>o</sup>bis, 71<sup>o</sup>quater et 72<sup>o</sup>bis rédigés comme suit :

« 8<sup>o</sup>sexies « berge » : talus situé de part et d'autre du cours d'eau, limité vers l'intérieur des terres par la crête de berge;

8<sup>o</sup>septies « bief » : canal de dérivation détournant une partie du débit d'un cours d'eau non classé ou d'un cours d'eau non navigable; tous les biefs sont assimilés à des cours d'eau non classés, sauf ceux classés parmi les cours d'eau non navigables ou les voies hydrauliques au jour de l'entrée en vigueur du présent article;

19<sup>o</sup>bis « cours d'eau » : surface du territoire qui est occupée par des eaux naturelles s'écoulant de façon continue ou intermittente dans le lit mineur, à l'exclusion des fossés d'écoulement des eaux de ruissellement ou de drainage;

19<sup>o</sup>ter « cours d'eau non classé » : cours d'eau non classé parmi les voies hydrauliques ou les cours d'eau non navigables;

24<sup>o</sup>bis « crête de berge » : ligne reliant les points au-delà desquels les eaux débordent en dehors du lit mineur à l'occasion des crues;

56<sup>o</sup>bis « lit mineur » : surface du territoire, artificialisée ou non, occupée par les plus hautes eaux d'un cours d'eau avant débordement, comprenant le chenal ordinaire d'écoulement et les berges jusqu'à la crête de berge;

56<sup>o</sup>ter « libre circulation des poissons » : déplacement de poissons qui concerne une grande partie ou certaines classes d'âge de la population d'une espèce et qui ont lieu durant le cycle de vie de l'espèce avec une périodicité prévisible, deux habitats distincts au moins étant concernés;

64<sup>o</sup>bis « obstacle à la libre circulation des poissons » : tout ouvrage qui entrave la libre circulation des poissons latéralement ou de l'aval vers l'amont du cours d'eau et vice-versa;

65<sup>o</sup>bis « passe à poissons » : toute construction ou installation fixe située en dehors ou dans le lit mineur assurant la montaison ou la dévalaison de poissons;

71<sup>o</sup>quater « ripisylve » : toute formation végétale ligneuse et indigène qui croît au bord d'un cours d'eau en zone d'aléa d'inondation élevé au sens de l'article D. 53-2;

72<sup>o</sup>bis « sectorisation » : découpage cartographique du linéaire des cours d'eau en secteurs homogènes sur base du territoire écologique, de la largeur des zones soumises à l'aléa d'inondation et de l'occupation du sol de ces zones; »

b) les 20° et 89° sont remplacés par ce qui suit :

« 20° « cours d'eau non navigables » : cours d'eau non classés par le Gouvernement parmi les voies hydrauliques, en aval du point où la superficie de l'ensemble des terres dont l'évacuation des eaux est assurée par le cours d'eau atteint au moins 100 hectares; ce point s'appelle origine du cours d'eau;

89° « voies hydrauliques » : voies hydrauliques, grands ouvrages hydrauliques et leurs dépendances visés à l'article 2 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques; ».

**Art. 7.** Dans la partie II, titre V, chapitre I<sup>er</sup>, du même livre, il est inséré une section 1<sup>re</sup> intitulée « Définition ».

**Art. 8.** Dans la section 1<sup>re</sup> insérée par l'article 7, l'article D. 33, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 33. Le présent chapitre est applicable aux voies hydrauliques, aux cours d'eau non navigables et aux cours d'eau non classés.

Pour l'application du présent chapitre, on entend par « ouvrage » : toute construction ou installation fixe qui se situe dans, au-dessus ou en dessous du lit mineur d'un cours d'eau, transversalement ou latéralement. ».

**Art. 9.** Dans la partie II, titre V, chapitre I<sup>er</sup>, du même livre, il est inséré une section 2 intitulée « Objectifs ».

**Art. 10.** Dans la section 2 insérée par l'article 9, il est inséré un article D. 33/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/1. Les dispositions du présent titre ont pour objet une gestion intégrée, équilibrée et durable des cours d'eau. Cette gestion vise à satisfaire ou à concilier les principales fonctions suivantes des cours d'eau :

1° hydraulique, par la conservation du libre écoulement des eaux et la gestion des risques d'inondation;

2° écologique, par la préservation, l'amélioration et la restauration de la qualité hydromorphologique des masses d'eau de surface, afin d'assurer notamment une meilleure fonctionnalité de l'écosystème aquatique et le respect des objectifs établis pour les zones protégées visées à l'article D. 18;

3° socio-économique;

4° socio-culturelle. ».

**Art. 11.** Dans la même section 2, il est inséré un article D. 33/2 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/2. La Région et les autres autorités publiques, chacune dans le cadre de ses compétences et en coordination entre elles, visent comme objectifs la préservation, l'amélioration ou la restauration de la ripisylve, ainsi que la continuité écologique des cours d'eau qui permet le bon fonctionnement des écosystèmes et la lutte contre les espèces invasives. ».

**Art. 12.** Dans la partie II, titre V, chapitre I<sup>er</sup>, du même livre, il est inséré une section 3 intitulée « Action de coordination ».

**Art. 13.** Dans la section 3 insérée par l'article 12, il est inséré un article D. 33/3 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/3. En vue d'atteindre les objectifs environnementaux relatifs à l'hydromorphologie du cours d'eau et fixés en application de l'article D. 22, et les objectifs appropriés en matière de gestion des risques d'inondation visés à l'article D. 53-3, il est établi un programme d'actions sur les rivières par une approche intégrée et sectorisée pour chaque sous-bassin hydrographique wallon, dénommé ci-après « PARIS ».

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles D. 33/4 à D. 33/6 ne sont pas applicables aux cours d'eau non classés, à l'exception des secteurs situés dans la circonscription d'une wateringue, en zones de baignade ou dans un site Natura 2000. ».

Le Gouvernement peut interdire l'accès du bétail aux cours d'eau dans des zones déterminées lorsque celui-ci compromet l'atteinte des objectifs définis à l'article D.22, § 1<sup>er</sup>, 1°. ».

**Art. 14.** Dans la même section 3, il est inséré un article D. 33/4 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/4. Chaque PARIS met en œuvre les mesures relatives à l'hydromorphologie des rivières contenues dans les plans de gestion des bassins hydrographiques wallons visés à l'article D. 24 et dans les plans de gestion des risques d'inondation visés à l'article D. 53-3. Il comporte au minimum :

1° la sectorisation du cours d'eau et un état des lieux cartographique de chaque secteur;

2° la détermination et la hiérarchisation des enjeux de chaque secteur de la rivière : écologique, hydraulique, socio-économique et socio-culturel;

3° la fixation d'objectifs de gestion de chaque secteur, en fonction des enjeux identifiés;

4° le rappel des mesures relatives à l'hydromorphologie du cours d'eau contenues dans les plans de gestion visés aux articles D. 24 et D. 53-3;

5° le rappel des objectifs, des interdictions et des mesures applicables dans les zones protégées en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

6° la planification dans le temps et dans l'espace des actions permettant d'atteindre les objectifs de gestion assignés à chaque secteur;

7° l'évaluation des moyens financiers à affecter aux travaux à réaliser pour chaque secteur. ».

**Art. 15.** Dans la même section 3, il est inséré un article D. 33/5 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/5. § 1<sup>er</sup>. Au plus tard un an avant l'adoption des plans de gestion visés aux articles D. 24 et D. 53-3, l'autorité de bassin arrête la sectorisation des cours d'eau et l'état des lieux cartographique de chaque secteur. Ceux-ci sont disponibles sur le géoportail wallon.

§ 2. Au plus tard un an après l'adoption des plans de gestion visés aux articles D. 24 et D. 53-3, l'autorité de bassin adopte un projet de PARIS de chaque sous-bassin hydrographique wallon élaboré par les gestionnaires des voies hydrauliques et des cours d'eau non navigables, ainsi que par les wateringues, et contenant les éléments visés à l'article D. 33/4, 2° à 7°.

Ce projet est soumis à enquête publique selon les modalités définies au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Concomitamment, sont consultés les services compétents au sein de l'administration pour élaborer les plans de gestion des bassins hydrographiques wallons visés à l'article D. 24 et les plans de gestion des risques d'inondation visés à l'article D. 53-3, les services compétents au sein de l'administration régionale en matière de conservation de la nature et de la pêche, les communes du sous-bassin hydrographique wallon concerné, AQUAWAL, la Société publique de gestion de l'eau, la commission de conservation concernée, le comité de contrôle de l'eau, le Comité de gestion piscicole, le contrat de rivière, la commission de gestion visé à l'article 15 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, le Comité belge des Grands Barrages, les pôles « Environnement », « ruralité » et "aménagement du territoire" ainsi que toutes personnes et instances jugées utiles de consulter.

A défaut d'être rendus dans les quarante-cinq jours de la demande, la procédure est poursuivie.

§ 3. Au plus tard un an après l'adoption des plans de gestion visés aux articles D. 24 et D. 53-3, l'autorité de bassin adopte les PARIS. Elle procède par la suite tous les six ans à leur réexamen, et le cas échéant à leur mise à jour, conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

Les dispositions prescriptives des PARIS ont valeur indicative, et les autres dispositions des PARIS ont valeur descriptive.

§ 4. L'autorité de bassin présente, dans les trois ans à compter de l'adoption de chaque PARIS ou de la mise à jour de celui-ci, un rapport intermédiaire d'avancement de sa mise en œuvre.

§ 5. Lorsque des circonstances extraordinaires et urgentes nécessitent la mise en œuvre d'actions non prévues dans le PARIS, pour prévenir des désastres ou en diminuer les effets, le gestionnaire concerné les entreprend après avoir averti préalablement tout autre service public concerné. ».

**Art. 16.** Dans la même section 3, il est inséré un article D. 33/6 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/6. En même temps qu'elle arrête le projet de PARIS, l'autorité de bassin rédige le rapport sur les incidences environnementales visé à l'article D. 56 du Livre 1<sup>er</sup> du présent Code.

Lorsque l'information exigée à l'article D. 56 du même Livre 1<sup>er</sup> est donnée de manière suffisante dans le plan de gestion du bassin hydrographique, le programme de mesures ou le plan de gestion des risques d'inondation, le rapport sur les incidences environnementales peut être limité sur ce point à une référence précise à ce projet. ».

**Art. 17.** Dans la partie II, titre V, chapitre 1<sup>er</sup> du même livre, il est inséré une section 4 intitulée « Libre circulation des poissons ».

**Art. 18.** Dans la section 4 insérée par l'article 17, il est inséré un article D. 33/7 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/7. Le Gouvernement fixe la liste des espèces piscicoles dont la libre circulation est assurée en Région wallonne conformément aux articles D. 33/8 à D. 33/11. ».

**Art. 19.** Dans la même section 4, il est inséré un article D. 33/8 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/8. Dans chaque bassin hydrographique wallon, l'autorité de bassin dresse un inventaire des obstacles existants à la libre circulation des poissons, en qualifiant chacun d'eux de :

- 1° mineur;
- 2° important;
- 3° majeur;
- 4° infranchissable.

L'inventaire est établi au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent article, est réexaminé au moins une fois tous les six ans et est, le cas échéant, actualisé par l'autorité de bassin. Cet inventaire est disponible sur le géoportail wallon. ».

**Art. 20.** Dans la même section 4, il est inséré un article D. 33/9 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/9. L'autorité de bassin établit une carte stratégique des priorités reprenant la liste des cours d'eau prioritaires pour le rétablissement de la libre circulation des poissons des différentes espèces visées à l'article D. 33/7, après avoir recueilli l'avis des gestionnaires des cours d'eau concernés et du Département de la nature et des forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

La carte stratégique des priorités est établie au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent article, est réexaminée au moins une fois tous les six ans et est, le cas échéant, actualisée par l'autorité de bassin. Cette carte est disponible sur le géoportail wallon. ».

**Art. 21.** Dans la même section 4, il est inséré un article D. 33/10 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/10. Il est interdit de créer tout nouvel obstacle dans le lit mineur d'un cours d'eau sans prévoir une solution garantissant la libre circulation des espèces visées à l'article D. 33/7.

Les obstacles existants caractérisés comme étant majeurs ou infranchissables en vertu de l'article D. 33/8 et situés dans le lit mineur d'un cours d'eau figurant sur la carte stratégique des priorités visée à l'article D. 33/9, font l'objet de travaux d'aménagement ou à défaut sont supprimés conformément à l'article 8 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, à l'article D. 41/2 ou à l'article D. 45.

Par dérogation à l'alinéa 2, les grands barrages-réservoirs existants, repris dans le registre du Comité international des grands barrages, et encore en activité, ne sont pas concernés par le présent paragraphe. ».

**Art. 22.** Dans la même section 4, il est inséré un article D. 33/11 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/11. La délivrance d'une autorisation relative à un obstacle à construire dans le lit mineur d'une voie hydraulique, d'un cours d'eau non navigable ou d'un cours d'eau non classé, est conditionnée par le respect d'un débit réservé suffisant pour assurer la libre circulation des poissons ainsi que l'installation, le cas échéant, de dispositifs empêchant la pénétration des espèces visées à l'article D. 33/7 dans les canaux d'amenée et de fuite. Le débit réservé est fixé en prenant en considération la zone piscicole concernée, l'implantation de l'obstacle et le régime hydraulique du cours d'eau. ».

**Art. 23.** Dans la même section 4, il est inséré un article D. 33/12 rédigé comme suit :

« Art. D. 33/12. Sans préjudice de l'application d'autres mesures de contrainte ou de sécurité, si un danger met gravement en péril la protection ou la gestion intégrée, équilibrée et durable des cours d'eau, et si l'utilisateur ou l'exploitant refuse d'obtempérer aux injonctions des gestionnaires désignés en vertu de l'article D. 35, ceux-ci prennent toute mesure utile pour faire cesser ce danger, et notamment :

- 1° ordonner la cessation totale ou partielle de l'utilisation ou de l'exploitation;
- 2° mettre les ouvrages sous scellés et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'établissement.

Le gestionnaire communique sa décision soit par remise contre récépissé, soit par envoi recommandé avec accusé de réception.

L'utilisateur ou l'exploitant à l'encontre de qui la mesure a été prise et les autres personnes intéressées peuvent demander la levée ou la modification de cette mesure, par lettre recommandée au gestionnaire qui a pris la mesure. La demande n'est pas suspensive.

La demande est censée être refusée si le gestionnaire n'a pas statué dans un délai d'un mois à dater du jour de la réception de la demande. ».

**Art. 24.** L'article D. 34 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 34. Le lit mineur d'un cours d'eau non navigable est présumé appartenir au gestionnaire désigné en vertu de l'article D. 35, et relève du domaine public.

Pendant six mois à dater de la notification qui leur est transmise par le gestionnaire du cours d'eau non navigable, tout riverain du lit mineur dont le tracé a été artificiellement modifié a la faculté de se faire autoriser à disposer en pleine propriété du terrain devenu libre, en s'engageant à en payer, à dire d'experts, soit la propriété, soit la plus-value. ».

**Art. 25.** L'article D. 35 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 35. Les cours d'eau non navigables sont répartis en trois catégories :

1° première catégorie : les parties des cours d'eau non navigables, en aval du point où leur bassin hydrographique atteint au moins cinq mille hectares;

2° deuxième catégorie : les parties de cours d'eau non navigables qui ne sont classés ni en première ni en troisième catégorie;

3° troisième catégorie : les cours d'eau non navigables ou parties de ceux-ci, en aval de leur origine, tant qu'ils n'ont pas atteint la limite de la commune, avant la fusion des communes au sens de la loi du 30 décembre 1975 portant ratification d'arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites et portant suppression des fédérations périphériques créées par la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, et où est située cette origine.

Le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, son ou ses délégués, est désigné comme gestionnaire des cours d'eau non navigables de première catégorie.

La province, représentée par son Collège provincial, son ou ses délégués, est désignée comme gestionnaire des cours d'eau non navigables de deuxième catégorie.

La commune, représentée par son Collège communal, est désignée comme gestionnaire des cours d'eau non navigables de troisième catégorie. ».

**Art. 26.** Dans le même livre, il est inséré un article D. 35/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 35/1. Le Gouvernement détermine :

1° l'origine du cours d'eau, correspondant au point où la superficie de l'ensemble des terres dont l'évacuation des eaux est assurée par le cours d'eau atteint au moins cent hectares;

2° les points à partir desquels les cours d'eau sont classés en première et en deuxième catégories. ».

**Art. 27.** Dans le même livre, il est inséré un article D. 35/2 rédigé comme suit :

« Art. D. 35/2. En raison d'un intérêt écologique, hydraulique, socio-économique ou socio-culturel manifeste, le Gouvernement peut :

1° classer parmi les cours d'eau non navigables tout cours d'eau ou partie de cours d'eau dont la superficie de l'ensemble des terres dont l'évacuation des eaux est assurée par le cours d'eau n'atteint pas cent hectares, et en déterminer la catégorie;

2° transférer des cours d'eau non navigables ou parties de ceux-ci de la troisième ou de la deuxième catégorie à une catégorie supérieure, ou bien transférer des cours d'eau non navigables de la première ou de la deuxième catégorie à une catégorie inférieure;

3° déclasser des cours d'eau non navigables ou parties de ceux-ci, quelle que soit leur catégorie.

Le Gouvernement recueille au préalable l'avis du ou des gestionnaires des cours d'eau non navigables concernés. ».

**Art. 28.** Dans la partie II, titre V, chapitre II, du même livre, il est inséré une section 1/1 intitulée « Atlas des cours d'eau non navigables ».

**Art. 29.** Dans la section 1/1, insérée par l'article 28, l'article D. 36 est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 36. Pour chaque sous-bassin hydrographique wallon, le service compétent en matière de cours d'eau non navigables au sein de l'administration régionale wallonne établit et tient à jour un atlas des cours d'eau non navigables, comprenant au minimum :

1° les axes d'écoulement des cours d'eau non navigables;

2° les points d'origine visés à l'article D. 35/1;

3° les points de classement des cours d'eau non navigables en première catégorie, ainsi qu'entre cours d'eau non navigables de deuxième et de troisième catégories;

4° les points de cinq mille hectares visés à l'article D. 35;

5° la dénomination des cours d'eau non navigables et leur catégorie;

6° les actes, travaux et ouvrages autorisés ou déclarés en vertu des articles D. 37, D. 40, D. 133 et D. 133/1 à partir de l'entrée en vigueur de la présente disposition.

L'établissement de l'atlas est réalisé avec le concours des gestionnaires des cours d'eau de deuxième et de troisième catégories. Le Gouvernement peut préciser ou compléter la liste des informations détaillées contenues à l'atlas. ».

**Art. 30.** Dans la même section 1/1, il est inséré un article D. 36/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 36/1. Tout gestionnaire de cours d'eau non navigables met sans délai à disposition de l'autorité en charge de l'atlas tous les renseignements en sa possession qui sont utiles à la mise à jour de celui-ci, et en tout cas le procès-verbal de conformité des travaux visé à l'article D. 41/1.

En ce qui concerne les actes et travaux autorisés ou déclarés dans le lit mineur des cours d'eau non navigables, en zones soumises à l'aléa d'inondation ou à moins de six mètres de la crête de berge, les autorités compétentes transmettent à l'autorité en charge de l'atlas une copie du permis d'environnement, du permis d'urbanisme, du permis d'urbanisation, du permis unique, du permis intégré ou de la déclaration environnementale, y compris les plans et documents y annexés.

Sur demande de l'autorité en charge de l'atlas, et sans préjudice de la confidentialité des données à caractère personnel ou des informations commerciales ou industrielles, les administrations de la Région wallonne, des provinces et des communes fournissent tous renseignements en leur possession, et communiquent les décisions administratives et judiciaires et toute autre information en leur possession susceptibles de permettre l'élaboration et la mise à jour de l'atlas. ».

**Art. 31.** Dans la même section 1/1, il est inséré un article D. 36/2 rédigé comme suit :

« Art. D. 36/2. L'atlas des cours d'eau non navigables visé à l'article D. 36 est disponible sur le géoportail wallon. ».

**Art. 32.** L'article D. 37 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 37. § 1<sup>er</sup>. Les travaux d'entretien et de petite réparation correspondent aux travaux qui se reproduisent à intervalle régulier afin d'assurer les objectifs hydrauliques, écologiques, socio-économiques et socio-culturels assignés aux cours d'eau non navigables, et notamment :

1° le nettoyage des cours d'eau non navigables, y compris dans les parties voutées, et notamment le curage, la remise sous profils ainsi que la collecte de débris, de branchages, d'embâcles et de matériaux encombrants;

2° l'entretien et la petite réparation des ouvrages appartenant aux gestionnaires qui sont situés dans les cours d'eau non navigables, en ce compris la consolidation des berges affaissées au droit de ces ouvrages et l'enlèvement des atterrissements liés à ces ouvrages, sans préjudice de l'application de l'article D. 39;

3° l'entretien et l'élimination de la végétation située sur les berges des cours d'eau non navigables, notamment par débroussaillage, abattage, débardage, recépage, ébranchage, déchiquetage, dessouchage, plantation, échardonnage, faucardage, et la destruction des plantes invasives;

4° la petite réparation et le renforcement des digues qui existent le long des cours d'eau non navigables et l'enlèvement de tout ce qui s'y trouve, que ces digues appartiennent à des personnes de droit privé ou public;

5° l'entretien, la petite réparation et les mesures propres à assurer le fonctionnement normal des stations de pompage en lien avec les cours d'eau non navigables, que celles-ci appartiennent à des personnes de droit privé ou public.

§ 2. Les gestionnaires désignés en vertu de l'article D. 35 exécutent les travaux d'entretien et de petite réparation, conformément à un règlement général sur les cours d'eau non navigables arrêté par le Gouvernement.

Sur les cours d'eau de la troisième catégorie, les travaux d'entretien et de petite réparation sont exécutés après avoir sollicité l'avis du gestionnaire des cours d'eau non navigables de deuxième catégorie.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les étangs, les plans d'eau et les réservoirs de barrage qui sont traversés par un cours d'eau non navigable sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent, à défaut de quoi le gestionnaire du cours d'eau non navigable peut mettre en demeure le propriétaire d'exécuter les travaux d'entretien et de petite réparation endéans un délai déterminé.

En cas d'extrême urgence, le gestionnaire peut exécuter les travaux d'entretien et de petite réparation aux étangs, plans d'eau et réservoirs de barrage qui ne lui appartiennent pas, sans au préalable mettre en demeure le propriétaire à cet effet. Dans ce cas, le coût des travaux est récupéré à charge du propriétaire sur simple état dressé par le gestionnaire qui aura procédé aux travaux.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, certains travaux d'entretien et de petite réparation peuvent être exécutés par d'autres personnes que les gestionnaires, après avoir fait l'objet d'une déclaration préalable.

Sans préjudice de l'envoi par voie électronique, la déclaration est envoyée par recommandé avec accusé de réception ou par tout envoi conférant date certaine ou remise contre récépissé au gestionnaire concerné.

Le Gouvernement arrête la liste des travaux d'entretien et de petite réparation qui peuvent être exécutés par d'autres personnes que les gestionnaires, ainsi que la forme et le contenu de la déclaration.

La déclaration est irrecevable si elle a été envoyée ou remise en violation de l'alinéa 2 ou s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'alinéa 3. Si la déclaration est irrecevable, le gestionnaire envoie au déclarant une décision mentionnant les motifs de l'irrecevabilité dans les quinze jours à compter de la date de réception de la déclaration.

Si la déclaration est recevable, le gestionnaire en informe le déclarant dans les quarante-cinq jours à compter de la date de réception de la déclaration, et peut prescrire des conditions complémentaires d'exécution des travaux d'entretien et de petite réparation. A défaut d'envoi dans ce délai, la déclaration est réputée recevable sans conditions complémentaires.

Le déclarant peut passer à l'exécution des travaux :

1° quarante-cinq jours à compter de la date à laquelle la déclaration est reçue si celle-ci n'a pas été déclarée irrecevable conformément à l'alinéa 4;

2° soixante jours à compter de la date à laquelle la déclaration est reçue si l'autorité compétente prescrit des conditions complémentaires d'exécution conformément à l'alinéa 5. ».

**Art. 33.** L'article D. 38 du même livre, modifié par le décret du 7 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 38. Les frais occasionnés par les travaux d'entretien et de petite réparation sont supportés par ceux qui en ont pris l'initiative. Une part contributive dans ces frais peut être mise à charge des personnes de droit privé ou public qui font usage du cours d'eau ou qui sont propriétaires d'un ouvrage, au prorata de l'aggravation des frais provoquée par l'usage du cours d'eau ou par l'existence de l'ouvrage.

Le gestionnaire du cours d'eau non navigable fixe cette part contributive. ».

**Art. 34.** L'article D. 39 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 39. Les obligations spéciales imposées, soit par l'usage, soit par des titres ou des conventions, sont maintenues et sont exécutées sous la direction du gestionnaire désigné en vertu de l'article D. 35.

Tous les ouvrages qui n'appartiennent pas aux gestionnaires, présents sous, dans ou au-dessus du lit mineur, sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent, à défaut de quoi le gestionnaire du cours d'eau non navigable peut mettre en demeure le propriétaire d'exécuter les travaux d'entretien et de réparation dans un délai déterminé.

En l'absence d'exécution dans le délai imparti, le gestionnaire peut y procéder lui-même ou y faire procéder.

En cas d'extrême urgence, le gestionnaire peut exécuter les travaux d'entretien et de réparation aux ouvrages qui ne lui appartiennent pas, sans au préalable mettre en demeure le propriétaire à cet effet.

Dans ces cas, le coût des travaux est récupéré à charge du propriétaire sur simple état dressé par le gestionnaire qui aura procédé aux travaux. ».

**Art. 35.** Dans la partie II, titre V, chapitre II, du même livre, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit : « Travaux soumis à autorisation domaniale du gestionnaire ».

**Art. 36.** L'article D. 40 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 40. § 1<sup>er</sup>. L'autorisation domaniale, préalable et écrite du gestionnaire désigné en vertu de l'article D. 35 est requise pour tous travaux tels qu'approfondissement, élargissement, rectification et généralement toutes modifications sous, dans ou au-dessus du lit mineur du cours d'eau non navigable ou des ouvrages y établis, ainsi que la suppression ou la création de tels cours d'eau.

§ 2. Le gestionnaire peut accorder son autorisation domaniale sous la forme d'un acte unilatéral ou sous celle d'un contrat, pour une durée déterminée ou indéterminée, et le cas échéant moyennant le respect de certaines conditions.

§ 3. L'autorisation domaniale délivrée sous la forme d'un acte unilatéral est toujours accordée à titre précaire.

Le gestionnaire envoie sa décision au demandeur, ainsi qu'à chaque instance consultée dans les cent vingt jours à partir du premier jour suivant la réception de la demande.

Elle est censée être refusée à défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'alinéa 2. L'autorisation domaniale peut être retirée, modifiée ou suspendue, sans indemnité au profit du titulaire.

Le bénéficiaire est responsable vis-à-vis des tiers et de la Région wallonne des pertes, dégâts, accidents ou dommages pouvant résulter de l'usage de l'autorisation domaniale.

§ 4. Le Gouvernement fixe la procédure de délivrance de l'autorisation domaniale et la composition du dossier à joindre à la demande, ainsi que l'étendue des droits et obligations découlant de l'autorisation domaniale. Le Gouvernement définit également la procédure de modification, de suspension ou de retrait de l'autorisation domaniale délivrée sous la forme d'un acte unilatéral. ».

**Art. 37.** L'article D. 41 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 41. Sans préjudice des subsides le cas échéant alloués par les pouvoirs publics, les frais occasionnés par les travaux visés à l'article D. 40 sont supportés par ceux qui en ont pris l'initiative.

Lorsque les travaux visés à l'article D. 40 sont exécutés par le gestionnaire du cours d'eau non navigable, celui-ci peut mettre une partie de la dépense à charge des personnes de droit privé ou public qui bénéficient de ces travaux ou qui les ont rendus nécessaires. ».

**Art. 38.** Dans le même livre, il est inséré un article D. 41/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 41/1. Le gestionnaire contrôle après achèvement tous les travaux autorisés en vertu de l'article D. 40, et dresse un procès-verbal certifiant que les travaux ont été exécutés conformément aux conditions posées ou constatant qu'ils n'y sont pas conformes. En cas de non conformité, un nouveau contrôle est nécessaire après l'exécution des nouveaux travaux.

A cet effet, dans les dix jours suivant la fin des travaux, le maître d'ouvrage avise le gestionnaire de l'achèvement de ceux-ci. ».

**Art. 39.** Dans le même livre, il est inséré un article D. 41/2 rédigé comme suit :

« Art. D. 41/2. § 1<sup>er</sup>. En cas d'absence ou de violation de l'autorisation délivrée en vertu de l'article D. 40, § 3 ou en vertu d'une législation antérieure, le gestionnaire met en demeure le contrevenant de mettre fin à l'irrégularité par l'exécution de travaux et, si nécessaire, de remettre ou faire remettre le lit mineur ou les ouvrages y établis en état. Cette mise en demeure est adressée par recommandé ou par tout envoi conférant date certaine et précise le délai imparti au contrevenant pour s'exécuter. En l'absence de mise en conformité ou de remise en état dans le délai imparti, le gestionnaire peut y procéder lui-même ou y faire procéder.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le gestionnaire peut d'office exécuter ou faire exécuter des travaux ou remettre ou faire remettre le domaine public en état, sans au préalable mettre en demeure le contrevenant à cet effet, si l'une des conditions suivantes est rencontrée :

1° en cas d'extrême urgence ou lorsque les nécessités impératives du service public le justifient;

2° s'il est contre-indiqué de permettre au contrevenant de remettre ou faire remettre lui-même le cours d'eau en état, pour des raisons impératives d'ordre technique, environnemental ou de sécurité;

3° si le contrevenant n'est pas et ne peut pas aisément être identifié.

§ 3. Dans tous les cas, le contrevenant est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur simple état dressé par le gestionnaire qui a procédé ou fait procéder à l'exécution. ».

**Art. 40.** L'article D. 42 du même livre est abrogé.

**Art. 41.** L'article D. 42/1 du même livre, inséré par le décret du 10 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 42/1. Les terres situées en bordure d'un cours d'eau non navigables à ciel ouvert et servant de pâture, sont clôturées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023 de manière à empêcher toute l'année l'accès du bétail au cours d'eau.

La partie de la clôture située en bordure du cours d'eau se trouve à une distance minimale d'un mètre mesurée à partir de la crête de berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres. Par dérogation, cette distance minimale est de 0,75 mètre pour les clôtures placées avant le 1<sup>er</sup> avril 2014.

Lorsqu'un passage à pied sec est impossible dans ou à proximité immédiate des pâtures situées de part et d'autre du cours d'eau, des barrières peuvent être installées dans les clôtures situées en bordure de ce cours d'eau afin de permettre une traversée à gué. Ces barrières peuvent être ouvertes le temps nécessaire à la traversée du cours d'eau. Le pâturage est organisé de manière à réduire la fréquence et le nombre de traversées.

La clôture ne crée pas une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux d'entretien ou de petite réparation aux cours d'eau.

Le Gouvernement peut accorder une dérogation à cette obligation uniquement pour les terres faisant l'objet d'un pâturage très extensif favorable à la biodiversité. ».

**Art. 42.** L'article D. 43 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 43. § 1<sup>er</sup>. Les riverains, les usagers et les propriétaires d'ouvrages sur les cours d'eau non navigables :

1° livrent passage aux agents de l'administration, aux ouvriers, aux engins nécessaires pour l'exécution des travaux et aux autres personnes chargées de l'exécution de travaux ou d'études;

2° laissent déposer sur leurs propriétés, sur une bande de six mètres, à compter de la crête de berge, les matières enlevées du lit du cours d'eau, ainsi que les matériaux, l'outillage et les engins nécessaires pour l'exécution des travaux.

Les matières enlevées du lit du cours d'eau sont gérées conformément aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'application.

§ 2. Aucune indemnité n'est due aux riverains, aux usagers et aux propriétaires d'ouvrages en raison du dépôt des matières provenant des travaux d'entretien et de curage, sur leurs propriétés, sur une bande de six mètres, à compter de la crête de berge.

§ 3. Les riverains, usagers et les propriétaires d'ouvrages ont droit à un dédommagement pour le préjudice qu'ils subissent à l'occasion de l'exécution de travaux autres que ceux d'entretien et de petite réparation. Ce dédommagement est compris dans les frais des travaux.

§ 4. Le Gouvernement fixe les règles de police et de gestion applicables aux cours d'eau non navigables en ce qui concerne les autorisations requises pour les plantations et pour la construction de bâtiments le long de ces cours d'eau. ».

**Art. 43.** L'article D. 44 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 44. § 1<sup>er</sup>. En vue de permettre aux gestionnaires de réaliser les objectifs fixés à l'article D. 33/1, il est procédé, autant que possible, à l'acquisition à l'amiable de biens immeubles nécessaires à la gestion des cours d'eau non navigables.

Le gestionnaire débat, avec les propriétaires intéressés, les conditions de l'acquisition, soit à prix d'argent, soit par la voie d'échange.

Les contrats de cession amiable, les quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des immeubles peuvent être passés sans frais à l'intervention du gestionnaire, sans préjudice du droit pour le cédant de requérir l'intervention du notaire de son choix.

§ 2. Le gestionnaire désigné en vertu de l'article D. 35 peut décréter d'utilité publique l'expropriation de biens immeubles nécessaires à la gestion intégrée, équilibrée et durable des cours d'eau non navigables.

Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est pas tenu compte de la moins-value résultant des contraintes liées à l'occupation du terrain par les travaux ou ouvrages du gestionnaire.

L'expropriation est poursuivie selon les règles prévues par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, et sans préjudice de l'article 2 du décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique. ».

**Art. 44.** L'article D. 45 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 45. Le gestionnaire du cours d'eau non navigable sollicite le respect de certaines conditions, l'exécution de travaux ou à défaut la suppression des ouvrages autorisés avant la date d'entrée en vigueur du présent chapitre, lorsque ces ouvrages présentent une menace grave :

1° pour la sécurité publique ou pour prévenir le risque d'inondations;

2° pour le milieu aquatique, et notamment lorsque celui-ci est soumis à des conditions hydromorphologiques critiques incompatibles avec sa protection, son amélioration ou sa restauration.

Sauf urgence spécialement motivée, le gestionnaire donne à chacun des propriétaires des ouvrages concernés la possibilité de faire valoir leurs observations. Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure.

En l'absence d'exécution dans le délai imparti, le gestionnaire peut y procéder lui-même ou y faire procéder. Dans ce cas, le propriétaire est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur simple état dressé par le gestionnaire qui a procédé à l'exécution. ».

**Art. 45.** L'article D. 46 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 46. Un recours au Gouvernement peut être exercé contre les décisions prises en vertu des articles D. 33/12, D. 38, D. 39, alinéa 3, D. 40, § 3, D. 41, alinéa 2, D. 41/2, paragraphes 2 et 3, D. 45, alinéa 3 et D. 47.

A peine de forclusion, le recours est introduit dans les vingt jours à partir de la notification de la décision ou à partir de l'affichage de la décision aux endroits habituels dans la ou les communes concernées. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le Gouvernement détermine les modalités d'introduction et d'instruction du recours.

Le Gouvernement envoie sa décision au requérant dans les cent vingt jours, à partir du premier jour suivant la réception du recours, ou en cas de pluralité de recours, à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé à l'alinéa 4, la décision prise en première instance est confirmée. ».

**Art. 46.** L'article D. 47 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 47. Le présent chapitre est d'application dans les wateringues situées sur un cours d'eau :

1° de première catégorie;

2° de deuxième ou de troisième catégorie, sauf en ce qui concerne les travaux à exécuter par les wateringues en vertu des articles D. 132 à D. 138. Sur demande préalable, les wateringues peuvent néanmoins obtenir du gestionnaire du cours d'eau de deuxième ou de troisième catégorie, le bénéfice de l'application de l'article D. 38 pour la prise en charge des frais relatifs aux travaux d'entretien et de petite réparation. ».

**Art. 47.** Dans la partie II, Titre V, du même livre, le chapitre III, comportant les articles D. 48 à D. 51, est abrogé.

**Art. 48.** Dans la partie II, titre V, du même livre, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit : « Cours d'eau non classés ».

**Art. 49.** L'article D. 52 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 52. Le Gouvernement fixe les règles de police et de gestion applicables aux cours d'eau non classés, notamment en ce qui concerne :

1° l'entretien et la petite réparation de ces cours d'eau;

2° les travaux tels qu'approfondissement, élargissement, rectification et généralement toutes modifications sous, dans ou au-dessus du lit mineur de ces cours d'eau ou des ouvrages y établis, ainsi que la suppression ou la création de tels cours d'eau;

3° les autorisations requises pour les plantations et pour la construction de bâtiments le long de ces cours d'eau;

4° l'interdiction d'entraver, de quelque façon que ce soit, la libre circulation des poissons ou l'écoulement de l'eau, ou d'endommager l'état normal du cours d'eau non classé, de ses berges ou des ouvrages qui s'y trouvent;

5° la suppression d'un obstacle à la libre circulation des poissons ou les travaux d'aménagement à réaliser sur un tel ouvrage;

Le Gouvernement établit des infractions de troisième ou de quatrième catégorie au sens de l'article D. 151 du livre I<sup>er</sup> du présent Code. ».

**Art. 50.** L'article D. 52/1 du même livre, inséré par le décret du 10 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 52/1. L'obligation prévue à l'article D. 42/1 s'applique lorsque les terres situées en bordure d'un cours d'eau non classé à ciel ouvert et servant de pâtures sont situées dans une zone désignée en vertu des articles D. 156 et D. 157 du présent livre. ».

**Art. 51.** Dans la partie II, Titre V du même livre, il est inséré un chapitre VI intitulé « Subsidés ».

**Art. 52.** Dans le chapitre VI, inséré par l'article 51, il est inséré un article D. 54/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 54/1. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut allouer des subventions à toute personne de droit privé ou de droit public, pour l'exécution des travaux suivants, en ce compris l'acquisition de biens immeuble :

1° la construction, l'agrandissement et la transformation de stations de pompage nécessités par des travaux entrepris à l'initiative de la Région;

2° la construction, le renforcement et le rehaussement de digues le long de voies hydrauliques ou de cours d'eau non navigables;

3° l'amélioration hydraulique et la restauration hydromorphologique de cours d'eau non navigables;

4° la construction, l'agrandissement et la transformation de stations de pompage pour l'évacuation des eaux de terres agricoles;

5° la création de réserves d'eau d'intérêt agricole;

6° les ouvrages et aménagements visant à améliorer les habitats aquatiques et notamment l'aménagement de passes à poisson;

7° la création et l'amélioration de réseaux d'assainissement agricole au moyen de tuyaux de drainage ou de fossés.

Les subventions peuvent couvrir tout ou partie du coût des travaux subsidiés, T.V.A. comprise, ainsi qu'une partie des frais d'étude de coordination-sécurité, d'essais géotechniques préalables, de contrôle des matériaux, et du montant de l'estimation établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles, par le receveur de l'enregistrement, par un notaire, par un expert géomètre immobilier inscrit au tableau du conseil fédéral des géomètres-experts, ou par un architecte inscrit à l'Ordre des Architectes en cas d'acquisition d'immeubles non bâtis.

Le Gouvernement détermine le taux de la subvention pour chacun de ces postes, sachant que celui-ci est de minimum trente pour cent et de maximum quatre vingt pour cent du coût des travaux subsidiés. Sur proposition motivée du Gouvernement, appuyé du rapport du Comité d'Acquisition d'Immeubles, du receveur de l'enregistrement, d'un notaire, d'un expert géomètre immobilier, ou d'un architecte, l'acquisition d'immeubles peut également bénéficier d'un subside lorsque les biens à acquérir sont nécessaires à l'exécution de travaux subsidiés. Le taux de ce subside est égal à celui applicable aux travaux en vue desquels les biens sont acquis.

La demande de subvention contient l'avis du gestionnaire du cours d'eau concerné et les documents requis par le Gouvernement. Le Gouvernement détermine les règles selon lesquelles ces subventions sont accordées. ».

**Art. 53.** L'article D. 55 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 55. Les wateringues sont des administrations publiques instituées en vue de la réalisation et du maintien, dans les limites de leur circonscription territoriale, d'un régime des eaux favorable à l'agriculture au sens de l'article 1<sup>er</sup> du Code wallon de l'agriculture, ainsi que pour la défense des terres contre les inondations. ».

**Art. 54.** L'article D. 56 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 56. Le Gouvernement détermine la circonscription de chaque wateringue.

Le siège de la wateringue est déterminé dans son règlement. Il est situé dans la commune ou dans une des communes sur le territoire desquelles s'étend la circonscription de la wateringue, sauf dérogation du Gouvernement. ».

**Art. 55.** L'article D. 57 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 57. Sont soumises au présent titre, toutes administrations, associations ou collectivités existant sous la dénomination de wateringues et qui exercent de manière effective les missions visées par la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues, pour l'objet prévu par l'article D. 55.

Ne sont pas considérées comme respectant les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, celles des administrations, associations ou collectivités existant sous la dénomination de wateringues qui n'ont pas rempli à la date d'entrée en vigueur du présent titre toutes les conditions visées aux articles 12, 14, 16, 26, 27, 29 et 80 de la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues. A défaut d'avoir communiqué au Gouvernement les renseignements permettant d'établir qu'elles remplissent ces conditions trois mois après l'entrée en vigueur du présent titre, le Gouvernement supprime ces wateringues conformément à l'article D. 59.

Le Gouvernement constate le respect des conditions visées à l'alinéa 2 ou, à défaut, procède à la suppression de la wateringue conformément à l'article D. 59. ».

**Art. 56.** L'article D. 58 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 58. Deux ans après l'entrée en vigueur du présent titre, les wateringues remettent au Gouvernement un rapport administratif et financier qui contient les documents visés aux articles D. 66 et D. 68, les procès-verbaux des assemblées générales et un relevé des mesures qui ont exécuté leurs délibérations, l'inventaire et l'état récapitulatif des budgets et des comptes accompagnés d'un commentaire détaillant la situation financière de la wateringue.

Le Gouvernement évalue le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sur la base de cette évaluation, il est habilité à prendre les mesures nécessaires à la bonne exécution des missions des wateringues, le cas échéant en collaboration avec le Collège provincial, en application des articles D. 59, D. 66, D. 74, D. 80, D. 121, D. 140 à D. 149. ».

**Art. 57.** L'article D. 59 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 59. Le Gouvernement peut supprimer des wateringues, en créer de nouvelles, scinder ou modifier les circonscriptions existantes, fusionner plusieurs wateringues ou ordonner leur association en vue de leur défense commune ou pour l'exécution de travaux dans leur commun intérêt.

L'arrêté qui décrète la suppression d'une wateringue, la scission ou la modification de circonscription d'une wateringue ou la fusion de plusieurs wateringues règle la dévolution des patrimoines. ».

**Art. 58.** L'article D. 60 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 60. Les décisions visées à l'article D. 59 sont précédées d'une enquête publique organisée selon les modalités définies au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

A cet effet, le projet de la décision, accompagné éventuellement de la carte figurative des modifications ou des innovations, est envoyé à toutes les wateringues qu'il est susceptible d'intéresser et déposé dans les maisons communales des communes qu'il concerne. ».

**Art. 59.** L'article D. 61 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 61. Si la décision comporte la formation d'une ou plusieurs nouvelles wateringues, par création, fusion ou scission, chacune des nouvelles administrations publiques adopte un règlement dans le délai visé à l'alinéa 3.

Le Gouvernement dresse un projet dont le règlement s'inspire. Le règlement est voté par une assemblée composée des personnes auxquelles le projet attribue provisoirement le droit de vote dans les conditions prévues à l'article D. 67 et convoquée par le gouverneur de la province dans le délai fixé par le Gouvernement. Le Collège provincial transmet le règlement au Gouvernement, avec son avis, pour approbation.

Si l'assemblée ne lui fait pas parvenir dans les trois mois de la première réunion le règlement dûment voté, le Gouvernement arrête le règlement d'office. ».

**Art. 60.** L'article D. 62 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 62. Si la décision comporte une association de wateringues, le Collège provincial invite celles-ci à établir le règlement de leur association dans le délai indiqué par le Gouvernement. Le Collège provincial transmet le règlement au Gouvernement, avec son avis, pour approbation.

Si les wateringues ne lui ont pas fait parvenir dans le délai susvisé le règlement de leur association, le Gouvernement arrête celui-ci d'office. ».

**Art. 61.** L'article D. 63 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 63. Les wateringues peuvent aussi, de leur propre initiative, s'associer en vue de leur défense commune ou pour l'exécution de travaux dans leur intérêt commun. Elles établissent, en ce cas, le règlement de leur association sous réserve de l'approbation du Gouvernement, le Collège provincial entendu. ».

**Art. 62.** L'article D. 66 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 66. Il est dressé par la direction de la wateringue un registre matricule de tous les fonds compris dans la wateringue.

Ce registre matricule est actualisé chaque année par la direction.

Si la direction de la wateringue ne se conforme pas aux obligations visées aux alinéas 1 et 2, le Collège provincial dresse et arrête le registre matricule, après avoir interrogé le conservateur du cadastre aux frais de la wateringue.

Le Collège provincial peut rectifier les erreurs constatées dans le registre matricule. ».

**Art. 63.** L'article D. 67 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 67. Le règlement de chaque wateringue assure, dans une juste mesure, la représentation des petites propriétés, et garantit, au moins, le droit de vote à chaque adhérité qui possède dans la circonscription de la wateringue des terres d'une superficie de :

- 1° 0,5 hectare dans une circonscription de moins de 100 hectares;
- 2° 1 hectare dans une circonscription de 100 à 499 hectares;
- 3° 2 hectares dans une circonscription de 500 à 999 hectares;
- 4° 3 hectares dans une circonscription de 1.000 à 4.999 hectares;
- 5° 4 hectares dans une circonscription de 5.000 à 9.999 hectares;
- 6° 5 hectares dans une circonscription de 10.000 hectares et plus.

Les propriétaires n'ayant pas isolément droit de vote peuvent grouper leurs propriétés pour atteindre le minimum fixé par le règlement, en vue d'envoyer collectivement un délégué à l'assemblée générale.

Chaque membre de l'assemblée générale dispose seulement d'une seule voix. ».

**Art. 64.** L'article D. 71 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 71. Le gouverneur de la province, le membre du Collège provincial qui a les cours d'eau non navigables dans ses attributions ainsi que les bourgmestres des communes sur lesquelles s'étend la circonscription de la wateringue ou leurs délégués font partie de droit, mais sans voix délibérative, de l'assemblée générale.

Le fonctionnaire compétent désigné par le Gouvernement est convoqué aux assemblées générales. Il y a voix consultative. ».

**Art. 65.** L'article D. 72 du même livre est abrogé.

**Art. 66.** L'article D. 73 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 73. Sans préjudice des attributions qui lui sont conférées par des dispositions spéciales, la compétence de l'assemblée générale s'étend aux objets suivants :

- 1° l'élaboration du règlement d'ordre et d'administration intérieurs;
- 2° l'élaboration de règlements de police particuliers de la wateringue, dans les conditions prévues à l'article D. 75;
- 3° les décisions relatives à la construction et à l'amélioration des ouvrages de défense ou d'irrigation;
- 4° l'établissement du budget de la wateringue;
- 5° l'examen des comptes et la décharge à donner aux comptables;
- 6° les décisions relatives au principe et aux conditions des locations et affermages des biens de la wateringue ainsi que la remise éventuelle d'obligations assumées par les locataires, les fermiers, les adjudicataires d'ouvrages ou de fournitures;
- 7° les aliénations et autres actes de disposition quant aux biens de la wateringue;
- 8° les emprunts à contracter par la wateringue;
- 9° le vote de l'imposition au profit de la wateringue. ».

**Art. 67.** L'article D. 74 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 74. L'assemblée générale porte annuellement au budget les dépenses qui sont légalement ou conventionnellement à sa charge.

Si les recettes prévues au budget sont insuffisantes, l'assemblée générale y supplée par l'établissement d'impositions ordinaires ou extraordinaires.

A défaut par l'assemblée générale de satisfaire à ces prescriptions, il y est pourvu par le Collège provincial, la direction de la wateringue entendue. Le Collège provincial notifie sa décision à la direction de la wateringue et celle-ci la notifie aux adhérités. La direction de la wateringue, les adhérités et le gouverneur de province peuvent en appeler auprès du Gouvernement de la décision du Collège provincial.

Ils disposent, à cet effet, d'un délai de quinze jours. Ce délai prend cours, pour le gouverneur, à partir du jour de la décision, et pour la direction de la wateringue et les adhérités, à partir de la notification. ».

**Art. 68.** L'article D. 75 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 75. Le règlement de police particulier de la wateringue a uniquement pour objet la conservation des voies d'écoulement et d'irrigation, des ouvrages et de leurs dépendances.

Le règlement peut ériger en contravention les infractions à ses dispositions ou à certaines d'entre elles. Ces contraventions sont punies d'un emprisonnement d'un jour à sept jours et d'une amende d'1 euro à 25 euros ou d'une peine seulement. Outre la pénalité, le juge ordonne, s'il y a lieu, la réparation de la contravention dans le délai qu'il détermine et il statue qu'en cas d'inexécution, la direction de la wateringue y pourvoit aux frais du contrevenant qui, en vertu du jugement, peut être contraint au remboursement de la dépense sur simple état dressé par ce collège.

Le règlement n'est pas contraire aux lois ni aux règlements généraux. Il est obligatoire à partir du dixième jour qui suit sa publication. Le Gouvernement détermine les formes de publication et de sa constatation. ».

**Art. 69.** L'article D. 77 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 77. Après deux avertissements consécutifs, constatés par la correspondance, le Collège provincial peut charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux, aux frais de la wateringue en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les dispositions décrétales et réglementaires ainsi que les décisions de toutes autorités compétentes prises en exécution du présent titre.

La rentrée de ces frais est poursuivie par le receveur, selon les formes et les procédures de recouvrement prévues par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, sur l'exécutoire du Collège provincial. ».

**Art. 70.** L'article D. 78 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 78. Sans préjudice des dispositions décrétales et réglementaires spéciales, sont soumis à l'approbation du Collège provincial :

1° les conventions entre plusieurs wateringues ou entre wateringues et tierces personnes, concernant l'écoulement ou l'adduction des eaux;

2° les aliénations, acquisitions, échanges et transactions ayant pour objet des biens ou droits immobiliers et les baux;

3° les emprunts et les conventions d'où résultent, pour la wateringue, des charges permanentes;

4° les délibérations fixant les impositions au profit de la wateringue;

5° les budgets et les comptes. ».

**Art. 71.** L'article D. 79 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 79. Sont soumis à l'avis du Collège provincial et à l'approbation du Gouvernement :

1° les règlements des wateringues ainsi que les modifications apportées à ces règlements;

2° les conventions d'association conclues entre plusieurs wateringues en vertu de l'article D. 63, ainsi que les règlements de toute association de wateringues.

Le Gouvernement peut, le Collège provincial entendu, inscrire d'office dans les règlements toute disposition destinée à assurer l'exécution du présent titre. ».

**Art. 72.** L'article D. 80 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 80. Les délibérations des assemblées générales non soumises à l'approbation de l'autorité supérieure peuvent être annulées par le Collège provincial, si elles sont contraires au présent titre, au règlement de la wateringue approuvé par l'autorité supérieure, aux intérêts généraux ou à ceux d'une autre administration ou d'une autre institution ou établissement publics.

La délibération ne peut plus être annulée par le Collège provincial, après l'expiration d'un délai de deux mois, à dater du jour où le Collège provincial a reçu communication de la délibération.

Pendant ce délai de deux mois, le Collège provincial peut suspendre l'exécution de la délibération; cette suspension prend fin au plus tard à l'expiration de ce délai. ».

**Art. 73.** L'article D. 82 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 82. Les membres de la direction et le receveur-greffier ne sont ni parents ni alliés les uns des autres, au premier et au deuxième degré. Ils ne sont pas entre eux cohabitants ou unis par le mariage.

En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'a fait naître ne continue pas ses fonctions. Lorsque la cohabitation ou le mariage survient après la nomination, l'un des deux cohabitants ou époux ne continue pas ses fonctions.

Le gouverneur peut accorder des dérogations au présent article, sur avis motivé et conforme du Collège provincial. ».

**Art. 74.** L'article D. 83 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 83. Le gouverneur nomme le président, le vice-président et les administrateurs lorsque la wateringue appartient à moins de quatre adhérités.

Le gouverneur peut nommer un ou plusieurs membres de la direction en dehors des adhérités; dans ce cas, les dits membres font partie de droit de l'assemblée générale. ».

**Art. 75.** L'article D. 84 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 84. Hormis le cas prévu à l'article D. 83, l'assemblée générale :

1° nomme les membres de la direction, au scrutin secret, parmi les adhérités;

2° désigne parmi les membres de la direction et par deux votes distincts, le président et le vice-président.

Ceux qui seraient choisis parmi les adhérités n'ayant pas le droit de vote acquièrent ce droit en vertu de leur nomination. ».

**Art. 76.** L'article D. 85 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 85. Le président, le vice-président et les administrateurs doivent être majeurs à la date de leur nomination ou de leur élection ou à la date du renouvellement de leur mandat. Sauf autorisation spéciale du Gouvernement, ils doivent avoir leur résidence habituelle dans une des communes sur le territoire desquelles s'étend la wateringue ou dans une commune limitrophe. ».

**Art. 77.** L'article D. 87 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 87. Les membres de la direction prêtent serment entre les mains du gouverneur ou de son délégué. ».

**Art. 78.** L'article D. 88 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 88. Sauf autorisation spéciale du gouverneur, nul ne peut être président, vice-président ou administrateur dans plus d'une wateringue. ».

**Art. 79.** L'article D. 89 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 89. Le président empêché est remplacé par le vice-président, et en cas d'empêchement de celui-ci, par l'administrateur le plus âgé.

En cas d'empêchement de tous les administrateurs, le gouverneur désigne un tiers pour remplir temporairement l'office de président. ».

**Art. 80.** L'article D. 90 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 90. Les plaintes contre le président sont portées devant l'assemblée générale. Pour l'examen de ces plaintes à l'assemblée générale, le président est remplacé, conformément à l'article D. 89.

L'assemblée générale entend le président. Si elle estime :

1° que la plainte est non fondée, elle décide qu'il n'y a pas lieu à sanction;

2° qu'une sanction doit être prise, elle transmet le dossier, accompagné de sa délibération, au gouverneur.

Le gouverneur, après avoir entendu le président, peut décider qu'aucune sanction ne doit être prise, ou décider sa suspension ou sa destitution. Le gouverneur statue sur cette proposition. ».

**Art. 81.** L'article D. 91 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 91. L'assemblée générale peut suspendre le vice-président et les administrateurs sur le rapport que lui fait le président et après avoir entendu l'intéressé.

Si elle estime que la suspension doit avoir une durée de plus d'un mois ou que le vice-président ou l'administrateur en cause doit être destitué, sa délibération est transmise au gouverneur. Celui-ci statue sur la proposition du Collège provincial, après avoir entendu l'intéressé. ».

**Art. 82.** L'article D. 92 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 92. Le Collège provincial peut aussi, d'office, après avoir entendu les intéressés et après avoir pris l'avis de l'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet à son initiative, proposer au gouverneur la suspension ou la destitution du président et prononcer à charge du vice-président et des administrateurs la suspension ou la destitution.

L'assemblée générale donne son avis seulement après avoir entendu les intéressés. ».

**Art. 83.** L'article D. 93 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 93. Sans préjudice des attributions qui lui sont conférées par des dispositions spéciales, la direction est chargée :

1° de la préparation des travaux de l'assemblée générale;

2° de l'exécution des décisions de celle-ci;

3° de la gestion et de la surveillance journalière des intérêts de la wateringue et en particulier de l'entretien et de la petite réparation des cours d'eau et des ouvrages de défense ou d'irrigation;

4° de l'administration du domaine de la wateringue;

5° de l'élaboration des conditions et du choix du mode de passation des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services;

6° de la vérification des livres et de la caisse tenue par le receveur-greffier;

7° de la tenue de la liste des adhérités redevables des impôts au profit de la wateringue ainsi que du rôle de ces impôts;

8° de la détermination des traitements et salaires des gardes, des éclusiers et des autres membres du personnel de la wateringue, hormis le receveur-greffier. ».

**Art. 84.** L'article D. 94 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 94. Le président :

1° convoque l'assemblée générale au lieu fixé par le règlement;

2° préside cette assemblée;

3° le cas échéant, convoque l'assemblée générale sur la demande écrite d'un tiers au moins des membres. ».

**Art. 85.** L'article D. 95 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 95. Le président sollicite l'approbation de l'autorité supérieure pour les actes et délibérations qui y sont soumis. ».

**Art. 86.** L'article D. 96 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 96. Le président ordonne le paiement des travaux, fournitures et services après réception des pièces justificatives de la dépense, lesquelles sont conservées pour être produites à l'appui des comptes. ».

**Art. 87.** L'article D. 97 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 97. Le président :

1° exécute les décisions de la direction;

2° représente la wateringue en justice en se conformant aux instructions de la direction et après y avoir été autorisé par l'assemblée générale et par le gouverneur pour les actions judiciaires en tant que demanderesse, autres que les actions possessoires et les actions en référé;

3° signe tous les actes et documents de la wateringue sans avoir à justifier à l'égard des tiers de ses pouvoirs. Les actes et documents se rattachant à la gestion financière de la wateringue doivent, toutefois, être contresignés par le receveur-greffier.

Les obligations d'emprunt sont signées par le président et contresignées par un administrateur. ».

**Art. 88.** L'article D. 98 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 98. Le président dirige et surveille le personnel employé par la wateringue. ».

**Art. 89.** L'article D. 99 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 99. Le président constate, dans des procès-verbaux, les infractions prévues par le présent titre, par les arrêtés pris en exécution de celui-ci ou par le règlement de police de la wateringue. ».

**Art. 90.** L'article D. 100 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 100. En cas d'urgence, le président prend les décisions qui relèvent de la compétence de la direction, à charge de lui en faire rapport dans le plus bref délai. ».

**Art. 91.** L'article D. 101 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 101. En période de crue et si la wateringue risque d'être inondée, les membres de la direction se rendent aux endroits menacés et y prennent toutes les mesures que la situation impose. ».

**Art. 92.** L'article D. 103 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 103. Le receveur-greffier doit être majeur. Ses fonctions prennent fin à l'âge légal de la pension, sous réserve d'assurer le service jusqu'à la date de prestation de serment de son successeur.

L'assemblée générale fixe son traitement, qui est approuvé par le Collège provincial. ».

**Art. 93.** L'article D. 106 du même livre est abrogé.

**Art. 94.** L'article D. 109 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 109. Le receveur-greffier présente ces documents à toute réquisition du président, de la direction, du Collège provincial ou du gouverneur de la province.

Pendant les quinze jours qui précèdent chaque assemblée générale, chacun des membres peut prendre connaissance sans déplacement des documents relatifs aux questions qui figurent à l'ordre du jour.

Les archives de la wateringue peuvent être consultées par toute personne sur demande adressée au président. ».

**Art. 95.** L'article D. 110 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 110. Si la direction estime qu'une sanction doit être prise à charge du receveur-greffier, elle porte l'affaire devant l'assemblée générale. Celle-ci entend l'intéressé. Elle peut le suspendre pour un mois. Si elle estime qu'une sanction plus sévère doit être prise, elle peut proposer au gouverneur la suspension pour plus d'un mois ou la destitution.

Le gouverneur statue sur la proposition du Collège provincial. ».

**Art. 96.** L'article D. 112 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 112. La direction nomme, suspend ou destitue les gardes et les éclusiers.

Le Collège provincial peut aussi suspendre ou destituer les gardes et les éclusiers, la direction de la wateringue entendue.

Aucune sanction disciplinaire n'est prise sans que l'intéressé ait été entendu au préalable. ».

**Art. 97.** A l'article D. 115 du même livre, les mots « qui font foi jusqu'à preuve du contraire » sont abrogés.

**Art. 98.** L'article D. 120 du même livre, modifié par le décret du 17 janvier 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 120. L'assemblée générale arrête le rôle de l'impôt au profit de la wateringue chaque année, suivant les règles établies par le règlement.

Il est rendu exécutoire par le Collège provincial.

L'assemblée générale peut dresser un rôle supplémentaire pour le prélèvement d'impôts extraordinaires.

Les réclamations sont portées devant le Gouvernement dans les trois mois de la réception de l'avertissement-extrait du rôle, dans les formes et les conditions prévues par les articles 25 à 27 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Les décisions rendues sur ces réclamations par le Gouvernement peuvent faire l'objet d'un recours judiciaire, conformément à l'article 28 du même décret. ».

**Art. 99.** L'article D. 121 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 121. L'impôt doit être payé dans les délais fixés par l'assemblée générale.

Le règlement prévoit le paiement d'un intérêt de retard.

Le receveur-greffier est responsable des impôts non recouverts par sa faute dans les délais requis. En attendant leur recouvrement, il peut être contraint par le Collège provincial d'en faire l'avance pour couvrir les dépenses de la wateringue, sans pouvoir prétendre de ce chef aucun intérêt. ».

**Art. 100.** Dans l'article D. 122 du même livre, le mot « Gouvernement » est remplacé par les mots « Collège provincial ».

**Art. 101.** L'article D. 123 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 123. Le receveur-greffier use, pour le recouvrement de l'impôt, des intérêts et des frais, des modes établis pour le recouvrement par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes. ».

**Art. 102.** L'article D. 124 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 124. Les frais de contrainte et d'exécution sont établis conformément au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes. ».

**Art. 103.** Dans l'article D. 127 du même livre, les mots « pli recommandé à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé ».

**Art. 104.** Dans l'article D. 130 du même livre, les mots « article 120 » sont remplacés par les mots « article D. 120 ».

**Art. 105.** Dans l'article D. 131 du même livre, les mots « articles 129 et 130 » sont remplacés par les mots « articles D. 129 et D. 130 ».

**Art. 106.** L'article D. 132 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 132. § 1<sup>er</sup>. Les wateringues dressent annuellement un état des travaux à exécuter pendant l'année pour la construction, l'amélioration, l'entretien et la petite réparation des cours d'eau non navigables et des ouvrages de défense ou d'irrigation de la wateringue.

Cet état comporte une estimation de la dépense et distingue les travaux :

1° de construction et d'amélioration;

2° les travaux d'entretien et de petite réparation.

Il est communiqué au Collège provincial avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année au cours de laquelle les travaux doivent être exécutés.

§ 2. Les travaux d'entretien et de petite réparation correspondent à tous travaux qui se reproduisent à intervalle régulier, et notamment :

1° le nettoyage du lit mineur des cours d'eau non navigables de deuxième et troisième catégories, y compris dans les parties voutées, et notamment le curage, la remise sous profils ainsi que la collecte de débris, de branchages, d'embâcles et de matériaux encombrants;

2° l'entretien et l'élimination de la végétation située sur les berges du lit mineur des cours d'eau non navigables, notamment par débroussaillage, abattage, débardage, recépage, ébranchage, déchiquetage, dessouchage, plantation, échardonnage, faucardage et la destruction des plantes invasives;

3° l'entretien, la réparation et les mesures propres à assurer le fonctionnement normal des stations de pompage en lien avec les cours d'eau non navigables, que celles-ci appartiennent à des personnes de droit privé ou public. ».

**Art. 107.** L'article D. 133 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 133. Les travaux d'entretien et de petite réparation peuvent être exécutés par les waterings uniquement après avoir fait l'objet d'une déclaration préalable.

La déclaration est envoyée par envoi recommandé avec accusé de réception ou par tout envoi conférant date certaine ou remise contre récépissé au gestionnaire du cours d'eau non navigable de deuxième ou de troisième catégorie concerné.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la déclaration.

La déclaration est irrecevable si elle est envoyée ou remise en violation de l'alinéa 2 ou s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'alinéa 3. Si la déclaration est irrecevable, le gestionnaire concerné envoie à la wateringue une décision mentionnant les motifs de l'irrecevabilité dans les quinze jours à compter de la date de réception de la déclaration.

Si la déclaration est recevable, le gestionnaire concerné en informe la wateringue dans les quarante-cinq jours à compter de la date de réception de la déclaration, et peut prescrire des conditions complémentaires d'exécution des travaux d'entretien et de petite réparation. A défaut d'envoi dans le délai visé à l'alinéa 5, la déclaration est réputée recevable sans conditions complémentaires.

Le déclarant peut passer à l'exécution des travaux :

1° quarante-cinq jours à compter de la date à laquelle la déclaration est reçue si celle-ci n'a pas été déclarée irrecevable conformément à l'alinéa 4;

2° soixante jours à compter de la date à laquelle la déclaration est reçue si l'autorité compétente prescrit des conditions complémentaires d'exécution conformément à l'alinéa 5. ».

**Art. 108.** Dans le même livre, il est inséré un article D.133/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 133/1. Les waterings peuvent exécuter des travaux de construction et d'amélioration nécessaires à la réalisation et au maintien d'un régime des eaux favorable à l'agriculture ainsi qu'à la défense des terres contre les inondations uniquement en vertu d'une autorisation du Collège provincial et aux conditions qu'il indique.

Le Gouvernement peut fixer la procédure de délivrance de l'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 109.** L'article D. 134 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 134. Les waterings peuvent, sans autorisation préalable, procéder à l'exécution de tous travaux dont le retard exposerait à danger ou à préjudice, à charge d'en donner immédiatement avis au Collège provincial ainsi qu'au fonctionnaire compétent désigné par le Gouvernement. ».

**Art. 110.** Dans le même livre, il est inséré un article D.134/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 134/1. § 1<sup>er</sup>. Les décisions à prendre par le Collège provincial en exécution de l'article D. 133/1 sont précédées d'une enquête publique selon les modalités définies au Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

§ 2. Le Gouvernement peut réformer les décisions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, soit d'office, soit sur le recours de la direction de la wateringue ou du gouverneur de la province.

Le recours est introduit dans les quinze jours. Ce délai court à l'égard du gouverneur à partir de la date de la décision, et à l'égard de la direction de la wateringue à partir de la notification.

La direction de la wateringue forme son recours par requête au Gouvernement, remise au gouverneur. Celui-ci en donne récépissé et transmet les pièces au Gouvernement. ».

**Art. 111.** L'article D. 135 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 135. La direction de la wateringue choisit le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures et de services et fixe les conditions; elle engage la procédure et attribue le marché.

Sauf les cas d'urgence prévus à l'article D. 134, la décision d'attribution du marché est soumise à l'approbation du Collège provincial.

L'approbation est réputée acquise à défaut de notification d'une décision contraire dans les quarante jours de la réception de la décision au Collège provincial. ».

**Art. 112.** Dans l'article D. 138 du même livre, les mots « article 134 » sont remplacés par les mots « article D. 134 ».

**Art. 113.** L'article D. 139 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 139. Sans préjudice des obligations que lui impose l'article D. 93, 3°, la direction de la wateringue vérifie, dans le courant des mois de mars ou d'avril et de septembre de chaque année, l'état d'entretien des ouvrages de défense ou d'irrigation de la wateringue. ».

**Art. 114.** L'article D. 140 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 140. S'il ressort d'un rapport dressé par le fonctionnaire compétent désigné par le Gouvernement et notifié par le gouverneur tant à la direction de la wateringue qu'au Collège provincial, que des travaux nécessaires à l'entretien ou à la sécurité d'une wateringue sont négligés, le Collège provincial entend la direction de la wateringue en présence du fonctionnaire compétent et elle fixe, le cas échéant, le délai dans lequel l'assemblée générale décide l'exécution des travaux. ».

**Art. 115.** L'article D. 141 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 141. Si la wateringue ne prend pas cette décision dans le délai visé à l'article D. 140, le Collège provincial peut prendre les mesures requises, au nom et pour compte de la wateringue, par application de l'article D. 77.

Le Collège provincial peut aussi décréter d'office l'exécution des travaux. Dans ce cas, les avances de fonds nécessaires sont faites par la Région wallonne. Le Collège provincial peut prendre pareille décision uniquement avec l'accord préalable du Gouvernement, sauf s'il s'agit de travaux dont l'exécution ne peut être différée sans danger ni préjudice. ».

**Art. 116.** L'article D. 142 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 142. Tous les travaux sont exécutés sous le contrôle du fonctionnaire compétent désigné par le Gouvernement. Ce fonctionnaire assiste en outre à la réception des travaux autres que ceux d'entretien ou de petite réparation. ».

**Art. 117.** L'article D. 143 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 143. S'il parvient à la connaissance du Collège provincial qu'une wateringue exécute ou a exécuté quelque ouvrage sans les autorisations requises ou sans respecter les conditions imposées, et si l'ouvrage paraît nuisible aux intérêts régionaux, provinciaux ou communaux ou à ceux d'une autre wateringue, le Collège provincial entend contradictoirement les administrations intéressées et le fonctionnaire compétent désigné par le Gouvernement et ordonne, s'il y a lieu, la remise des choses en leur état précédent. Si la wateringue n'exécute pas les ordres du Collège provincial, celui-ci peut procéder conformément à l'article D. 141. ».

**Art. 118.** Dans le même livre, il est inséré un article D.143/2 rédigé comme suit :

« Art. D. 143/2. Le Gouvernement peut réformer les décisions visées aux articles D. 140, D. 141 et D. 143, soit d'office, soit sur le recours de la direction de la wateringue ou du gouverneur de la province. Le recours est introduit dans les quinze jours. Ce délai court à l'égard du gouverneur à partir de la date de la décision et à l'égard de la direction de la wateringue à partir de la notification. La direction de la wateringue forme son recours par requête au Gouvernement, remise au gouverneur. Celui-ci lui en donne récépissé et transmet les pièces au Gouvernement. ».

**Art. 119.** Dans le même livre, il est inséré un article D.143/3 rédigé comme suit :

« Art. D. 143/3. Le recours au Gouvernement suspend les effets des décisions du Collège provincial. Toutefois, le recours de la wateringue n'a pas d'effet suspensif si le Collège provincial, en motivant spécialement sa décision sur ce point, en a ordonné l'exécution nonobstant le recours. Dans ce cas, la charge éventuelle des restitutions incombe à la Région. ».

**Art. 120.** L'article D. 144 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 144. § 1<sup>er</sup>. Pour le recouvrement de sa créance du chef des avances qu'elle a faites, des intérêts et des frais, la Région a contre la wateringue une action civile.

Ces avances, intérêts et frais sont garantis par un privilège général sur les revenus et les biens meubles de toute nature de la wateringue et par une hypothèque légale grevant tous les biens de la wateringue qui en sont susceptibles.

§ 2. Le privilège prend rang immédiatement après celui qui est établi en faveur du Trésor public pour le recouvrement des impôts directs. Il s'exerce à compter de l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article D. 145.

Ce privilège subsiste jusqu'à extinction complète de la créance de la Région. La saisie des revenus ou des biens avant ce moment conserve le privilège jusqu'à leur réalisation. Est assimilée à la saisie, la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, faite par envoi recommandé, aux fermiers, locataires, receveurs, agents, économes, notaires, huissiers, greffiers, curateurs, représentants et autres dépositaires et débiteurs de revenus, sommes, valeurs ou meubles, de payer en l'acquit de la wateringue, sur le montant des fonds ou valeurs qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, jusqu'à concurrence de tout ou partie des sommes dues par la wateringue.

Ces demandes étendent leurs effets aux créances conditionnelles ou à terme, quelle que soit l'époque de leur exigibilité.

§ 3. L'hypothèque légale ne préjudicie pas aux privilèges et hypothèques antérieurs. Elle prend rang à partir de son inscription.

L'hypothèque est inscrite à la requête du Gouvernement ou du fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, sur présentation de deux bordereaux contenant, outre l'indication du ministère et de la wateringue intéressés, le montant pour lequel l'inscription est requise et l'indication spéciale de la nature et de la situation de chacun des immeubles sur lesquels portera l'hypothèque. Le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué donne mainlevée de l'hypothèque dans la forme administrative sans qu'il soit tenu vis-à-vis du conservateur des hypothèques de fournir la justification du paiement des sommes dues.

Les frais de formalités hypothécaires sont à charge de la wateringue. ».

**Art. 121.** L'article D. 145 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 145. Un délai est laissé à la wateringue pour prendre les mesures requises en vue du paiement. Ce délai n'est pas inférieur à trois mois à partir de la notification du décompte par le Collège provincial.

Le Gouvernement peut, suivant les circonstances, autoriser le paiement par acomptes. Il peut également, si les circonstances le justifient, accorder la remise d'une partie de la dette. ».

**Art. 122.** Dans l'article D. 146 du même livre, les mots « article 145 » sont remplacés par les mots « article D. 145 ».

**Art. 123.** L'article D. 148 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 148. Dans les cas prévus à l'article D. 146, la Région peut aussi, en vue du remboursement de sa créance, intervenir auprès de la wateringue pour l'amener à établir des impositions ordinaires ou extraordinaires au profit de la wateringue.

Si la wateringue reste en défaut de décréter ces impôts, la Région peut charger le Collège provincial de les faire établir par un commissaire spécial conformément à l'article D. 77. Le receveur-greffier poursuit la rentrée de ces impôts, des intérêts et des frais. Le Gouvernement peut, au besoin, substituer pour la rentrée de ces impôts un receveur régional au receveur-greffier.

En ce cas, le receveur régional remplit toutes les formalités en lieu et place des autorités de la wateringue. Il fait recette des sommes perçues en atténuation de la dette de la wateringue. ».

**Art. 124.** L'article D. 149 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 149. Dans les limites des circonscriptions soumises au régime du présent titre, les gestionnaires des cours d'eau non navigables peuvent prescrire toute mesure et décréter d'office tous les travaux que commande l'intérêt général. Pareils travaux sont exécutés par et aux frais de ces gestionnaires, sans préjudice de l'obtention des permis et autorisations requis en vertu d'autres législations. ».

**Art. 125.** Dans le même livre, il est inséré un article D.149/1 rédigé comme suit :

« Art. D. 149/1. Si la circonscription d'une wateringue s'étend sur le territoire de plus d'une province, le Gouvernement désigne les autorités provinciales qui ont qualité pour intervenir en exécution du présent titre. ».

**Art. 126.** A l'article D. 152 du même livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du Gouvernement » sont remplacés par les mots « du Collège provincial »;

2° à l'alinéa 2, les mots « la députation permanente » sont remplacés par les mots « le Collège provincial ».

**Art. 127.** L'article D. 153 du même livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 153. Le Gouvernement peut faire un règlement général de police des wateringues.

Les infractions aux dispositions de ce règlement relèvent de la quatrième catégorie au sens de la partie VIII du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. ».

**Art. 128.** L'article D. 155 du même livre est abrogé.

**Art. 129.** L'article D. 408 du même livre, remplacé par les décrets des 5 juin 2008 et 10 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 408. § 1<sup>er</sup>. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

1° celui qui crée un nouvel obstacle dans le lit mineur d'un cours d'eau non navigable sans prévoir une solution garantissant la libre circulation des poissons conformément à l'article D. 33/10, alinéa 1<sup>er</sup>;

2° celui qui ne respecte pas le débit réservé imposé en vertu de l'article D. 33/11;

3° celui qui contrevient à l'article D. 37, § 3;

4° le riverain, l'utilisateur ou le propriétaire d'ouvrage sur un cours d'eau qui entrave le passage des agents de l'administration, des ouvriers et des autres personnes chargées de l'exécution des travaux ou des études, ou qui entrave le dépôt sur ses propriétés des matières enlevées du lit du cours d'eau non navigable ainsi que des matériaux, de l'outillage et des engins nécessaires pour l'exécution des travaux;

5° celui qui, sans l'autorisation requise du gestionnaire du cours d'eau non navigable, d'une façon non conforme à celle-ci ou sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement, effectue ou maintient des travaux dans le lit mineur tels que visés à l'article D. 40;

6° celui qui, soit :

a) dégrade ou affaiblit le lit mineur ou les digues d'un cours d'eau non navigable;

b) obstrue le cours d'eau non navigable ou dépose à moins de six mètres de la crête de berge ou dans des zones soumises à l'aléa d'inondation des objets ou des matières pouvant être entraînés par les flots et causer la destruction, la dégradation ou l'obstruction des cours d'eau non navigables;

c) laboure, herse, bêche ou ameublisse d'une autre manière la bande de terre d'une largeur d'un mètre, mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau non navigable vers l'intérieur des terres;

d) enlève, rend méconnaissable ou modifie quoi que ce soit à la disposition ou à l'emplacement des échelles de niveau, des clous de jauge ou de tout autre système de repérage mis en place à la requête du gestionnaire;

e) couvre de quelque manière que ce soit les cours d'eau non navigables sauf s'il s'agit d'actes et travaux tels que déterminés par le Gouvernement;

f) procède à la vidange d'un étang ou d'un réservoir dans un cours d'eau non navigable sans se conformer aux instructions du gestionnaire;

g) procède à des prélèvements saisonniers d'eau dans un cours d'eau non navigable sans se conformer aux instructions du gestionnaire;

h) installe une prise d'eau permanente de surface ou un rejet d'eau dans un cours d'eau non navigable sans se conformer aux instructions du gestionnaire;

i) celui qui procède à des plantations ou à des constructions le long d'un cours d'eau non navigable sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement;

j) laisse subsister les situations créées à la suite des actes visés au 6°.

7° contrevient aux obligations prévues aux articles D. 42/1 et D. 52/1;

8° l'utilisateur ou le propriétaire d'un ouvrage établi sur un cours d'eau non navigable qui ne s'assure pas que cet ouvrage fonctionne en conformité aux instructions qui lui sont données par le gestionnaire et, en tout état de cause, d'une manière telle que les eaux dans le cours d'eau atteignent un niveau minimal, ne dépassent pas un niveau maximal ou se situent entre un niveau minimal et un niveau maximal indiqués par le clou de jauge ou de tout autre système de repérage placé conformément aux instructions du gestionnaire, et qui, en cas d'urgence, n'obéit pas aux injonctions du gestionnaire du cours d'eau non navigable;

9° celui qui omet de respecter les conditions ou d'exécuter les travaux ou de supprimer des ouvrages endéans le délai imposé par le gestionnaire en vertu de l'article D. 45;

§ 2. Commet une infraction de quatrième catégorie au sens de la partie VIII du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, celui qui :

1° néglige de se conformer aux injonctions du gestionnaire :

a) en ne plaçant pas à ses frais, dans le lit mineur du cours d'eau non navigable, des échelles de niveau ou des clous de jauge ou tout autre système de repérage ou en modifiant l'emplacement ou la disposition des échelles ou des clous ou des systèmes de repérage existants;

b) en ne respectant pas l'interdiction faite par le gestionnaire durant une période de l'année d'utiliser certaines embarcations dans des parties déterminées de cours d'eau non navigables;

2° omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation aux étangs, plans d'eau et réservoirs de barrage et dont il a la charge en application de l'article D. 37, § 2, alinéa 3;

3° omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires endéans le délai imposé par le gestionnaire et dont il a la charge en application de l'article D. 39. ».

**Art. 130.** L'article D. 409 du même livre, remplacé par le décret du 5 juin 2008, ainsi que les articles D. 423 à D. 429, D. 441 et D. 442 du même livre, sont abrogés.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives et abrogatoires du livre 1<sup>er</sup>  
du Code de l'Environnement*

**Art. 131.** A l'article D. 29-1, § 4, du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au a., 7°, les mots « relatives au classement des cours d'eau non navigables prévues aux articles 3 et 4 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables » sont remplacés par les mots « prévues aux articles D. 35/1 et D. 35/2 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau »;

2° au b., le 6° est abrogé;

3° le b. est complété par le 8° rédigé comme suit :

« 8° les décisions prises par le Gouvernement en vertu de l'article D. 59 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau. ».

**Art. 132.** L'article D. 29-1, § 5, du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 5 février 2015, est complété par le 7° rédigé comme suit :

« 7° l'état annuel des travaux visé à l'article D. 132 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ».

**Art. 133.** L'article D. 53 du même livre, modifié en dernier lieu par le décret du 19 janvier 2017, est complété par le paragraphe 9 rédigé comme suit :

« § 9. Le programme d'actions sur les rivières par une approche intégrée et sectorisée, ainsi que la carte stratégique reprenant la liste des cours d'eau prioritaires pour le rétablissement de la libre circulation des poissons sont soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux articles D. 49 à D. 61 du présent livre et à l'article D. 33/6 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau. ».

**Art. 134.** Dans l'article D. 138 du même livre, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, le 2° est abrogé.

**Art. 135.** L'article D. 140 du même livre, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le Gouvernement détermine l'autorité compétente pour désigner des agents qui seront chargés de contrôler le respect des dispositions visées au titre V de la partie II du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau et aux dispositions prises en vertu de celui-ci, et de constater les infractions. Ces agents remplissent les conditions prévues au § 2, alinéa 2.

**Art. 136.** Dans l'article D. 170, § 3, alinéa 3, du même livre, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, les mots « la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables » sont abrogés.

CHAPITRE VI. — *Disposition modificative du décret du 4 février 2010 modifiant le Livre II du Code  
de l'Environnement contenant des dispositions diverses en matière de politique de l'eau*

**Art. 137.** L'article 13 du décret du 4 février 2010 modifiant le livre II du Code de l'Environnement contenant des dispositions diverses en matière de politique de l'eau, modifié par le décret du 27 mars 2014, est abrogé.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives du Code wallon de l'agriculture*

**Art. 138.** Dans l'article D. 283, alinéa 4 du Code wallon de l'agriculture, les mots « l'article 2 de la loi du 28 décembre 1967, relative aux cours d'eau non navigables » sont remplacés par les mots « l'article D. 35 du Code de l'Eau ».

**Art. 139.** L'article D. 285 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 285. § 1<sup>er</sup>. Les dispositions du titre V de la partie II du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau sont d'application dans le bloc.

§ 2. Le Comité ou, avec son accord, toute autre personne de droit privé ou public, peut faire exécuter, dans le bloc ou hors du bloc, aux cours d'eau non navigables, les travaux visés aux articles D. 37 et D. 40 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, conformément aux articles D. 38 et D. 41 du même livre. ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 140.** La loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues modifiée par la loi du 3 juin 1957, la loi du 28 décembre 1967, l'arrêté royal du 28 novembre 1969 et la loi du 14 juillet 1976, est abrogée.

**Art. 141.** La loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables modifiée en dernier lieu par le décret du 10 juillet 2013, est abrogée.

**Art. 142.** Dans l'article 2 du décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les 1° et 2° sont abrogés.

**Art. 143.** Les demandes d'autorisation pour exécuter des travaux en vertu de la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues ou en vertu de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs, sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

**Art. 144.** Le présent décret entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Les articles D. 33 à D. 52 et D. 55 à D. 155 de la partie décrétable du livre II du Code de l'Environnement, telle que prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 27 mai 2004 relatif au livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et qui ne sont ni abrogés, ni remplacés en vertu du présent décret, entrent en vigueur le dixième jour qui suit la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

**Art. 145.** Les obligations prévues par l'article D.42/1, tel que modifié pour la dernière fois par le décret du 10 juillet 2013, relatives à l'interdiction d'accès au cours d'eau par le bétail reste d'application jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023, date ultime d'application de l'obligation de clôture telle que prévue par l'article 41 du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 octobre 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1147 (2017-2018) n° 1 et *1bis* à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 octobre 2018.

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/206025]

**4. OKTOBER 2018 — Dekret zur Abänderung verschiedener Texte in Sachen Wasserläufe (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom  
12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur*

**Artikel 1** - In Artikel *1bis* Nr. 28 Buchstabe b des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, werden die Wörter "des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe" durch die Wörter "der Bestimmungen von Buch II Teil II Titel V des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet" ersetzt.

**Art. 2** - Artikel 26 § 1 Ziffer 11 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, wird um einen Buchstaben e mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"e) die Gesamtheit oder einen Teil der Maßnahmen, die in einem Aktionsprogramm für die Flüsse vorgesehen sind, mittels eines integrierten und sektorbezogenen Ansatzes;"

**Art. 3** - Artikel *58bis* desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 21. April 1994, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. *58bis* - Es wird verboten, ein nicht für die Schifffahrt bestimmtes Fahrzeug fahren zu lassen, oder dessen Verkehr zu organisieren

1° auf den Ufern, Deichen und im Niedrigwasserbett der Wasserläufe;

2° in den Furten, wenn es sich um ein Fahrzeug handelt, das für die Forstbewirtschaftung, für Wasserbauarbeiten, für hydromorphologische Wiederherstellungs- oder Baumaßnahmen, oder für Motorsport- oder motorisierte Freizeitaktivitäten oder für jede andere von der Regierung aufgelistete Tätigkeit bestimmt ist, angesichts der potentiell erheblichen Auswirkungen solcher Aktivitäten auf die biologische oder hydromorphologische Qualität der Wasserläufe.

Die Regierung kann unter Einhaltung von Bedingungen und nach einem Verfahren, die sie bestimmt, von dem in Absatz 1 vorgesehenen Verbot abweichen."

KAPITEL II — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom  
16. Juli 1985 über die Naturparks*

**Art. 4** - In Artikel 15 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, ersetzt durch das Dekret vom 3. Juli 2008, werden die Wörter "betreffend die Ausschlämm-, Instandhaltungs-, Wiederherstellungs-, Verbesserungs- und Abänderungsarbeiten an Wasserläufen sowie an Staudämmen" durch die Wörter "betreffend Arbeiten im Sinne der Artikel D.37 und D.40 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, sowie Arbeiten an Staudämmen" ersetzt.

KAPITEL III — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom  
11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

**Art. 5** - In Artikel 12 Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, ersetzt durch die Dekrete vom 4. Juli 2002 und 18. Dezember 2003, werden die Wörter "dem Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe," zwischen die Wörter "und der nicht einer Genehmigung gemäß dem Gesetz vom 28. Mai 1956 über die explosionsgefährlichen oder explosionsfähigen Stoffe und Gemische und über mit solchen beladenen Maschinen," und die Wörter "dem Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung" eingefügt.

KAPITEL IV — *Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen zu Buch II des  
Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

**Art. 6** - Artikel D.2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Januar 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) es werden die Nummern *8sexies*, *8septies*, *19bis*, *19ter*, *24bis*, *56bis*, *56ter*, *64bis*, *65bis*, *71quater* und *72bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

*8°sexies* "Ufer": der Hang auf beiden Seiten des Wasserlaufs, der landeinwärts durch den Uferkamm begrenzt ist;

*8°septies* "Haltung": der Umleitungskanal, der einen Teil des Durchflusses eines nicht eingestuftten Wasserlaufs oder eines nichtschiffbaren Wasserlaufs umleitet; alle Haltungen werden nicht eingestuftten Wasserläufen gleichgestellt, mit Ausnahme derjenigen, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Artikels als nichtschiffbare Wasserläufe oder als Wasserstraßen eingestuft sind;

*19°bis* "Wasserlauf": die Fläche des Gebiets, die von einem natürlichen Gewässer eingenommen wird, das kontinuierlich oder intermittierend in dem Niedrigwasserbett fließt, mit Ausnahme der Gräben, in die Niederschlags- oder Dränwasser fließt;

*19°ter* "nicht eingestuftter Wasserlauf": ein Wasserlauf, der nicht als Wasserstraße oder nichtschiffbarer Wasserlauf eingestuft wird;

*24°bis* "Uferkamm": die Linie, die die Punkte verbindet, jenseits derer die Gewässer bei Hochwasser aus dem Niedrigwasserbett treten;

*56°bis* "Niedrigwasserbett": die Fläche des Gebiets, ob künstlich verändert oder nicht, die von dem höchsten Wasser eines Wasserlaufs vor dessen Überlaufen besetzt wird; das Niedrigwasserbett umfasst den gewöhnlichen Strömungskanal und die Ufer bis zum Uferkamm;

*56°ter* "freie Fischwanderung": die Wanderung eines großen Teils oder bestimmter Altersklassen der Population einer bestimmten Fischart während des Lebenszyklus dieser Art mit einer vorhersehbaren Regelmäßigkeit, wobei diese Wanderung zwischen mindestens zwei unterschiedlichen Habitaten stattfindet;

*64°bis* "Hindernis bei der freien Fischwanderung": jedes Bauwerk, das die freie Fischwanderung in der Querrichtung des Wasserlaufs oder von stromabwärts nach stromaufwärts oder umgekehrt beeinträchtigt;

*65°bis* "Fischpass": ortsfeste Bauten oder Einrichtungen außerhalb des oder in dem Niedrigwasserbett, durch welche die Fische auf- oder absteigen können;

*71°quater* "Auwald": die einheimische Gehölzvegetation, die am Ufer eines Wasserlaufs in einem Gebiet mit einer hohen Hochwassergefahr nach Artikel D.53-2 wächst;

*72°bis* "Sektorisierung": die kartografische, lineare Aufteilung der Wasserläufe in homogene Sektoren aufgrund des ökologischen Raums, der Breite der hochwassergefährdeten Gebiete und der Bodennutzung in diesen Gebieten;";

b) Die Ziffern 20 und 89 werden durch das Folgende ersetzt:

*20°* "nachtschiffbare Wasserläufe": die Wasserläufe, die die Regierung nicht in die Wasserstraßen eingeordnet hat, stromabwärts von der Stelle, an der die gesamten Flächen, deren Wasserableitung von dem Wasserlauf gewährleistet wird, mindestens 100 Hektar erreichen; diese Stelle wird als Ursprung des Wasserlaufs bezeichnet;

*89°* "Wasserstraßen": die Wasserstraßen, die großen Wasserbauwerke und ihre Nebenanlagen im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;";

**Art. 7** - In Teil II Titel V Kapitel I desselben Buches wird ein Abschnitt 1 mit der Überschrift "Definition" eingefügt.

**Art. 8** - In den durch Artikel 7 eingefügten Abschnitt 1 wird Artikel D.33 durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.33 - Vorliegendes Kapitel gilt für die Wasserstraßen, die nichtschiffbaren Wasserläufe und die nicht eingestuftten Wasserläufe.

Zwecks der Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten als "Bauwerk" alle ortsfesten Bauten oder Einrichtungen, die sich in, über oder unter dem Niedrigwasserbett eines Wasserlaufs, in der Quer- oder Längsrichtung befinden."

**Art. 9** - In Teil II Titel V Kapitel I desselben Buches wird ein Abschnitt 2 mit der Überschrift "Ziele" eingefügt.

**Art. 10** - In den durch Artikel 9 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Artikel D.33/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/1 - Die Bestimmungen des vorliegenden Titels bezwecken eine integrierte, ausgewogene und nachhaltige Verwaltung der Wasserläufe, die darauf abzielt, die nachstehenden Hauptfunktionen der Wasserläufe zu erfüllen oder miteinander in Einklang zu bringen:

1° hydraulische Funktion, durch die Erhaltung des freien Abflusses des Wassers und des Hochwasserrisikomanagements;

2° ökologische Funktion, durch die Erhaltung, Verbesserung und Wiederherstellung der hydromorphologischen Qualität der Oberflächenwasserkörper, insbesondere um eine bessere Funktionalität des aquatischen Ökosystems und die Einhaltung der Zielvorgaben für die Schutzgebiete nach Artikel D.18 zu gewährleisten;

3° sozioökonomische Funktion;

4° soziokulturelle Funktion."

**Art. 11** - In denselben Abschnitt 2 wird ein Artikel D.33/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/2 - Die Region und die anderen öffentlichen Behörden, jede im Rahmen ihrer Zuständigkeiten und in Absprache miteinander, verfolgen die folgenden Ziele: die Erhaltung, Verbesserung und Wiederherstellung des Auwaldes, und die ökologische Durchgängigkeit der Wasserläufe, die die gute Funktion der Ökosysteme und die Bekämpfung invasiver Arten ermöglicht."

**Art. 12** - In Teil II Titel V Kapitel I desselben Buches wird ein Abschnitt 3 mit der Überschrift "Koordinierungsaufgabe" eingefügt.

**Art. 13** - In den durch Artikel 12 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Artikel D.33/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/3 - Um die in Anwendung von Artikel D.22 festgelegten umweltbezogenen Ziele in Bezug auf die Hydromorphologie der Wasserläufe und die geeigneten Ziele in Sachen Hochwasserrisikomanagement nach Artikel D.53-3 zu erreichen, wird ein Aktionsprogramm für die Flüsse mittels eines integrierten und sektorbezogenen Ansatzes für jedes wallonische Teileinzugsgebiet (nachstehend "PARIS-Aktionsprogramm" genannt) festgelegt.

Abweichend von Absatz 1 sind die Artikel D.33/4 bis D.33/6 nicht auf die nicht eingestufteten Wasserläufe anwendbar, mit Ausnahme der Sektoren, die sich im Amtsbereich einer Bewässerungsgenossenschaft, in einem Badegebiet oder in einem Natura 2000-Standort befinden."

Die Regierung ist befugt, in bestimmten Gebieten den Zugang des Viehs zu den Wasserläufen zu untersagen, falls durch diesen Zugang die in Artikel D.22 § 1 Ziffer 1 festgelegten Ziele gefährdet werden."

**Art. 14** - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel D.33/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/4 - Durch jedes PARIS-Aktionsprogramm werden die in den Verwaltungsplänen der wallonischen Wassereinzugsgebiete nach Artikel D.24 sowie in den Hochwasserrisikomanagementplänen nach Artikel D.53-3 enthaltenen Maßnahmen in Bezug auf die Hydromorphologie der Flüsse umgesetzt. Jedes PARIS-Aktionsprogramm enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° die Sektorisierung des Wasserlaufs und eine kartografische Bestandsaufnahme jedes Sektors;
- 2° die Bestimmung und die Priorisierung der Herausforderungen für jeden Sektor des Flusses auf ökologischer, hydraulischer, sozioökonomischer und soziokultureller Ebene;
- 3° die Bestimmung von Verwaltungszielsetzungen für jeden Sektor aufgrund der identifizierten Herausforderungen;
- 4° den Verweis auf die in den Verwaltungsplänen nach Artikel D.24 und D.53-3 enthaltenen hydromorphologischen Maßnahmen für den Wasserlauf;
- 5° eine Erinnerung an die in geschützten Gebieten kraft des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anwendbaren Ziele, Verbote und Maßnahmen;
- 6° die zeitliche und räumliche Planung der erforderlichen Maßnahmen, um die Verwaltungsziele für jeden Sektor zu erreichen;
- 7° die Veranschlagung der finanziellen Mittel, die den Arbeiten für jeden Sektor zu widmen sind."

**Art. 15** - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel D.33/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/5. — § 1. Die Einzugsgebietsbehörde verabschiedet die Sektorisierung der Wasserläufe und die kartografische Bestandsaufnahme jedes Sektors spätestens ein Jahr vor der Verabschiedung der in den Artikeln D.24 und D.53-3 erwähnten Verwaltungspläne. Diese sind auf dem wallonischen Geoportal verfügbar.

§ 2. Spätestens ein Jahr nach der Verabschiedung der in den Artikeln D.24 und D.53-3 erwähnten Verwaltungspläne verabschiedet die Einzugsgebietsbehörde den von den Verwaltern der Wasserstraßen und nichtschiffbaren Wasserläufe, sowie von den Bewässerungsgenossenschaften ausgearbeiteten Entwurf eines PARIS-Aktionsprogramms für jedes wallonische Teileinzugsgebiet, der die in Artikel D.33/4 Ziffern 2 bis 7 angeführten Elemente umfasst.

Dieser Entwurf wird einer öffentlichen Untersuchung gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten unterworfen.

Gleichzeitig werden die folgenden Instanzen um Stellungnahme ersucht: die innerhalb der Verwaltung für die Ausarbeitung der in Artikel D.24 erwähnten Verwaltungspläne der wallonischen Wassereinzugsgebiete und die Ausarbeitung der in Artikel D.53-3 erwähnten Hochwasserrisikomanagementpläne zuständigen Dienststellen, die innerhalb der regionalen Verwaltung in Sachen Naturerhaltung und Fischfang zuständigen Dienststellen, die Gemeinden des betroffenen wallonischen Teileinzugsgebiets, AQUAWAL, die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de gestion de l'eau"), die betroffene Erhaltungskommission, der Kontrollausschuss für Wasser, der Verwaltungsausschuss des Fischzuchtfonds, der Flussvertrag, der Verwaltungsausschuss im Sinne von Artikel 15 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, der belgische Ausschuss für die großen Staudämme ("Comité belge des grands barrages"), die Pole "Umwelt", "ländliche Angelegenheiten" und Raumordnung, sowie alle Personen und Instanzen, deren Stellungnahme als nützlich betrachtet wird.

Wenn diese Stellungnahmen nicht binnen fünfundvierzig Tagen, nachdem sie beantragt wurden, eingegangen sind, wird das Verfahren weiter verfolgt.

§ 3. Die Einzugsgebietsbehörde verabschiedet die PARIS-Aktionsprogramme spätestens ein Jahr, nachdem die Verwaltungspläne im Sinne der Artikel D.24 und D.53-3 angenommen worden sind. Danach überprüft sie die Verwaltungspläne und aktualisiert sie gegebenenfalls alle sechs Jahre in Übereinstimmung mit den Paragraphen 1 und 2.

Die vorschriftsmäßigen Bestimmungen der PARIS-Aktionsprogramme haben Richtwert, und die anderen Bestimmungen der PARIS-Aktionsprogramme haben einen beschreibenden Wert.

§ 4. Alle drei Jahre ab der Verabschiedung jedes PARIS-Aktionsprogramms oder dessen Aktualisierung legt die Einzugsgebietsbehörde einen Zwischenbericht über die Fortschritte bei seiner Umsetzung vor.

§ 5. Wenn außerordentliche und dringende Umstände die Umsetzung von nicht im PARIS-Aktionsprogramm vorgesehenen Maßnahmen erfordern, oder um Katastrophen vorzubeugen oder deren Auswirkungen zu verringern, werden sie vom betreffenden Verwalter umgesetzt, nachdem dieser zunächst alle sonstigen betroffenen öffentlichen Dienste benachrichtigt hat."

**Art. 16** - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel D.33/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/6 - Gleichzeitig mit der Verabschiedung des Entwurfs des PARIS-Aktionsprogramms verfasst die Einzugsgebietsbehörde den in Artikel D.56 des Buches I des vorliegenden Gesetzbuches erwähnten Umweltverträglichkeitsbericht.

Wenn die in Artikel D.56 des Buches I geforderte Information im Verwaltungsplan des Einzugsgebiets, im Maßnahmenprogramm oder im Hochwasserrisikomanagementplan ausreichend geliefert wurde, kann der Umweltverträglichkeitsbericht in dem Punkt auf eine präzise Angabe dieses Entwurfs beschränkt sein."

**Art. 17** - In Teil II Titel V Kapitel I desselben Buches wird ein Abschnitt 4 mit der Überschrift "Freie Fischwanderung" eingefügt.

**Art. 18** - In den durch Artikel 17 eingefügten Abschnitt 4 wird ein Artikel D.33/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/7 - Die Regierung legt die Liste der Fischarten fest, deren freie Wanderung in der Wallonischen Region nach den Artikeln D.33/8 bis D.33/11 gewährleistet wird."

**Art. 19** - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel D.33/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/8 - Für jedes wallonische Einzugsgebiet erstellt die Einzugsgebietsbehörde ein Verzeichnis der bestehenden Hindernisse für die freie Fischwanderung, wobei jedes eine der folgenden Einstufungen erhält:

- 1° geringfügig;
- 2° bedeutend;
- 3° wesentlich;
- 4° unüberwindlich.

Das Verzeichnis wird spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Artikels erstellt, wird von der Einzugsbehörde mindestens alle sechs Jahre neu überprüft, und gegebenenfalls aktualisiert. Dieses Verzeichnis ist auf dem wallonischen Geoportale verfügbar."

**Art. 20** - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel D.33/9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/9 - Nachdem die Einzugsgebietsbehörde die Stellungnahme der Verwalter der betroffenen Wasserläufe und der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eingeholt hat, erstellt sie eine strategische Karte der Prioritäten, in der die Liste der für die Wiederherstellung der freien Wanderung der in Artikel D.33/7 erwähnten Fischarten prioritären Wasserläufe aufgenommen wird.

Die strategische Karte der Prioritäten wird spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Artikels erstellt, wird von der Einzugsbehörde mindestens alle sechs Jahre neu überprüft, und gegebenenfalls aktualisiert. Diese Karte ist auf dem wallonischen Geoportale verfügbar."

**Art. 21** - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel D.33/10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/10 - Es wird verboten, neue Hindernisse im Niedrigwasserbett eines Wasserlaufs zu schaffen, ohne dabei eine Lösung vorzusehen, die die freie Wanderung der in Artikel D.33/7 erwähnten Fischarten gewährleistet.

Bestehende Hindernisse im Niedrigwasserbett eines in der in Artikel D.33/9 erwähnten strategischen Karte der Prioritäten angeführten Wasserlaufs, die kraft Artikel D.33/8 als wesentlich oder unüberwindlich gekennzeichnet werden, sind Gegenstand von Anpassungsarbeiten oder werden beseitigt (wenn solche Anpassungsarbeiten nicht möglich sind), in Übereinstimmung mit Artikel 8 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, mit Artikel D.41/2 oder Artikel D.45.

Abweichend von Absatz 2 ist der vorliegende Paragraph nicht auf die bestehenden, im Verzeichnis des Ausschusses für die großen Staudämme aufgenommenen, noch in Betrieb befindlichen großen Stausperren anwendbar."

**Art. 22** - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel D.33/11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/11 - Für die Ausstellung einer Genehmigung in Bezug auf ein Hindernis, das im Niedrigwasserbett einer Wasserstraße, eines nichtschiffbaren Wasserlaufs oder eines nicht eingestuftes Wasserlaufs zu bauen ist, ist die Einhaltung einer Mindestwasserführung, die ausreicht, um die freie Fischwanderung zu gewährleisten, sowie gegebenenfalls die Einrichtung von Anlagen, die die in Artikel D.33/7 erwähnten Arten daran hindern, in die Zulauf- und Ablaufkanäle einzudringen, erforderlich. Bei der Bestimmung der Mindestwasserführung werden das betreffende Fischgebiet, der Standort des Hindernisses und die Strömungsverhältnisse des Wasserlaufs berücksichtigt."

**Art. 23** - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel D.33/12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.33/12 - Wenn eine Gefahr den Schutz oder die integrierte, ausgewogene und nachhaltige Verwaltung der Wasserläufe ernsthaft bedroht und der Benutzer oder Betreiber sich weigert, die Anweisungen der kraft Artikel D.35 benannten Verwalter zu befolgen, treffen Letztere, unbeschadet der Anwendung sonstiger Zwangs- oder Sicherheitsmaßnahmen, alle nützlichen Maßnahmen, um diese Gefahr zu beseitigen; sie können insbesondere:

- 1° anordnen, dass die Benutzung oder der Betrieb ganz oder teilweise eingestellt wird;
- 2° die Bauwerke versiegeln und, wenn nötig, die sofortige vorübergehende Stilllegung des Betriebs anordnen.

Der Verwalter übermittelt seinen Beschluss entweder per Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung oder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung.

Der Benutzer oder Betreiber, gegen den die Maßnahme getroffen worden ist, und die anderen Interessenten können die Aufhebung oder Änderung dieser Maßnahme bei dem Verwalter, der sie getroffen hat, per Einschreiben beantragen. Dieser Antrag hat keine aufhebende Wirkung.

Es gilt, dass der Antrag abgelehnt wird, wenn der Verwalter innerhalb eines Monats ab dem Tag des Eingangs des Antrags keinen Beschluss gefasst hat."

**Art. 24** - Artikel D.34 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.34 - Es wird davon ausgegangen, dass das Niedrigwasserbett eines nichtschiffbaren Wasserlaufs dem kraft Artikel D.35 benannten Verwalter gehört, und Teil des öffentlichen Eigentums ist.

Während sechs Monaten ab dem Datum der Notifizierung, die der Verwalter des nichtschiffbaren Wasserlaufs ihm übermittelt hat, hat jeder Anwohner des Niedrigwasserbetts, dessen Verlauf künstlich abgeändert worden ist, die Möglichkeit, erlaubt zu werden, über die frei gewordene Fläche in Volleigentum zu verfügen, indem er sich verpflichtet, entweder für das Eigentum oder für den Mehrwert den gemäß einer von Sachverständigen durchgeführten Bewertung eingeschätzten Betrag zu zahlen."

**Art. 25** - Artikel D.35 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.35 - Die nichtschiffbaren Wasserläufe werden in drei Kategorien eingeteilt:

- 1° erste Kategorie: die Abschnitte der nichtschiffbaren Wasserläufe stromabwärts von der Stelle, wo ihr Einzugsgebiet mindestens fünftausend Hektar erreicht;
- 2° zweite Kategorie: die Abschnitte von nichtschiffbaren Wasserläufen, die weder zur ersten noch zur dritten Kategorie gehören;

3° dritte Kategorie: die nichtschiffbaren Wasserläufe oder die Abschnitte von nichtschiffbaren Wasserläufen stromabwärts von ihrem Ursprung, solange sie die Grenze der Gemeinde, vor der Fusion der Gemeinden im Sinne des Gesetzes vom 30. Dezember 1975 zur Ratifizierung von Königlichen Erlassen zur Ausführung des Gesetzes vom 23. Juli 1971 über die Fusion der Gemeinden und die Änderung ihrer Grenzen und zur Aufhebung der durch das Gesetz vom 26. Juli 1971 zur Organisation der Agglomerationen und der Gemeindeföderationen eingerichteten Randföderationen, wo sich dieser Ursprung befindet, nicht erreicht haben.

Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, sein oder seine Beauftragten, wird als Verwalter der nichtschiffbaren Wasserläufe der ersten Kategorie benannt.

Die von ihrem Provinzialkollegium, seinem oder seinen Beauftragten vertretene Provinz wird als Verwalter der nichtschiffbaren Wasserläufe der zweiten Kategorie benannt.

Die von ihrem Gemeindegremium vertretene Gemeinde wird als Verwalter der nichtschiffbaren Wasserläufe der dritten Kategorie benannt.“

**Art. 26** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.35/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.35/1 - Die Regierung bestimmt:

1° den Ursprung des Wasserlaufs, der der Stelle entspricht, wo die gesamten Flächen, deren Wasserableitung von dem Wasserlauf gewährleistet wird, mindestens hundert Hektar erreichen;

2° die Stelle, ab der die Wasserläufe in die erste bzw. in die zweite Kategorie eingestuft werden.“

**Art. 27** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.35/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.35/2 - Wegen eines offensichtlichen ökologischen, hydraulischen, sozioökonomischen oder soziokulturellen Interesses kann die Regierung

1° einen Wasserlauf oder Abschnitt eines Wasserlaufs, dessen gesamte Flächen, deren Wasserableitung von dem Wasserlauf gewährleistet wird, hundert Hektar nicht erreichen, als nichtschiffbarer Wasserlauf einstufen, und dessen Kategorie bestimmen;

2° nichtschiffbare Wasserläufe oder Abschnitte von nichtschiffbaren Wasserläufen von der dritten oder zweiten Kategorie in eine höhere Kategorie umstufen, oder nichtschiffbare Wasserläufe der ersten oder zweiten Kategorie in eine untere Kategorie umstufen;

3° bestimmte nichtschiffbare Wasserläufe oder Abschnitte von nichtschiffbaren Wasserläufen unabhängig von ihrer Kategorie deklassieren.

Die Regierung holt zuvor die Stellungnahme des oder der Verwalter der betroffenen nichtschiffbaren Wasserläufe ein.“

**Art. 28** - In Teil II Titel V Kapitel II desselben Buches wird ein Abschnitt 1/1 mit der Überschrift “Atlas der nichtschiffbaren Wasserläufe” eingefügt.

**Art. 29** - In dem durch Artikel 28 eingefügten Abschnitt 1/1 wird Artikel D.36 durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.36 - Für jedes wallonische Teileinzugsgebiet erstellt und aktualisiert die Dienststelle, die innerhalb der wallonischen Regionalverwaltung für die nichtschiffbaren Wasserläufe zuständig ist, einen Atlas der nichtschiffbaren Wasserläufe, der mindestens die folgenden Angaben umfasst:

1° die Abflussachsen der nichtschiffbaren Wasserläufe;

2° die Ursprungspunkte im Sinne von Artikel D.35/1;

3° die Stellen, ab denen die nichtschiffbaren Wasserläufe in die erste Kategorie eingestuft werden, sowie die Stellen, ab denen ein nichtschiffbarer Wasserlauf der dritten Kategorie in einen nichtschiffbaren Wasserlauf der zweiten Kategorie umgestuft wird;

4° die Stellen, wo die fünftausend Hektar im Sinne von Artikel D.35 erreicht werden;

5° die Bezeichnung der nicht schiffbaren Wasserläufe und ihre Kategorie;

6° die ab dem Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung kraft der Artikel D.37, D.40, D.133 und D.133/1 genehmigten oder gemeldeten Handlungen, Arbeiten und Bauwerke.

Die Erstellung des Atlases erfolgt mit der Unterstützung der Verwalter der Wasserläufe der zweiten und dritten Kategorie. Die Regierung kann der Liste der ausführlichen Angaben, die der Atlas umfasst, präzisieren oder ergänzen.“

**Art. 30** - In denselben Abschnitt 1/1 wird ein Artikel D.36/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 36/1 - Jeder Verwalter von nichtschiffbaren Wasserläufen stellt der mit dem Atlas beauftragten Behörde unverzüglich alle Angaben zur Verfügung, über die er verfügt, und die zu dessen Aktualisierung nützlich sind; dies betrifft auf alle Fälle das in Artikel D.41/1 erwähnte Protokoll über die Konformität der Arbeiten.

Was die genehmigten oder gemeldeten Handlungen und Arbeiten im Niedrigwasserbett der nichtschiffbaren Wasserläufe, in hochwassergefährdeten Gebieten oder in einem Abstand von weniger als 6 Metern vom Uferkamm betrifft, übermitteln die zuständigen Behörden der mit dem Atlas beauftragten Behörde eine Abschrift der Umweltgenehmigung, der Städtebaugenehmigung, der Verstärkungsgenehmigung, der Globalgenehmigung, der integrierten Genehmigung oder der Umwelterklärung, einschließlich der ihnen beigelegten Pläne und Dokumente.

Auf Antrag der mit dem Atlas beauftragten Behörde, und dies unbeschadet der Vertraulichkeit der personenbezogenen Daten oder der kommerziellen oder industriellen Angaben, übermitteln die Verwaltungen der Wallonischen Region, der Provinzen oder der Gemeinden alle Auskünfte, über die sie verfügen, sowie die administrativen Beschlüsse und gerichtlichen Entscheidungen und jede sonstige Information, über die sie verfügen, die zur Ausarbeitung und Aktualisierung des Atlases nützlich sein kann.“

**Art. 31** - In denselben Abschnitt 1/1 wird ein Artikel D.36/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.36/2 - Der Atlas der nichtschiffbaren Wasserläufe im Sinne von Artikel D.36 ist auf dem wallonischen Geoportal verfügbar.“

**Art. 32** - Artikel D.37 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.37 - § 1. Die Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten sind solche, die in regelmäßigen Zeitabständen durchzuführen sind, um die hydraulischen, ökologischen, sozioökonomischen und soziokulturellen Zielsetzungen der nichtschiffbaren Wasserläufe zu gewährleisten; es handelt sich insbesondere um

1° die Reinigung der nichtschiffbaren Wasserläufe, einschließlich in den gewölbten Teilen, und insbesondere Ausschlämm- und Aufrichtungsarbeiten sowie die Sammlung von Abfällen, Ästen, Trifft Holz und sperrigen Materialien;

2° die Instandhaltung von und die kleineren Wiederherstellungsarbeiten an Bauwerken, die den Verwaltern gehören und sich in den nichtschiffbaren Wasserläufen befinden, einschließlich der eingestürzten Ufer in unmittelbarer Nähe dieser Bauwerke und der Beseitigung der angeschwemmten Materialien aus diesen Bauwerken, unbeschadet der Anwendung von Artikel D.39;

3° die Instandhaltung und Beseitigung der Vegetation, die sich an den Ufern der nichtschiffbaren Wasserläufe befindet, u.a. durch Gestrüppentfernen, Fällen, Rücken, Tiefschneiden, Ausästen, Häckseln, Entfernen von Wurzelstöcken, Anpflanzen, Distelstechen, Entkrauten und Vernichten der invasiven Pflanzen;

4° kleinere Wiederherstellungsarbeiten an und Verstärkung von den Deichen, die entlang der nichtschiffbaren Wasserläufe bestehen, und die Entfernung von allen fremden Materialien, ob diese Deiche privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen gehören;

5° die Instandhaltung, die kleineren Wiederherstellungsarbeiten und die Maßnahmen, die geeignet sind, um die normale Funktion der Pumpstationen in Verbindung mit den nichtschiffbaren Wasserläufen zu gewährleisten, ob diese Pumpstationen privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen gehören.

§ 2. Die kraft Artikel D.35 benannten Verwalter führen die Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten in Übereinstimmung mit einer allgemeinen Regelung der nichtschiffbaren Wasserläufe aus, die von der Regierung erlassen wird.

An den Wasserläufen der dritten Kategorie werden die Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten ausgeführt, nachdem der Verwalter der nichtschiffbaren Wasserläufe der zweiten Kategorie um Stellungnahme ersucht worden ist.

In Abweichung von Absatz 1 werden die Teiche, Wasserflächen und Speicherseen, die von einem nichtschiffbaren Wasserlauf durchquert werden, von denjenigen, denen sie gehören, instandgehalten und wiederhergestellt; wenn dies nicht stattfindet, kann der Verwalter des nichtschiffbaren Wasserlaufs den Eigentümer auffordern, die Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten innerhalb einer bestimmten Frist auszuführen.

In äußerst dringenden Fällen kann der Verwalter die Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten an Teichen, Wasserflächen und Speicherseen, die ihm nicht gehören, ausführen, ohne den Eigentümer zu diesem Zweck vorerst aufzufordern. In diesem Fall werden die bei den Arbeiten anfallenden Kosten auf einfache Vorlage des vom Verwalter, der die Arbeiten durchgeführt hat, aufgestellten Ausgabenverzeichnisses beim Eigentümer zurückgefordert.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 2 könnten bestimmte Instandhaltungs- und kleinere Wiederherstellungsarbeiten nach vorhergehender Meldung durch andere Personen als die Verwalter ausgeführt werden.

Unbeschadet der Zusendung auf elektronischem Wege wird die Meldung per Einschreiben mit Empfangsbestätigung oder durch jedes Mittel, das der Sendung ein sicheres Datum verleiht, oder per Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung übermittelt.

Die Regierung legt die Liste der Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten, die durch andere Personen als die Verwalter ausgeführt werden dürfen, sowie die Form und den Inhalt der Meldung fest.

Die Meldung ist unzulässig, wenn sie unter Verstoß gegen Absatz 2 übermittelt oder ausgehändigt worden ist, oder wenn kraft Absatz 3 verlangte Auskünfte oder Dokumente fehlen. Wenn die Meldung unzulässig ist, schickt der Verwalter dem Meldenden binnen fünfzehn Tagen ab dem Tag des Empfangs der Meldung einen Beschluss zu, in dem die Gründe der Unzulässigkeit angegeben sind.

Wenn die Meldung zulässig ist, informiert der Verwalter den Meldenden darüber binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Tag des Empfangs der Meldung, wobei er ergänzende Bedingungen für die Durchführung der Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten vorschreiben kann. Wenn binnen dieser Frist keine Nachricht mitgeteilt wird, wird davon ausgegangen, dass die Meldung zulässig ist, und dass es keine ergänzenden Bedingungen gibt.

Der Meldende kann die Arbeiten nach dem Ablauf folgender Fristen durchführen:

1° fünfundvierzig Tage ab dem Tag, an dem die Meldung eingegangen ist, wenn diese nicht gemäß Absatz 4 als unzulässig erklärt worden ist;

2° sechzig Tage ab dem Tag, an dem die Meldung eingegangen ist, wenn die zuständige Behörde ergänzende Durchführungsbestimmungen gemäß Absatz 5 vorschreibt.“

**Art. 33** - Artikel D.38 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.38 - Die mit den Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten zusammenhängenden Kosten werden von denjenigen getragen, die die Initiative dazu ergriffen haben. Ein Teil dieser Kosten kann zu Lasten der Personen privaten oder öffentlichen Rechts gehen, die den Wasserlauf benutzen oder Eigentümer eines Bauwerks sind, und zwar im Verhältnis zu den Mehrkosten, die durch die Benutzung des Wasserlaufs oder das Vorhandensein des Bauwerks verursacht werden.

Der Verwalter des nichtschiffbaren Wasserlaufs bestimmt diesen Teil der Kosten.“

**Art. 34** - Artikel D.39 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.39 - Die entweder durch die Benutzung oder durch Titel oder Vereinbarungen auferlegten Sonderverpflichtungen bleiben erhalten und werden unter der Leitung des kraft Artikel D.35 benannten Verwalters erfüllt.

Alle Bauwerke, die nicht den Verwaltern gehören, und sich unter, in oder über dem Niedrigwasserbett befinden, werden von denjenigen, denen sie gehören, instandgehalten und wiederhergestellt; im gegenteiligen Fall kann der Verwalter des nichtschiffbaren Wasserlaufs den Eigentümer auffordern, die Instandhaltungs- und Wiederherstellungsarbeiten innerhalb einer bestimmten Frist auszuführen.

Werden die Arbeiten nicht binnen der eingeräumten Frist ausgeführt, so kann der Verwalter sie selbst ausführen oder sie ausführen lassen.

In äußerst dringenden Fällen kann der Verwalter die Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten an Bauwerken, die ihm nicht gehören, ausführen, ohne den Eigentümer zu diesem Zweck vorerst aufzufordern.

In diesen Fällen werden die bei den Arbeiten anfallenden Kosten auf einfache Vorlage des vom Verwalter, der die Arbeiten durchgeführt hat, aufgestellten Ausgabenverzeichnisses beim Eigentümer zurückgefordert.“

**Art. 35** - In Teil II Titel V Kapitel II desselben Buches wird die Überschrift von Abschnitt 3 durch folgende Überschrift ersetzt: “Arbeiten, für die eine Domonialgenehmigung seitens des Verwalters notwendig ist“.

**Art. 36** - Artikel D.40 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.40 - § 1. Die vorherige, schriftliche Domonialgenehmigung des kraft Artikel D.35 benannten Verwalters ist erforderlich für alle Arbeiten wie die Vertiefung, die Verbreiterung, die Begradigung und im Allgemeinen alle Änderungen unter, in oder über dem Niedrigwasserbett des nichtschiffbaren Wasserlaufs oder an dort befindlichen Bauwerken, sowie für die Abschaffung oder Schaffung solcher Wasserläufe.

§ 2. Der Verwalter kann seine Domonialgenehmigung in der Form einer einseitigen Urkunde oder eines Vertrags, für eine bestimmte oder unbestimmte Dauer, gewähren, gegebenenfalls mit der Verpflichtung zur Einhaltung bestimmter Bedingungen.

§ 3. Die Domonialgenehmigung, die in der Form einer einseitigen Urkunde gewährt wird, gilt immer als einstweilige Genehmigung.

Der Verwalter übermittelt seine Entscheidung dem Antragsteller sowie jeder zu Rate gezogenen Instanz binnen hundertzwanzig Tagen ab dem ersten Tag nach dem Eingang des Antrags.

Wenn diese Entscheidung nicht binnen der in Absatz 2 genannten Frist übermittelt wurde, gilt die Genehmigung als verweigert. Die Genehmigung kann ohne Entschädigung zugunsten des Inhabers zurückgezogen, abgeändert oder ausgesetzt werden.

Der Genehmigungsempfänger haftet gegenüber Dritten und gegenüber der Wallonischen Region für jegliche Verluste, Schäden oder Unfälle, die sich aus dem Gebrauch der Domonialgenehmigung ergeben könnten.

§ 4. Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Ausstellung der Domonialgenehmigung und die Unterlagen, die der Antragsakte beizufügen sind, sowie den Umfang der Rechte und Pflichten, die sich aus der Domonialgenehmigung ergeben. Die Regierung bestimmt ebenfalls das Verfahren zur Abänderung, Aussetzung oder zum Entzug der in der Form einer einseitigen Urkunde ausgestellten Domonialgenehmigung.“

**Art. 37** - Artikel D.41 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 41 - Unbeschadet der gegebenenfalls von den Behörden gewährten Zuschüsse gehen die durch die Arbeiten nach Artikel D.40 verursachten Kosten zu Lasten derjenigen, die die Initiative zu deren Ausführung ergriffen haben.

Wenn die in Artikel D.40 erwähnten Arbeiten vom Verwalter des nichtschiffbaren Wasserlaufs durchgeführt werden, kann dieser einen Teil der Kosten auf die Personen privaten oder öffentlichen Rechts überwälzen, die einen Nutzen aus diesen Arbeiten ziehen oder sie nötig gemacht haben.“

**Art. 38** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.41/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.41/1 - Der Verwalter kontrolliert alle kraft Artikel D.40 genehmigten Arbeiten nach deren Ausführung, und nimmt ein Protokoll auf zur Bescheinigung, dass die Arbeiten in Übereinstimmung mit den auferlegten Bedingungen ausgeführt worden sind, oder zur Feststellung, dass sie diesen Bedingungen nicht genügen. Wenn die Arbeiten nicht konform sind, ist eine neue Kontrolle nach der Ausführung der neuen Arbeiten erforderlich.

Zu diesem Zweck informiert der Bauherr den Verwalter über die Fertigstellung der Arbeiten binnen zehn Tagen nach deren Ende.“

**Art. 39** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.41/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.41/2 - § 1. Wenn keine Genehmigung kraft Artikel D.40 § 3 oder früherer Rechtsvorschriften vorhanden ist oder im Falle eines Verstoßes gegen diese Genehmigung fordert der Verwalter den Zuwiderhandelnden auf, der Regelwidrigkeit ein Ende zu setzen, indem er die Arbeiten ausführt, und, falls erforderlich, das Niedrigwasserbett oder die dort befindlichen Bauwerke wieder in Stand setzt oder wieder in Stand setzen lässt. In dieser Aufforderung wird die Frist angegeben, die dem Zuwiderhandelnden eingeräumt wird, um sich in Ordnung zu bringen; sie wird per Einschreiben oder durch jedes Mittel, das ein sicheres Datum verleiht, übermittelt. Wenn binnen der eingeräumten Frist die Bedingungen nicht erfüllt oder die Wiederinstandsetzungsarbeiten nicht ausgeführt werden, so kann der Verwalter sie selbst ausführen oder sie ausführen lassen.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 kann der Verwalter Arbeiten von Amts wegen durchführen oder durchführen lassen oder das öffentliche Eigentum von Amts wegen wiederherstellen oder wiederherstellen lassen, ohne den Zuwiderhandelnden zu diesem Zweck aufzufordern, wenn eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt wird:

1° bei äußerster Dringlichkeit oder wenn zwingende Erfordernisse des öffentlichen Dienstes dies rechtfertigen;

2° wenn dem Zuwiderhandelnden aus zwingenden Gründen technischer, ökologischer oder sicherheitstechnischer Natur nicht erlaubt werden soll, den Wasserlauf selbst wiederherzustellen oder wiederherstellen zu lassen;

3° wenn der Zuwiderhandelnde nicht identifiziert ist, oder nicht einfach identifiziert werden kann.

§ 3. In allen Fällen ist der Zuwiderhandelnde verpflichtet, alle Kosten für die Durchführung der Arbeiten auf einfache Vorlage des vom Verwalter, der die Arbeiten durchgeführt hat oder durchführen hat lassen, aufgestellten Ausgabenverzeichnisses zurückzuzahlen.“

**Art. 40** - Artikel D.42 desselben Buches wird aufgehoben.

**Art. 41** - Artikel D.42/1 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 10. Juli 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.42/1 - Die als Weideland genutzten Flächen, die entlang eines sich unter freiem Himmel befindlichen nichtschiffbaren Wasserlaufs liegen, werden spätestens am 1. Januar 2023 eingefriedet, um das ganze Jahr lang den Zugang des Viehs zum Wasserlauf zu verhindern.

Der Teil der Einfriedung entlang des Wasserlaufes befindet sich in einer Mindestentfernung von einem Meter landeinwärts ab dem Uferkamm des Wasserlaufes. In Abweichung dessen beträgt diese Mindestentfernung 0,75 Meter im Falle einer vor dem 1. April 2014 angebrachten Einfriedung.

Wenn sich die Überquerung auf trockenem Boden in dem beiderseits des Wasserlaufes gelegenen Weideland oder in unmittelbarer Nähe davon als unmöglich erweist, können in der Einfriedung am Ufer dieses Wasserlaufes Schranken installiert werden, um das Durchwaten zu ermöglichen. Diese Schranken können während der für die Durchquerung des Wasserlaufes erforderlichen Zeitspanne geöffnet werden. Das Weiden ist derart organisiert, dass dadurch die Häufigkeit und die Anzahl der Überquerungen reduziert werden.

Die Einfriedung stellt kein Hindernis für den Durchgang des bei der Ausführung der Instandhaltungs- oder kleineren Wiederherstellungsarbeiten an den Wasserläufen benutzten Materials dar.

Die Regierung kann eine Abweichung von dieser Verpflichtung ausschließlich für das Land gewähren, das als für die Artenvielfalt vorteilhaftes Weideland sehr extensiv genutzt wird.“

**Art. 42** - Artikel D.43 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.43 - § 1. Die Anwohner, die Benutzer und die Eigentümer von Bauwerken auf nichtschiffbaren Wasserläufen

1° lassen den Bediensteten der Verwaltung, den Arbeitern, den für die Durchführung der Arbeiten notwendigen Geräten und den mit der Durchführung von Arbeiten oder Studien beauftragten Personen freien Zugang;

2° erlauben die Lagerung auf ihrem Eigentum, auf einem Streifen von sechs Metern ab dem Uferkamm, von aus dem Bett des Wasserlaufes entnommenen Stoffen sowie von für die Durchführung der Arbeiten notwendigen Materialien, Werkzeugen und Geräten.

Die aus dem Bett des Wasserlaufes entnommenen Stoffe werden gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und dessen Ausführungsregeln behandelt.

§ 2. Die Lagerung von Stoffen, die sich aus den Instandhaltungs- und Ausschlämmarbeiten ergeben, auf dem Eigentum der Anwohner, Benutzer und Eigentümer von Bauwerken, auf einem Streifen von sechs Metern ab dem Ufer, gibt ihnen keinen Anlass zur Entschädigung.

§ 3. Die Anwohner, Benutzer und Eigentümer von Bauwerken haben Anspruch auf eine Entschädigung für den Schaden, den sie anlässlich der Ausführung von anderen Arbeiten als den Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten erleiden. Diese Entschädigung ist in den Kosten für die Arbeiten mit einbegriffen.

§ 4. Die Regierung bestimmt die auf die nichtschiffbaren Wasserläufe anwendbaren Polizei- und Verwaltungsregeln in Bezug auf die für Anpflanzungen und für die Errichtung von Gebäuden entlang dieser Wasserläufe erforderlichen Genehmigungen.“

**Art. 43** - Artikel D.44 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.44 - § 1. Um es den Verwaltern zu ermöglichen, die in Artikel D.33/1 festgelegten Ziele zu erreichen, werden die zur Verwaltung der nichtschiffbaren Wasserläufe erforderlichen unbeweglichen Güter soweit wie möglich auf gutlichem Wege erworben.

Der Verwalter verhandelt die Bedingungen des Erwerbs, entweder für eine Summe Geld oder im Wege des Tausches, mit den betroffenen Eigentümern.

Die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen und anderen Urkunden in Bezug auf den Erwerb von unbeweglichen Gütern können auf Vermittlung des Verwalters kostenlos erstellt werden, unbeschadet des Rechts für den Abtretenden, das Einschalten eines Notars seiner Wahl anzufordern.

§ 2. Der kraft Artikel D.35 benannte Verwalter kann die Enteignung von unbeweglichen Gütern, die zur integrierten, ausgewogenen und nachhaltigen Verwaltung der nichtschiffbaren Wasserläufe erforderlich sind, zu gemeinnützigen Zwecken anordnen.

Zur Berechnung des Wertes des enteigneten unbeweglichen Gutes wird der Minderwert, der sich aus den Einschränkungen in Verbindung mit der Nutzung des Grundstücks durch die Arbeiten und Bauwerke des Verwalters ergibt, nicht berücksichtigt.

Die Enteignung wird gemäß den im Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Regeln durchgeführt, unbeschadet von Artikel 2 des Dekrets vom 6. Mai 1988 über die Enteignungen im öffentlichen Interesse.“

**Art. 44** - Artikel D.45 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.45 - Der Verwalter des nichtschiffbaren Wasserlaufs fordert die Einhaltung bestimmter Bedingungen, die Ausführung der Arbeiten oder aber die Abschaffung der vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Kapitels genehmigten Bauwerke, wenn diese eine ernsthafte Gefahr darstellen

1° für die öffentliche Sicherheit, oder um einer Überschwemmungsgefahr vorzubeugen;

2° für den aquatischen Lebensraum, insbesondere wenn dieser kritischen hydromorphologischen Bedingungen ausgesetzt ist, die mit seinem Schutz, seiner Verbesserung oder Wiederherstellung unvereinbar sind.

Außer im Falle einer besonders begründeten Dringlichkeit gibt der Verwalter jedem der Eigentümer der betreffenden Bauwerke die Möglichkeit, seine Bemerkungen gelten zu lassen. Die Regierung legt die Modalitäten des Verfahrens fest.

Werden die Arbeiten nicht binnen der eingeräumten Frist ausgeführt, so kann der Verwalter sie selbst ausführen oder sie ausführen lassen. In diesem Fall ist der Eigentümer verpflichtet, alle Kosten für die Durchführung der Arbeiten auf einfache Vorlage des vom Verwalter, der die Arbeiten durchgeführt hat oder durchführen hat lassen, aufgestellten Ausgabenverzeichnisses zurückzuzahlen.“

**Art. 45** - Artikel D.46 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.46 - Bei der Regierung kann gegen die kraft der Artikel D.33/12, D.38, D.39 Absatz 3, D.40 § 3, D.41 Absatz 2, D.41/2 Paragraf 2 und 3, D.45 Absatz 3 und D.47 getroffenen Entscheidungen eine Beschwerde eingelegt werden.

Bei Strafe von Verfall muss die Beschwerde innerhalb von zwanzig Tagen ab der Notifizierung der Entscheidung oder ab dem Anschlag der Entscheidung an den üblichen Stellen in der bzw. den betroffenen Gemeinden eingereicht werden. Wird die Entscheidung in mehreren Gemeinden angeschlagen, so wird die Frist bis zum zwanzigsten Tag nach dem ersten Tag des Anschlags in der Gemeinde, die als letzte die Entscheidung angeschlagen hat, verlängert.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Einreichung und Untersuchung der Beschwerde.

Die Regierung übermittelt ihre Entscheidung dem Beschwerdesteller binnen hundertzwanzig Tagen ab dem ersten Tag nach dem Eingang der Beschwerde, oder, wenn mehrere Beschwerden eingereicht worden sind, ab dem ersten Tag nach dem Eingang der letzten Beschwerde.

Wenn binnen der in Absatz 4 genannten Frist keine Entscheidung zugestellt wurde, dann wird die in letzter Instanz getroffene Entscheidung bestätigt.“

**Art. 46** - Artikel D.47 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 47 - Das vorliegende Kapitel gilt für die Bewässerungsgenossenschaften auf einem Wasserlauf

1° der ersten Kategorie;

2° der zweiten oder dritten Kategorie, mit Ausnahme dessen, was die Arbeiten betrifft, die von den Bewässerungsgenossenschaften kraft der Artikel D.132 bis D.138 auszuführen sind. Auf vorherigen Antrag können die Bewässerungsgenossenschaften jedoch vom Verwalter des Wasserlaufs der zweiten oder dritten Kategorie die Anwendung von Artikel D.38 erlangen, was die Übernahme der Kosten in Bezug auf die Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten betrifft.“

**Art. 47** - In Teil II Titel V desselben Buches wird Kapitel III mit den Artikeln D.48 bis D.51 aufgehoben.

**Art. 48** - In Teil II Titel V desselben Buches wird die Überschrift von Kapitel IV durch Folgendes ersetzt: “Nicht eingestufte Wasserläufe“.

**Art. 49** - Artikel D.52 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.52 - Die Regierung bestimmt die auf die nicht eingestufteten Wasserläufe anwendbaren Polizei- und Verwaltungsregeln, insbesondere in Bezug auf:

1° die Instandhaltung von und die kleineren Wiederherstellungsarbeiten an diesen Wasserläufen;

2° Arbeiten wie die Vertiefung, die Verbreiterung, die Begradigung und im Allgemeinen alle Änderungen unter, in oder über dem Niedrigwasserbett dieser Wasserläufe oder an dort befindlichen Bauwerken, sowie für die Abschaffung oder Schaffung solcher Wasserläufe;

3° die für die Anpflanzungen und für die Errichtung von Gebäuden entlang dieser Wasserläufe erforderlichen Genehmigungen;

4° das Verbot, die freie Fischwanderung oder die Wasserströmung auf irgendeine Weise zu beeinträchtigen, oder den normalen Zustand des nicht eingestufteten Wasserlaufs, seiner Ufer oder der dort befindlichen Bauwerke zu beschädigen;

5° die Abschaffung eines Hindernisses für die freie Fischwanderung oder die an einem solchen Bauwerk durchzuführenden Anpassungsarbeiten;

Die Regierung bestimmt die Verstöße der dritten und vierten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 des Buches I des vorliegenden Gesetzbuches.“

**Art. 50** - Artikel D.52/1 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 10. Juli 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.52/1 - Die in Artikel D.42/1 vorgesehene Verpflichtung ist anwendbar, wenn als Weideland dienende Flächen, die sich entlang eines nicht eingestufteten Wasserlaufs unter freiem Himmel befinden, in einem kraft der Artikel D.156 und D.157 des vorliegenden Buches bestimmten Gebiet liegen.“

**Art. 51** - In Teil II Titel V desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel VI mit der Überschrift: “Zuschüsse” eingefügt:

**Art. 52** - In Kapitel VI, eingefügt durch Artikel 51, wird ein Artikel D.54/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.54/1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung jeder Person privaten oder öffentlichen Rechts Zuschüsse für die Ausführung der folgenden Arbeiten, einschließlich des Erwerbs von unbeweglichen Gütern, gewähren:

1° Bau, Vergrößerung und Umbau von Pumpstationen, die wegen auf Initiative der Region durchgeführten Arbeiten notwendig sind;

2° Bau, Verstärkung und Erhöhung von Deichen entlang Wasserstraßen oder nichtschiffbarer Wasserläufe;

3° hydraulische Verbesserung und hydromorphologische Wiederherstellung von nichtschiffbaren Wasserläufen;

4° Bau, Vergrößerung und Umbau von Pumpstationen für die Ableitung von Wasser aus landwirtschaftlichen Böden;

5° Schaffung von Wasserreserven landwirtschaftlichen Interesses;

6° Bauwerke und Einrichtungen zur Verbesserung der aquatischen Lebensräume und insbesondere Einrichtung von Fischpässen;

7° Einrichtung und Verbesserung von Trockenlegungsnetzen mittels Entwässerungsrohren oder -gräben;

Die Zuschüsse können die Gesamtheit oder einen Teil der Kosten, inkl. MwSt., für die bezuschussbaren Arbeiten, sowie einen Teil der Kosten für Studien in Sachen Sicherheitskoordination, vorab durchgeführte geotechnische Prüfungen, Materialüberprüfung, und des Betrags der durch das Immobilienerwerbskomitee, den Registrierungseinnehmer, einen Notar, einen im Verzeichnis des föderalen Rats der Landmesser-Gutachter eingetragenen Landmesser-Immobilienfachverständigen oder einen bei der Architektenkammer eingetragenen Architekten erstellten Schätzung im Falle des Erwerbs von unbebauten Immobiliengütern decken.

Die Regierung bestimmt den Bezuschussungssatz für jeden dieser Posten, wobei dieser mindestens dreißig Prozent und höchstens achtzig Prozent der Kosten für die bezuschussbaren Arbeiten beträgt. Auf begründeten Vorschlag der Regierung, dem der Bericht des Immobilienerwerbskomitees, des Registrierungseinnehmers, eines Notars, eines Landmessers-Immobilienfachverständigen oder eines Architekten zur Unterstützung beigefügt wird, kann der Erwerb von unbeweglichen Gütern ebenfalls bezuschusst werden, wenn die zu erwerbenden Güter für die Ausführung der bezuschussbaren Arbeiten erforderlich sind. Der Satz für diesen Zuschuss entspricht demjenigen für die Arbeiten, zu deren Zweck die Güter erworben werden.

Der Antrag auf Zuschuss enthält gegebenenfalls die Stellungnahme des Verwalters des betroffenen Wasserlaufs, sowie die von der Regierung geforderten Unterlagen. Die Regierung legt die Regeln für die Gewährung dieser Zuschüsse fest.“

**Art. 53** - Artikel D.55 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.55 - Die Bewässerungsgenossenschaften sind öffentliche Verwaltungen, die im Hinblick auf die Einrichtung und Erhaltung innerhalb der Grenzen ihres territorialen Bezirks eines für die Landwirtschaft im Sinne von Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, sowie für den Schutz der Gelände gegen Überschwemmungen günstigen Wasserhaushalts eingerichtet werden.“

**Art. 54** - Artikel D.56 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.56 - Die Regierung bestimmt den Bezirk einer jeden Bewässerungsgenossenschaft.

Der Sitz der Bewässerungsgenossenschaft wird in ihrer Geschäftsordnung bestimmt. Vorbehaltlich einer von der Regierung bestimmten Abweichung befindet er sich in der Gemeinde oder einer der Gemeinden, auf deren Gebiet sich der Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft erstreckt.

**Art. 55** - Artikel D.57 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.57 - Dem vorliegenden Titel unterliegen alle unter der Bezeichnung Bewässerungsgenossenschaft bestehenden Verwaltungen, Vereinigungen oder Gemeinschaften, die effektiv die in dem Gesetz vom 5. Juli 1956 über die Bewässerungsgenossenschaften erwähnten Aufgaben für den in Artikel D.55 erwähnten Zweck wahrnehmen.

Von denjenigen der unter der Bezeichnung Bewässerungsgenossenschaft bestehenden Verwaltungen, Vereinigungen oder Gemeinschaften, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Titels nicht alle in den Artikeln 12, 14, 16, 26, 27, 29 und 80 des Gesetzes vom 5. Juli 1956 über die Bewässerungsgenossenschaften erwähnten Bedingungen erfüllen, wird nicht davon ausgegangen, dass sie die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen einhalten. Falls diese Bewässerungsgenossenschaften nicht innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Titels der Regierung die Auskünfte übermitteln, die den Nachweis erbringen, dass sie diese Bedingungen erfüllen, werden sie von der Regierung gemäß Artikel D.59 abgeschafft.

Die Regierung stellt die Einhaltung der in Absatz 2 erwähnten Bedingungen fest. Im gegenteiligen Fall schafft sie die Bewässerungsgenossenschaft gemäß Artikel D.59 ab.“

**Art. 56** - Artikel D.58 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.58 - Zwei Jahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Titels unterbreiten die Bewässerungsgenossenschaften der Regierung einen Verwaltungs- und Finanzbericht, der die in den Artikeln 66 und 68 erwähnten Unterlagen, die Protokolle der Generalversammlungen und ein Verzeichnis der Maßnahmen, die ihre Beratungen vollzogen haben, das Verzeichnis und den Stand des Haushalts und der Abrechnungen unter Befügung eines Kommentars mit der finanziellen Lage der Bewässerungsgenossenschaft enthält.

Die Regierung bewertet den in Absatz 1 erwähnten Bericht. Auf der Grundlage dieser Bewertung ist sie befugt, die zur ordnungsmäßigen Durchführung der Aufgaben der Bewässerungsgenossenschaften notwendigen Maßnahmen zu treffen, gegebenenfalls in Absprache mit dem Provinzialkollegium, in Anwendung der Artikel D.59, D.66, D.74, D.80, D.121, D.140 bis D.149."

**Art. 57** - Artikel D.59 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.59 - Die Regierung kann Bewässerungsgenossenschaften abschaffen, neue Bewässerungsgenossenschaften schaffen, bestehende Bezirke spalten oder ändern, mehrere Bewässerungsgenossenschaften fusionieren oder ihre Vereinigung im Hinblick auf ihren gemeinsamen Schutz oder zur Ausführung von Arbeiten in ihrem gemeinsamen Interesse anordnen.

Der Erlass, in dem die Abschaffung einer Bewässerungsgenossenschaft, die Spaltung oder die Änderung des Bezirks einer Bewässerungsgenossenschaft oder die Fusion von mehreren Bewässerungsgenossenschaften angeordnet wird, regelt den Vermögensanfall."

**Art. 58** - Artikel D.60 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.60 - Den Beschlüssen nach Artikel D.59 geht eine öffentliche Untersuchung, die gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten organisiert wird, voraus.

Zu diesem Zweck wird der Entwurf des Beschlusses unter Befügung der bildlichen Darstellung der Änderungen oder Neuerungen allen Bewässerungsgenossenschaften übermittelt, die von ihm betroffen sein können, und in den Gemeindehäusern der von ihm betroffenen Gemeinden hinterlegt."

**Art. 59** - Artikel D.61 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.61 - Wenn der Beschluss die Gründung, durch Schaffung, Fusion oder Spaltung, einer oder mehrerer neuer Bewässerungsgenossenschaften enthält, nimmt jede der neuen öffentlichen Verwaltungen innerhalb der in Absatz 3 angegebenen Frist eine Geschäftsordnung an.

Die Regierung erstellt einen Entwurf, der als Grundlage für die Geschäftsordnung gilt. Die Geschäftsordnung wird von einer Versammlung verabschiedet, die sich aus den Personen zusammensetzt, denen der Entwurf vorläufig das Stimmrecht unter den in Artikel D.67 vorgesehenen Bedingungen zuteilt, und die von dem Gouverneur der Provinz innerhalb einer von der Regierung festgelegten Frist einberufen wird. Das Provinzkollegium übermittelt der Regierung zwecks Genehmigung die Geschäftsordnung mit seiner Stellungnahme.

Wenn die Versammlung ihr die ordnungsgemäß verabschiedete Geschäftsordnung nicht innerhalb von drei Monaten ab der ersten Sitzung übermittelt, verabschiedet die Regierung die Geschäftsordnung von Amts wegen."

**Art. 60** - Artikel D.62 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.62 - Wenn der Beschluss die Vereinigung von Bewässerungsgenossenschaften enthält, fordert das Provinzialkollegium diese auf, die Geschäftsordnung ihrer Vereinigung innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist aufzustellen. Das Provinzkollegium übermittelt der Regierung zwecks Genehmigung die Geschäftsordnung mit seiner Stellungnahme.

Wenn die Bewässerungsgenossenschaften ihr die Geschäftsordnung ihrer Vereinigung nicht innerhalb der vorerwähnten Frist übermittelt haben, verabschiedet die Regierung diese von Amts wegen."

**Art. 61** - Artikel D.63 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.63 - Die Bewässerungsgenossenschaften können sich ebenfalls aus eigener Initiative im Hinblick auf ihren gemeinsamen Schutz oder zur Ausführung von Arbeiten in ihrem gemeinsamen Interesse vereinigen. In diesem Fall stellen sie die Geschäftsordnung ihrer Vereinigung unter Vorbehalt der Genehmigung der Regierung auf, nach vorheriger Stellungnahme des Provinzialkollegiums."

**Art. 62** - Artikel D.66 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.66 - Die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft stellt ein Eintragsregister aller in der Bewässerungsgenossenschaft enthaltenen Grundstücke auf.

Die Direktion aktualisiert dieses Eintragsregister jedes Jahr.

Wenn die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft den in den Absätzen 1 und 2 angeführten Verpflichtungen nicht Folge leistet, wird das Eintragsregister von dem Provinzialkollegium aufgestellt und angenommen, nachdem der Katasterführer auf Kosten der Bewässerungsgenossenschaft um Stellungnahme ersucht worden ist.

Das Provinzialkollegium kann die in dem Eintragsregister festgestellten Fehler korrigieren."

**Art. 63** - Artikel D.67 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.67 - Die Geschäftsordnung jeder Bewässerungsgenossenschaft gewährleistet in einem angemessenen Maße die Vertretung kleiner Grundstücke, und garantiert jedem Eigentümer eines bewässerten Grundstücks mindestens das Wahlrecht, wenn er in dem Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft Ländereien mit einer Fläche von

- 1° einem halben Hektar in einem Bezirk von weniger als 100 Hektar;
- 2° einem Hektar in einem Bezirk von 100 bis 499 Hektar;
- 3° zwei Hektar in einem Bezirk von 500 bis 999 Hektar;
- 4° drei Hektar in einem Bezirk von 1000 bis 4999 Hektar;
- 5° vier Hektar in einem Bezirk von 5000 bis 9999 Hektar;
- 6° fünf Hektar in einem Bezirk von mindestens 10000 Hektar besitzt.

Die Eigentümer, die nicht einzeln stimmberechtigt sind, können ihre Grundstücke gruppieren, um das in der Geschäftsordnung festgelegte Minimum im Hinblick auf die kollektive Entsendung eines Vertreters in die Generalversammlung zu erreichen.

Jedes Mitglied der Generalversammlung verfügt nur über eine Stimme."

**Art. 64** - Artikel D.71 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.71 - Der Gouverneur der Provinz, das Mitglied des Provinzialkollegiums, zu dessen Zuständigkeiten die schiffbaren Wasserläufe gehören, sowie die Bürgermeister der Gemeinden, auf denen sich der Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft erstreckt, oder deren Vertreter nehmen von Rechts wegen, jedoch ohne beschließende Stimme, an der Generalversammlung teil.

Der von der Regierung bestellte zuständige Beamte wird zu den Generalversammlungen geladen. Dort verfügt er über eine beratende Stimme."

**Art. 65** - Artikel D.72 desselben Buches wird aufgehoben.

**Art. 66** - Artikel D.73 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.73 - Unbeschadet der Befugnisse, die durch Sonderbestimmungen auf die Generalversammlung übertragen werden, erstrecken sich die Zuständigkeiten der Generalversammlung auf:

1° die Erstellung der inneren Geschäfts- und Verwaltungsordnung;

2° die Erstellung der Sonderpolizeiverordnungen der Bewässerungsgenossenschaft unter den in Artikel D.75 vorgesehenen Bedingungen;

3° die Beschlüsse in Bezug auf den Bau oder die Verbesserung der Sperr- oder Bewässerungsbauwerke;

4° die Erstellung des Haushaltsplans der Bewässerungsgenossenschaft;

5° die Prüfung der Konten und die den Rechnungsführern zu erteilenden Entlastungen;

6° die Beschlüsse über den Grundsatz und die Bedingungen der Vermietungen und Verpachtungen der Güter der Bewässerungsgenossenschaft, sowie unter Umständen die Aufschiebung von Verbindlichkeiten, die von den Mietern, Bauern, Auftragnehmer von Bauwerken oder Belieferungen übernommen werden;

7° die Veräußerungen und die sonstigen Verfügungshandlungen betreffend die Güter der Bewässerungsgenossenschaft;

8° die von der Bewässerungsgenossenschaft aufzunehmenden Anleihen;

9° die Abstimmung für die Steuern zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft."

**Art. 67** - Artikel D.74 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.74 - Die Generalversammlung trägt die gesetzlich oder vertraglich zu ihren Lasten gehenden Kosten jährlich in den Haushaltsplan ein.

Wenn die im Haushaltsplan vorgesehenen Einnahmen unzureichend sind, gleicht die Generalversammlung dies durch die Einsetzung ordentlicher oder außerordentlicher Besteuerungen aus.

Falls die Generalversammlung diese Vorschriften nicht einhält, sorgt das Provinzialkollegium dafür, nachdem die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft um ihre Stellungnahme ersucht wurde. Das Provinzialkollegium stellt der Direktion der Bewässerungsgenossenschaft ihren Beschluss zu und die Letztere stellt ihn den Eigentümern eines bewässerten Grundstücks zu. Die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft, die Eigentümer eines bewässerten Grundstücks und der Provinzgouverneur können gegen den Beschluss des Provinzialkollegiums bei der Regierung Beschwerde einlegen.

Zu diesem Zweck verfügen sie über eine Frist von fünfzehn Tagen. Diese Frist läuft für den Gouverneur ab dem Tag des Beschlusses und für die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft und die Eigentümer eines bewässerten Grundstücks ab dem Datum der Zustellung."

**Art. 68** - Artikel D.75 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.75 - Die Sonderpolizeiverordnung der Bewässerungsgenossenschaft bezweckt lediglich die Erhaltung der Ableit- und Bewässerungswege, der Bauwerke und ihrer Nebenbauten.

Die Verordnung kann Verstöße gegen diese Bestimmungen oder gegen einige von ihnen als Übertretung einstufen. Diese Übertretungen werden mit einer Gefängnisstrafe von einem bis sieben Tagen und einer Geldstrafe von einem bis fünfundzwanzig Euro oder nur mit einer dieser Strafen bestraft. Außer der Geldstrafe ordnet der Richter gegebenenfalls die Wiedergutmachung der Übertretung innerhalb einer von ihm festgelegten Frist an und beschließt bei Nichterfüllung, dass die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft auf Kosten des Übertreters, der aufgrund des Urteils zur Rückzahlung der Ausgaben auf einfache Vorlage des vom Kollegium aufgestellten Ausgabenverzeichnisses gezwungen sein kann, dafür Sorge trägt.

Die Verordnung steht nicht im Gegensatz mit den Gesetzen und allgemeinen Verordnungen. Sie ist ab dem zehnten Tag, der auf ihre Veröffentlichung folgt, obligatorisch. Die Regierung bestimmt, unter welchen Formen sie veröffentlicht und festgestellt wird."

**Art. 69** - Artikel D.77 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.77 - Nach zwei aufeinanderfolgenden, durch die Korrespondenz festgestellten Mahnungen kann das Provinzialkollegium einen oder mehrere Kommissare beauftragen, sich auf Kosten der mit der Beachtung der Mahnungen in Verzug geratenen Bewässerungsgenossenschaft an Ort und Stelle zu begeben, um die geforderten Auskünfte oder Bemerkungen entgegenzunehmen oder um die durch die Dekrets- oder vorschriftsmäßigen Bestimmungen, sowie durch die von allen zuständigen Behörden in Ausführung des vorliegenden Titels gefassten Beschlüsse vorgeschriebenen Maßnahmen ausführen zu lassen.

Diese Kosten werden aufgrund der Vollstreckbarkeitserklärung des Provinzialkollegiums von dem Einnehmer zurückgefordert, unter Einhaltung der im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen Formen und Verfahren."

**Art. 70** - Artikel D.78 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.78 - Unbeschadet der besonderen Dekrets- und verordnungsrechtlichen Bestimmungen unterliegen die folgenden Angelegenheiten der Genehmigung des Provinzialkollegiums:

1° die Vereinbarungen zwischen mehreren Bewässerungsgenossenschaften oder zwischen Bewässerungsgenossenschaften und Drittpersonen, was den Wasserabfluss und die Wasserzuleitung betrifft;

2° die Veräußerungen, Erwerbe, Austauschgeschäfte und Transaktionen, die unbewegliche Güter oder Rechte an unbeweglichen Gütern zum Gegenstand haben, und die Mietverträge;

3° die Anleihen und Vereinbarungen, aus denen sich für die Bewässerungsgenossenschaft ständige Kosten ergeben;

4° die Beschlüsse zur Festlegung der Besteuerungen zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft;

5° die Haushaltspläne und Abrechnungen."

**Art. 71** - Artikel D.79 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.79 - Die folgenden Dokumente unterliegen der Stellungnahme des Provinzialkollegiums und der Genehmigung der Regierung:

1° die Geschäftsordnungen der Bewässerungsgenossenschaften sowie die an diesen Geschäftsordnungen angebrachten Änderungen;

2° die aufgrund des Artikels D.63 zwischen mehreren Bewässerungsgenossenschaften abgeschlossenen Vereinigungsvereinbarungen, sowie die Geschäftsordnungen einer jeden Vereinigung von Bewässerungsgenossenschaften.

Die Regierung kann, nachdem sie von der Stellungnahme des Provinzialkollegiums Kenntnis genommen hat, von Amts wegen jede zur Gewährleistung der Durchführung des vorliegenden Titels bestimmte Bestimmung in die Geschäftsordnungen eintragen."

**Art. 72** - Artikel D.80 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.80 - Die Beschlüsse der Generalversammlungen, die nicht der Genehmigung der übergeordneten Behörde unterliegen, können vom Provinzialkollegium aufgehoben werden, wenn sie dem vorliegenden Titel, der von der übergeordneten Behörde genehmigten Geschäftsordnung der Bewässerungsgenossenschaft, den Interessen der Öffentlichkeit oder denjenigen einer anderen öffentlichen Verwaltung oder einer anderen öffentlichen Institution oder Einrichtung widersprechen.

Das Provinzialkollegium kann den Beschluss nach Ablauf einer Frist von zwei Monaten ab dem Tag, an dem ihm der Beschluss übermittelt wurde, nicht mehr aufheben.

Während dieser Frist von zwei Monaten kann das Provinzialkollegium die Durchführung des Beschlusses aussetzen. Diese Aussetzung erlischt spätestens nach Ablauf dieser Frist."

**Art. 73** - Artikel D.82 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.82 - Die Mitglieder der Direktion und der Einnehmer-Schriftführer sind untereinander nicht ersten und zweiten Grades verwandt oder angeheiratet. Sie sind nicht zusammenwohnende Partner oder untereinander verheiratet.

Ist seit der Ernennung ein Schwägerschaftsverhältnis entstanden, so übt die Person, die diese Schwägerschaft hervorgerufen hat, ihr Amt nicht weiter aus. Entsteht das Zusammenwohnen oder die Ehe nach der Ernennung, so übt einer der beiden zusammenwohnenden Partner oder Ehepartner sein Amt nicht weiter aus.

Der Gouverneur kann nach begründeter und zustimmender Stellungnahme des Provinzialkollegiums Abweichungen vom vorliegenden Artikel gewähren."

**Art. 74** - Artikel D.83 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.83 - Der Gouverneur ernennt den Vorsitzenden, den stellvertretenden Vorsitzenden und die Verwaltungsratsmitglieder, wenn die Bewässerungsgenossenschaft weniger als vier Eigentümern eines bewässerten Grundstücks gehört.

Der Gouverneur kann ein oder mehrere Mitglieder der Direktion außerhalb der Eigentümer eines bewässerten Grundstücks ernennen. In diesem Fall gehören die besagten Mitglieder von Rechts wegen zu der Generalversammlung."

**Art. 75** - Artikel D.84 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.84 - Abgesehen vom in Artikel D.83 vorgesehenen Fall hat die Generalversammlung die folgenden Aufgaben:

1° sie ernennt aus den Reihen der Eigentümer eines bewässerten Grundstücks, durch geheime Abstimmung, die Mitglieder der Direktion;

2° sie bestellt, aus den Reihen der Mitglieder der Direktion und durch zwei getrennte Abstimmungen, den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden.

Diejenigen, die aus den Reihen der Eigentümer eines bewässerten Grundstücks ausgewählt würden, die kein Stimmrecht haben, erhalten dieses Recht aufgrund ihrer Ernennung."

**Art. 76** - Artikel D.85 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.85 - Der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und die Verwaltungsratsmitglieder müssen am Datum ihrer Ernennung oder Wahl oder am Datum der Erneuerung ihres Mandats volljährig sein. Außer im Falle einer Sondergenehmigung seitens der Regierung müssen sie ihren gewöhnlichen Wohnsitz in einer der Gemeinden, auf deren Gebiet sich die Bewässerungsgenossenschaft erstreckt, oder in einer angrenzenden Gemeinde haben."

**Art. 77** - Artikel D.87 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.87 - Die Mitglieder der Direktion legen vor dem Gouverneur oder seinem Vertreter Eid ab."

**Art. 78** - Artikel D.88 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.88 - Außer im Falle einer Sondergenehmigung seitens des Gouverneurs kann niemand in mehr als einer Bewässerungsgenossenschaft Vorsitzender, stellvertretender Vorsitzender oder Verwaltungsratsmitglied sein."

**Art. 79** - Artikel D.89 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.89 - Der verhinderte Vorsitzende wird durch den stellvertretenden Vorsitzenden, und falls Letzterer verhindert ist, durch das älteste Verwaltungsratsmitglied ersetzt.

Falls alle Verwaltungsratsmitglieder verhindert sind, benennt der Gouverneur eine Drittperson, um zeitweilig das Amt des Vorsitzenden zu erfüllen."

**Art. 80** - Artikel D.90 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.90 - Klagen gegen den Vorsitzenden werden vor der Generalversammlung vorgetragen. Zur Prüfung dieser Klagen in der Generalversammlung wird der Vorsitzende gemäß Artikel D.89 ersetzt.

Die Generalversammlung hört den Vorsitzenden an. Wenn sie der Ansicht ist, dass:

1° die Klage nicht gerechtfertigt ist, beschließt sie, dass es keinen Anlass zu Strafmaßnahmen gibt;

2° eine Strafe auferlegt werden muss, übermittelt sie die Akte dem Gouverneur, unter Beifügung ihres Beschlusses.

Nach Anhörung des Vorsitzenden kann der Gouverneur entscheiden, dass keine Strafe auferlegt werden muss, oder seine zeitweilige Amtsenthebung oder seine Absetzung beschließen. Der Gouverneur befindet über diesen Vorschlag."

**Art. 81** - Artikel D.91 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.91 - Die Generalversammlung kann den stellvertretenden Vorsitzenden und jedes Verwaltungsratsmitglied auf der Grundlage des Berichts, den der Vorsitzende ihr erstattet, und nach Anhörung des Betroffenen, zeitweilig seines Amtes entheben.

Wenn sie der Ansicht ist, dass die Dauer der Amtsenthebung mehr als einen Monat betragen muss, oder dass der betroffene stellvertretende Vorsitzende oder das betroffene Verwaltungsratsmitglied abgesetzt werden muss, wird ihr Beschluss dem Gouverneur übermittelt. Dieser befindet nach Anhörung des Betroffenen über den Vorschlag des Provinzialkollegiums."

**Art. 82** - Artikel D.92 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.92 - Das Provinzialkollegium kann ebenfalls von Amts wegen, nach Anhörung der betroffenen Personen und nach Einholung der Stellungnahme der auf seine Initiative eigens zu diesem Zweck einberufenen Generalversammlung, dem Gouverneur die zeitweilige Amtsenthebung oder die Absetzung des Vorsitzenden vorschlagen und zu Lasten des stellvertretenden Vorsitzenden und der Verwaltungsratsmitglieder die einstweilige Amtsenthebung oder die Absetzung verkünden.

Die Generalversammlung gibt ihre Stellungnahme erst nach Anhörung der betroffenen Personen ab."

**Art. 83** - Artikel D.93 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.93 - Unbeschadet der Zuständigkeiten, die der Direktion durch Sonderbestimmungen erteilt werden, wird diese mit den folgenden Aufgaben beauftragt:

1° Vorbereitung der Arbeiten der Generalversammlung;

2° Durchführung der Beschlüsse Letzterer;

3° Verwaltung und tägliche Überwachung der Interessen der Bewässerungsgenossenschaft und, insbesondere, Durchführung der Instandhaltungs- oder kleineren Wiederherstellungsarbeiten an Wasserläufen und Sperr- oder Bewässerungsbauwerken;

4° Verwaltung der Domäne der Bewässerungsgenossenschaft;

5° Erarbeitung der Bedingungen und Festlegung des Verfahrens für die Vergabe von öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen;

6° Überprüfung der Bücher und der von dem Einnehmer-Schriftführer geführten Kasse;

7° Führung der Liste der Eigentümer eines bewässerten Grundstücks, die zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft steuerpflichtig sind, sowie der Heberolle dieser Steuern;

8° Bestimmung der Gehälter und Löhne der Wehrwärter, Schleusenwärter, sowie der anderen Personalmitglieder der Bewässerungsgenossenschaft, abgesehen von dem Einnehmer-Schriftführer."

**Art. 84** - Artikel D.94 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.94 - Der Vorsitzende:

1° beruft die Generalversammlung an dem in der Geschäftsordnung festgelegten Ort ein;

2° führt den Vorsitz dieser Versammlung;

3° beruft, gegebenenfalls, auf schriftlichen Antrag von mindestens einem Drittel der Mitglieder die Generalversammlung ein."

**Art. 85** - Artikel D.95 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.95 - Der Vorsitzende ersucht die übergeordnete Behörde um ihre Genehmigung für die Handlungen und Beschlüsse, die ihrer Genehmigung bedürfen."

**Art. 86** - Artikel D.96 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.96 - Der Vorsitzende ordnet die Zahlung der Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen nach Erhalt der Ausgabenbelege an; diese werden zwecks deren Vorlage zur Stützung der Abrechnungen aufbewahrt."

**Art. 87** - Artikel D.97 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.97 - Der Vorsitzende:

1° setzt die Beschlüsse der Direktion um;

2° vertritt die Bewässerungsgenossenschaft vor Gericht für Rechtsklagen, die keine Besitzschutz- und Eilverfahrensklagen sind, und die als klagende Partei eingeleitet werden, wobei er sich an die Anweisungen der Direktion hält und nachdem er von der Generalversammlung und vom Gouverneur dazu ermächtigt wurde;

3° unterzeichnet alle Urkunden und Unterlagen der Bewässerungsgenossenschaft, ohne entgegen Drittpersonen seine Vertretungsbefugnis nachweisen zu müssen. Die Urkunden und Unterlagen, die sich auf die Finanzverwaltung der Bewässerungsgenossenschaft beziehen, müssen jedoch vom Einnehmer-Schriftführer mitunterzeichnet werden.

Die Anleihenobligationen werden von dem Vorsitzenden und von einem Verwaltungsratsmitglied mitunterzeichnet."

**Art. 88** - Artikel D.98 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.98 - Der Vorsitzende leitet und überwacht das von der Bewässerungsgenossenschaft beschäftigte Personal."

**Art. 89** - Artikel D.99 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.99 - Der Vorsitzende protokolliert die in dem vorliegenden Titel, in den zu dessen Ausführung gefassten Erlassen oder in der Polizeiverordnung der Bewässerungsgenossenschaft vorgesehenen Verstöße.

**Art. 90** - Artikel D.100 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.100 - Im Dringlichkeitsfall fasst der Vorsitzende die Beschlüsse, die unter die Zuständigkeit der Direktion fallen, unter der Bedingung, dass er ihr unverzüglich darüber Bericht erstattet."

**Art. 91** - Artikel D.101 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.101 - Bei Hochwasser und wenn die Grundstücke der Bewässerungsgenossenschaft unter Wasser zu stehen drohen, begeben sich die Direktionsmitglieder an die gefährdeten Orte und treffen dort alle Maßnahmen, die die Lage erfordert."

**Art. 92** - Artikel D.103 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.103 - Der Einnehmer-Schriftführer muss volljährig sein. Sein Amt geht zu Ende, wenn er das gesetzliche Pensionsalter erreicht, unter dem Vorbehalt, dass er den Dienst bis zum Datum der Eidesleistung seines Nachfolgers gewährleistet."

Die Generalversammlung legt sein Gehalt fest, welches vom Provinzialkollegium genehmigt wird.“

**Art. 93** - Artikel D.106 desselben Buches wird aufgehoben.

**Art. 94** - Artikel D.109 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.109 - Der Einnehmer-Schriftführer legt diese Unterlagen auf jede Aufforderung des Vorsitzenden, der Direktion, des Provinzialkollegiums oder des Provinzgouverneurs vor.

Während fünfzehn Tagen vor jeder Generalversammlung kann jedes Mitglied an Ort und Stelle Einsicht in die Unterlagen nehmen, die sich auf Fragen in der Tagesordnung beziehen.

Das Archiv der Bewässerungsgenossenschaft kann auf Antrag beim Vorsitzenden von jeder Person eingesehen werden.“

**Art. 95** - Artikel D.110 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.110 - Wenn die Direktion der Ansicht ist, dass zu Lasten des Einnehmers-Schriftführers eine Strafmaßnahme zu treffen ist, bringt sie die Angelegenheit vor die Generalversammlung. Diese hört die betroffene Person an. Sie kann sie für die Dauer eines Monats ihres Amtes entheben. Wenn sie der Ansicht ist, dass eine strengere Strafmaßnahme zu treffen ist, kann sie dem Gouverneur die Amtsenthebung für mehr als einen Monat oder die Absetzung vorschlagen.

Der Gouverneur befindet über den Vorschlag des Provinzialkollegiums.“

**Art. 96** - Artikel D.112 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.112 - Die Direktion ernennt die Wehr- und Schleusenwärter, enthebt sie zeitweilig ihres Amtes oder setzt sie ab.

Das Provinzialkollegium kann ebenfalls, nach Anhörung der Direktion der Bewässerungsgenossenschaft, die Wehr- und Schleusenwärter zeitweilig ihres Amtes entheben oder sie absetzen.

Keine Disziplinarstrafe darf verhängt werden, ohne dass die betroffene Person vorher angehört wird.“

**Art. 97** - In Artikel D.115 desselben Buches wird die Wortfolge “bis zum Beweis des Gegenteils maßgebenden“ gestrichen.

**Art. 98** - Artikel D.120 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.120 - Die Generalversammlung verabschiedet jährlich nach den in der Geschäftsordnung festgelegten Regeln die Heberolle der Steuer zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft.

Diese wird vom Provinzialkollegium für vollstreckbar erklärt.

Die Generalversammlung kann eine zusätzliche Heberolle für die Erhebung einer außerordentlichen Steuer erstellen.

Die Beschwerden sind innerhalb von drei Monaten ab dem Erhalt des Steuerbescheids der Heberolle und gemäß den in den Artikeln 25 bis 27 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben vorgesehenen Formen und Bedingungen bei der Regierung einzureichen.

Die Entscheidungen der Regierung über diese Beschwerden können in Übereinstimmung mit Artikel 28 desselben Dekrets Gegenstand einer gerichtlichen Beschwerde sein.“

**Art. 99** - Artikel D.121 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.121 - Die Steuer ist innerhalb der von der Generalversammlung festgelegten Fristen zu zahlen.

In der Geschäftsordnung wird die Zahlung eines Verzugszinses vorgesehen.

Der Einnehmer-Schriftführer ist für die durch seine Schuld nicht fristgerecht beigetriebenen Steuern verantwortlich. Bis zu deren Beitreibung kann er vom Provinzialkollegium aufgefordert werden, sie vorzustrecken, um die Ausgaben der Bewässerungsgenossenschaft zu decken, ohne dafür Zinsen beanspruchen zu können.“

**Art. 100** - In Artikel D.122 desselben Buches wird die Wortfolge “der Regierung“ durch die Wortfolge “des Provinzialkollegiums“ ersetzt.

**Art. 101** - Artikel D.123 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.123 - Für die Beitreibung der Steuern, Zinsen und Gebühren macht der Einnehmer-Schriftführer Gebrauch von den Verfahren, die im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben für die Beitreibung vorgesehen werden.“

**Art. 102** - Artikel D.124 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.124 - Die Zwangsbeitreibungs- und Vollstreckungskosten werden gemäß dem Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben festgesetzt.“

**Art. 103** - In Artikel D.127 desselben Buches wird die Wortfolge “Einschreiben bei der Post“ durch das Wort “Einschreiben“ ersetzt.

**Art. 104** - In Artikel D.130 desselben Buches wird die Wortfolge “Artikel 120“ durch die Wortfolge “Artikel D.120“ ersetzt.

**Art. 105** - In Artikel D.131 desselben Buches wird die Wortfolge “Artikel 129 und 130“ durch die Wortfolge “Artikel D.129 und D. 130“ ersetzt.

**Art. 106** - Artikel D.132 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.132 - § 1. Die Bewässerungsgenossenschaften stellen jährlich einen Stand der Bau-, Verbesserungs-, Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten an den nichtschiffbaren Wasserläufen und an den Sperr- oder Bewässerungsbauwerken auf, die während des Jahres auszuführen sind.

Dieser Stand enthält eine Veranschlagung der Ausgaben und es wird darin zwischen den folgenden Arbeiten unterschieden:

1° Bau- und Verbesserungsarbeiten;

2° Instandhaltungs- und kleinere Wiederherstellungsarbeiten.

Er wird dem Provinzialkollegium vor dem 1. April des Jahres übermittelt, in dem die Arbeiten auszuführen sind.

§ 2. Die Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten sind solche, die in regelmäßigen Zeitabständen auszuführen sind, insbesondere:

1° die Reinigung des Niedrigwasserbetts der nichtschiffbaren Wasserläufe der zweiten und dritten Kategorie, einschließlich in den gewölbten Teilen, und insbesondere Ausschlämm- und Aufrichtungsarbeiten sowie die Sammlung von Abfällen, Ästen, Trifholz und sperrigen Materialien;

2° die Instandhaltung und Beseitigung der Vegetation, die sich an den Ufern des Niedrigwasserbetts der nichtschiffbaren Wasserläufe befindet, u.a. durch Gestrüppentfernen, Fällen, Rücken, Tiefschneiden, Ausästen, Häckseln, Entfernen von Wurzelstöcken, Anpflanzen, Distelstechen, Entkrauten und Vernichten der invasiven Pflanzen;

3° die Instandhaltung, die Wiederherstellung und die Maßnahmen, die geeignet sind, um die normale Funktion der Pumpstationen in Verbindung mit den nichtschiffbaren Wasserläufen zu gewährleisten, ob diese Pumpstationen privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen gehören.“.

**Art. 107** - Artikel D.133 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.133 - Die Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten dürfen erst nach vorhergehender Meldung von den Bewässerungsgenossenschaften ausgeführt werden.

Die Meldung wird dem betroffenen Verwalter des nichtschiffbaren Wasserlaufs der zweiten oder dritten Kategorie per Einschreiben mit Rückschein oder durch jedes Mittel, das der Sendung ein sicheres Datum verleiht, oder per Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung übermittelt.

Die Form und der Inhalt der Meldung werden von der Regierung festgelegt.

Die Meldung ist unzulässig, wenn sie unter Verstoß gegen Absatz 2 übermittelt oder ausgehändigt wird, oder wenn kraft Absatz 3 verlangte Auskünfte oder Dokumente fehlen. Wenn die Meldung unzulässig ist, schickt der betroffene Verwalter der Bewässerungsgenossenschaft binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingangsdatum der Meldung einen Beschluss zu, in dem die Gründe der Unzulässigkeit angegeben sind.

Wenn die Meldung zulässig ist, teilt es der betroffene Verwalter der Bewässerungsgenossenschaft binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Eingangsdatum der Meldung mit, wobei er ergänzende Bedingungen für die Durchführung der Instandhaltungs- und kleinen Wiederherstellungsarbeiten vorschreiben kann. Liegt binnen der in Absatz 5 genannten Frist keine Mitteilung vor, wird davon ausgegangen, dass die Meldung zulässig ist, und dass es keine ergänzenden Bedingungen gibt.

Der Meldende kann die Arbeiten nach dem Ablauf folgender Fristen durchführen:

1° fünfundvierzig Tage ab dem Tag, an dem die Meldung eingegangen ist, wenn diese nicht gemäß Absatz 4 als unzulässig erklärt worden ist;

2° sechzig Tage ab dem Tag, an dem die Meldung eingegangen ist, wenn die zuständige Behörde gemäß Absatz 5 ergänzende Durchführungsbedingungen vorschreibt.“

**Art. 108** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.133/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.133/1 - Die Bewässerungsgenossenschaften dürfen Bau- und Verbesserungsarbeiten ausführen, die zur Einrichtung und zur Erhaltung eines für die Landwirtschaft sowie für den Schutz der Gelände vor Überschwemmungen günstigen Wasserhaushalts erforderlich sind, dies jedoch nur aufgrund einer Genehmigung des Provinzialkollegiums und unter den von ihm angegebenen Bedingungen.

Die Regierung kann das Verfahren zur Ausstellung der in Absatz 1 genannten Genehmigung bestimmen.“.

**Art. 109** - Artikel D.134 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.134 - Die Bewässerungsgenossenschaften dürfen ohne vorherige Genehmigung alle Arbeiten ausführen, deren Aufschiebung gefährlich oder abträglich sein könnte, unter der Bedingung, dass das Provinzialkollegium sowie der von der Regierung bestellte zuständige Beamte unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt werden.“.

**Art. 110** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.134/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.134/1 - § 1. Vor den Beschlüssen des Provinzialkollegiums in Ausführung von Artikel D.133/1 findet eine öffentliche Untersuchung gemäß den Modalitäten des Buches I des Umweltgesetzbuches statt.

§ 2. Die Regierung kann die in § 1 genannten Beschlüsse entweder von Amts wegen oder aufgrund einer Beschwerde der Direktion der Bewässerungsgenossenschaft oder des Provinzgouverneurs abändern.

Die Beschwerde ist binnen fünfzehn Tagen einzureichen. Diese Frist läuft für den Gouverneur ab dem Datum des Beschlusses und für die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft ab der Notifizierung.

Die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft reicht ihre Beschwerde ein, indem sie dem Gouverneur eine Antragschrift an die Regierung übergibt. Dieser stellt dafür eine Empfangsbescheinigung aus und leitet die Unterlagen an die Regierung weiter.“.

**Art. 111** - Artikel D.135 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.135 - Die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft wählt das Verfahren zur Vergabe der Arbeits-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und legt die Bedingungen fest. Sie leitet das Verfahren ein und vergibt den Auftrag.

Abgesehen von den Dringlichkeitsfällen in Artikel D.134 wird der Beschluss zur Vergabe des öffentlichen Auftrags dem Provinzialkollegium zur Genehmigung vorgelegt.

Die Genehmigung gilt als gewährt, falls innerhalb von vierzig Tagen nach Eingang des Beschlusses beim Provinzialkollegium kein anderslautender Beschluss notifiziert wird.“.

**Art. 112** - In Artikel D.138 desselben Buches wird die Wortfolge “Artikel 134“ durch die Wortfolge “Artikel D.134“ ersetzt.

**Art. 113** - Artikel D.139 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. D.139 - Unbeschadet der ihr in Artikel D.93 Ziffer 3 auferlegten Verpflichtungen überprüft die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft im Laufe der Monate März oder April und September eines jeden Jahres den Wartungszustand der Sperr- oder Bewässerungsbauwerke der Bewässerungsgenossenschaft. ».

**Art. 114** - Artikel D.140 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.140 - Wenn aus einem Bericht des von der Regierung bestellten zuständigen Beamten, der vom Gouverneur sowohl der Direktion der Bewässerungsgenossenschaft als auch dem Provinzialkollegium notifiziert wird, hervorgeht, dass die zur Wartung oder Sicherheit einer Bewässerungsgenossenschaft erforderlichen Arbeiten vernachlässigt werden, hört das Provinzialkollegium die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft in Anwesenheit des zuständigen Beamten an und legt diese gegebenenfalls die Frist fest, binnen deren die Generalversammlung die Ausführung der Arbeiten beschließt."

**Art. 115** - Artikel D.141 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.141 - Wenn die Bewässerungsgenossenschaft diesen Beschluss nicht innerhalb der in Artikel D.140 genannten Frist fasst, kann das Provinzialkollegium in Anwendung des Artikels D. 77 die erforderlichen Maßnahmen im Namen und für Rechnung der Bewässerungsgenossenschaft ergreifen.

Das Provinzialkollegium kann ebenfalls von Amts wegen die Ausführung der Arbeiten beschließen. In diesem Fall werden die erforderlichen Vorschüsse von der Wallonischen Region gewährt. Das Provinzialkollegium darf einen solchen Beschluss nur mit der vorherigen Zustimmung der Regierung fassen, es sei denn, es handelt sich um Arbeiten, deren Aufschiebung gefährlich oder abträglich sein könnte."

**Art. 116** - Artikel D.142 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.142 - Alle Arbeiten werden unter der Aufsicht des von der Regierung bestellten zuständigen Beamten ausgeführt. Dieser Beamte ist außerdem bei der Abnahme anderer als Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten anwesend."

**Art. 117** - Artikel D.143 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.143 - Falls das Provinzialkollegium erfährt, dass eine Bewässerungsgenossenschaft jegliches Werk ohne die erforderlichen Genehmigungen oder unter Nichteinhaltung der auferlegten Bedingungen ausführt oder ausgeführt hat und das Werk für die regionalen, provinziellen oder kommunalen Interessen oder für die Interessen einer anderen Bewässerungsgenossenschaft schädlich erscheint, hört das Provinzialkollegium die betroffenen Verwaltungen und den von der Regierung bestellten zuständigen Beamten kontradiktorisch an und ordnet, falls erforderlich, die Rückversetzung der Dinge in den vorherigen Zustand an. Wenn die Bewässerungsgenossenschaft die Anweisungen des Provinzialkollegiums nicht ausführt, kann dieses gemäß Artikel D.141 handeln."

**Art. 118** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.143/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.143/2 - Die Regierung kann die in den Artikeln D. 140, D. 141 und D. 143 genannten Beschlüsse entweder von Amts wegen oder aufgrund einer Beschwerde der Direktion der Bewässerungsgenossenschaft oder des Provinzgouverneurs abändern. Die Beschwerde ist binnen fünfzehn Tagen einzureichen. Diese Frist läuft für den Gouverneur ab dem Datum des Beschlusses und für die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft ab der Notifizierung. Die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft reicht ihre Beschwerde ein, indem sie dem Gouverneur eine Antragschrift an die Regierung übergibt. Dieser stellt ihr dafür eine Empfangsbescheinigung aus und leitet die Unterlagen an die Regierung weiter."

**Art. 119** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.143/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.143/3 - Die Beschwerde bei der Regierung setzt die Wirkungen der Beschlüsse des Provinzialkollegiums aus. Die Beschwerde der Bewässerungsgenossenschaft hat jedoch keine aufschiebende Wirkung, wenn das Provinzialkollegium, indem es seinen Beschluss besonders in dieser Hinsicht begründet, dessen Ausführung der Beschwerde zum Trotz anordnet. In diesem Fall gehen die eventuellen Rückerstattungen zu Lasten der Region."

**Art. 120** - Artikel D.144 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.144 - § 1. Zwecks der Einziehung ihrer Schuldforderung aus Gründen der von ihr gewährten Vorschüsse, der Zinsen und Gebühren kann die Region gegen die Bewässerungsgenossenschaft Zivilklage erheben.

Diese Vorschüsse, Zinsen und Gebühren werden durch ein unbegrenztes Vorzugsrecht auf die Einkommen und Mobilien jeder Art der Bewässerungsgenossenschaft und durch eine gesetzliche Hypothek garantiert, die die gesamten Güter der Bewässerungsgenossenschaft belastet, die es sein können.

§ 2. In der Rangordnung kommt das Vorzugsrecht sofort nach demjenigen, das zugunsten der Staatskasse für die Beitreibung der direkten Steuern festgelegt wird. Es wird nach Ablauf der in Artikel D.145 vorgesehenen Frist von drei Monaten ausgeübt.

Dieses Vorzugsrecht bleibt bestehen, bis die Schuldforderung der Region vollständig erlöscht ist. Bei Pfändung der Einkommen oder Güter vor diesem Zeitpunkt bleibt das Vorzugsrecht bis zur Durchführung bestehen. Als Pfändung gilt ebenfalls der per Einschreiben an die Bauern, Mieter, Pächter, Einnehmer, Vermittler, Verwalter, Notare, Gerichtsschreiber, Kuratoren, Vertreter und anderen Verwahrer und Schuldner von Einkommen, Geldbeträgen, Wertpapieren oder Mobilien gerichtete Antrag der Regierung oder des Beamten, den sie zu diesem Zweck beauftragt, auf Rechnung der Bewässerungsgenossenschaft auf den Betrag der Gelder oder Wertpapiere, die sie schulden oder verwahren, die Gesamtheit oder einen Teil der von der Bewässerungsgenossenschaft geschuldeten Beträge zu zahlen.

Die Wirkung dieser Anträge erstreckt sich ebenfalls auf die bedingten Forderungen und Forderungen mit Verfallzeit, unabhängig vom Zeitpunkt ihrer Fälligkeit.

§ 3. Von der gesetzlichen Hypothek bleiben vorherige Vorzugsrechte und Hypotheken unberührt. Ihre Rangordnung beginnt ab ihrer Eintragung.

Die Eintragung der Hypothek erfolgt auf Antrag der Regierung oder des Beamten, den sie zu diesem Zweck beauftragt, unter Vorlage zweier Urkunden, die außer der Angabe des betroffenen Ministeriums und der Bewässerungsgenossenschaft den Betrag enthalten, für den die Eintragung gefordert wird, und die Sonderangabe der Art und Situation eines jeden der Immobiliengüter, auf die sich die Hypothek bezieht. Die Regierung oder der beauftragte Beamte veranlasst die Aufhebung der Hypothek in der verwaltungsrechtlichen Form, ohne dass sie/er entgegen dem Hypothekenbeamten verpflichtet ist, den Nachweis der Zahlung der geschuldeten Beträge zu liefern.

Die Kosten für die hypothekarischen Formalitäten gehen zu Lasten der Bewässerungsgenossenschaft."

**Art. 121** - Artikel D.145 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.145 - Der Bewässerungsgenossenschaft wird eine Frist eingeräumt, um die erforderlichen Maßnahmen im Hinblick auf die Zahlung zu treffen. Diese Frist darf nicht unter drei Monaten ab der Notifizierung der Abrechnung durch das Provinzialkollegium liegen.

Die Regierung kann je nach den Umständen die Begleichung durch Abschlagszahlungen genehmigen. Sie kann ebenfalls, wenn die Umstände dies rechtfertigen, den Nachlass eines Teils des Schuldbetrags gewähren."

**Art. 122** - In Artikel D.146 desselben Buches wird die Wortfolge "dem vorhergehenden Artikel" durch die Wortfolge "Artikel D.145" ersetzt.

**Art. 123** - Artikel D.148 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.148 - In den in Artikel D.146 vorgesehenen Fällen kann sich die Region zwecks der Rückerstattung ihrer Schuldforderung ebenfalls bei der Bewässerungsgenossenschaft einschalten, um diese zur Festsetzung ordentlicher oder außerordentlicher Besteuerungen zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft zu veranlassen.

Wenn die Bewässerungsgenossenschaft weiterhin versäumt, diese Besteuerungen anzuordnen, kann die Region das Provinzialkollegium damit beauftragen, sie durch einen Sonderkommissar gemäß Artikel D.77 festsetzen zu lassen. Der Einnahmer-Schriftführer veranlasst die Einnahme dieser Steuern, der Zinsen und Gebühren. Nötigenfalls kann die Regierung für die Einnahme dieser Steuern anstelle des Einnahmers-Schriftführers einen Regionaleinnahmer einsetzen.

In diesem Fall erledigt der Regionaleinnahmer alle Formalitäten anstelle der zuständigen Behörden der Bewässerungsgenossenschaft. Er vereinnahmt die zur Herabsetzung der Schuld der Bewässerungsgenossenschaft erhobenen Beträge."

**Art. 124** - Artikel D.149 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.149 - Innerhalb der Grenzen der dem vorliegenden Titel unterliegenden Bezirke können die Verwalter der nichtschiffbaren Wasserläufe jegliche Maßnahme vorschreiben und von Amts wegen alle Arbeiten anordnen, die das Interesse der Öffentlichkeit erfordert. Solche Arbeiten werden unbeschadet der aufgrund anderer Regelungen erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen von diesen Verwaltern und auf deren Kosten ausgeführt."

**Art. 125** - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.149/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.149/1 - Erstreckt sich der Bezirk einer Bewässerungsgenossenschaft auf das Gebiet von mehr als einer Provinz, so bestellt die Regierung die Provinzialbehörden, die befugt sind, als Ausführungsbehörde im Rahmen des vorliegenden Titels aufzutreten."

**Art. 126** - In Artikel D.152 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird die Wortfolge "der Regierung" durch die Wortfolge "des Provinzialkollegiums" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "der Ständige Ausschuss" durch die Wortfolge "das Provinzialkollegium" ersetzt.

**Art. 127** - Artikel D.153 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.153 - Die Regierung kann eine allgemeine Polizeiverordnung für Bewässerungsgenossenschaften aufstellen.

Die Verstöße gegen die Bestimmungen dieser Verordnung gehören zur vierten Kategorie im Sinne von Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches."

**Art. 128** - Artikel D.155 desselben Buches wird aufgehoben.

**Art. 129** - Artikel D.408 desselben Buches, ersetzt durch die Dekrete vom 5. Juni 2008 und 10. Juli 2013, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.408 - § 1. Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht:

1° derjenige, der ein neues Hindernis im Niedrigwasserbett eines nichtschiffbaren Wasserlaufes schafft, ohne dabei eine Lösung vorzusehen, die gemäß Artikel D.33/10 Absatz 1 die freie Fischwanderung gewährleistet;

2° derjenige, der die aufgrund von Artikel D.33/11 auferlegte Mindestwasserführung nicht einhält;

3° derjenige, der dem Artikel D.37 § 3 zuwiderhandelt;

4° der Anwohner, Benutzer oder Eigentümer eines Bauwerks auf einem Wasserlauf, der den freien Zugang für die Bediensteten der Verwaltung, die Arbeiter und die anderen mit der Durchführung der Arbeiten oder der Studien beauftragten Personen oder die Ablagerung auf seinen Grundstücken der von dem Bett des Wasserlaufs entnommenen Stoffe sowie der für die Durchführung der Arbeiten notwendigen Materialien, Werkzeuge und Maschinen behindert;

5° derjenige, der ohne die erforderliche vorherige Genehmigung des Verwalters des nichtschiffbaren Wasserlaufes, auf eine Art und Weise, die dieser nicht entspricht, oder unter Nichteinhaltung der von der Regierung festgelegten Bedingungen im Niedrigwasserbett Arbeiten im Sinne von Artikel D.40 ausführt oder aufrechterhält;

6° derjenige, der je nach Fall:

a) das Niedrigwasserbett oder die Deiche eines nichtschiffbaren Wasserlaufes beschädigt oder schwächt;

b) den nichtschiffbaren Wasserlauf in irgendeiner Weise versperrt oder weniger als sechs Meter von dem Uferkamm entfernt oder in hochwassergefährdeten Gebieten Gegenstände oder Stoffe ablegt, die vom Strom fortgerissen werden und zur Zerstörung, Beschädigung oder Versperrung der nichtschiffbaren Wasserläufe führen können;

c) den Geländestreifen auf einer Breite von einem Meter landeinwärts ab dem Uferkamm des nichtschiffbaren Wasserlaufes pflügt, eggt, umgräbt oder in einer anderen Weise lockert;

d) die im Auftrag des Verwalters angebrachten Wasserstandsanzeiger, Pegellatten oder jede andere Markierungsvorrichtung entfernt, unkenntlich macht oder versetzt oder anders aufstellt;

e) in irgendeiner Weise nichtschiffbare Wasserläufe bedeckt, es sei denn, es handelt sich um solche Handlungen und Arbeiten, die von der Regierung bestimmt wurden;

f) die Entleerung eines Teichs oder eines Speichers in einen nichtschiffbaren Wasserlauf vornimmt, ohne sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten;

g) saisonbedingte Wasserentnahmen aus einem nichtschiffbaren Wasserlauf vornimmt, ohne sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten;

h) eine dauerhafte Oberflächenwasserentnahme- oder eine Abwassereinleitungsstelle in einem nichtschiffbaren Wasserlauf einrichtet, ohne sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten;

i) an einem nichtschiffbaren Wasserlauf Anpflanzungen anlegt oder Bauten errichtet, ohne die von der Regierung festgelegten Bedingungen zu beachten;

j) die infolge der unter Ziffer 6 genannten Handlungen geschaffenen Sachlagen fortbestehen lässt.

7° derjenige, der gegen die in den Artikeln D. 42/1 und D. 52/1 vorgesehenen Verpflichtungen verstößt;

8° der Benutzer oder Eigentümer eines auf einem Wasserlauf errichteten Bauwerks, der sich nicht vergewissert, dass dieses Bauwerk nach den ihm vom Verwalter erteilten Anweisungen und auf jeden Fall derart funktioniert, dass das Wasser im Wasserlauf einen Mindestwasserstand erreicht, einen Höchstwasserstand nicht überschreitet oder

zwischen einem durch die Pegellatte oder jede andere Markierungsvorrichtung, die nach den Anweisungen des Verwalters angebracht wurde, angegebenen Mindest- und Höchstwasserstand liegt, und der im Notfall die Anweisungen des Verwalters des nichtschiffbaren Wasserlaufes nicht befolgt;

9° derjenige, der es versäumt, die Bedingungen zu beachten oder die Arbeiten auszuführen oder Bauwerke innerhalb der vom Verwalter aufgrund von Artikel D.45 auferlegten Frist zu entfernen;

§ 2. Einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne von Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der:

1° es versäumt, sich an die Anweisungen des Verwalters zu halten:

a) indem er im Niedrigwasserbett des nichtschiffbaren Wasserlaufes Wasserstandsanzeiger oder Pegellatten oder jede andere Markierungsvorrichtung auf seine Kosten nicht anbringt oder die vorhandenen Wasserstandsanzeiger oder Pegellatten oder anderen Markierungsvorrichtungen versetzt oder anders aufstellt;

b) indem er das vom Verwalter des Wasserlaufes auferlegte Verbot der Benutzung bestimmter Boote in bestimmten Teilen der nichtschiffbaren Wasserläufe nicht beachtet;

2° es versäumt, die Instandhaltungs- oder Wiederherstellungsarbeiten an Teichen, Wasserflächen und Speicherseen, die ihm in Anwendung von Artikel D.37 § 2 Absatz 3 obliegen, auszuführen;

3° es versäumt, die notwendigen Instandhaltungs- oder Wiederherstellungsarbeiten, die ihm in Anwendung von Artikel D.39 obliegen, innerhalb der ihm vom Verwalter auferlegten Frist auszuführen. ».

**Art. 130** - Artikel D.409 desselben Buches, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, sowie die Artikel D.423 bis D. 429, D. 441 und D. 442 desselben Buches werden aufgehoben.

#### KAPITEL V — *Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen zu Buch I des Umweltgesetzbuches*

**Art. 131** - In Artikel D.29-1 § 4 des Buches I des Umweltgesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Unter Buchstabe a) Ziffer 7 wird die Wortfolge " die in den Artikeln 3 und 4 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen Beschlüsse in Bezug auf die Einstufung der nichtschiffbaren Wasserläufe" durch die Wortfolge "die in den Artikeln D. 35/1 und D. 35/2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, vorgesehenen Beschlüsse" ersetzt;

2° unter Buchstabe b) wird Ziffer 6 aufgehoben;

3° Buchstabe b) wird um eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"8° die von der Regierung aufgrund von Artikel D.59 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, gefassten Beschlüsse."

**Art. 132** - Artikel 29-1 § 5 des Buches I des Umweltgesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Februar 2015, wird um eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° der in Artikel D.132 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannte jährliche Stand der Arbeiten".

**Art. 133** - Artikel D.53 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Januar 2017, wird um einen § 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 9. Das Aktionsprogramm für die Flüsse mittels eines integrierten und sektorbezogenen Ansatzes sowie die strategische Karte mit der Liste der für die Wiederherstellung der freien Fischwanderung prioritären Wasserläufe werden gemäß den Artikeln D.49 bis D.61 des vorliegenden Buches und gemäß dem Artikel D.33/6 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, einer Umweltverträglichkeitsbewertung unterworfen."

**Art. 134** - In Artikel D.138 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird Ziffer 2 aufgehoben.

**Art. 135** - Artikel D.140 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um einen § 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 5. Die Regierung bestimmt die zuständige Behörde für die Benennung der Bediensteten, die mit der Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen in Titel V von Teil II des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, sowie der aufgrund dieses Titels erlassenen Bestimmungen und mit der Feststellung der Verstöße beauftragt sind. Diese Bediensteten erfüllen die in § 2 Absatz 2 vorgesehenen Bedingungen.

**Art. 136** - In Artikel D.170 § 3 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird die Wortfolge "des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe" gestrichen.

#### KAPITEL VI — *Abänderungsbestimmung zum Dekret vom 4. Februar 2010 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches verschiedene Bestimmungen in Sachen Wasserpolitik enthält*

**Art. 137** - Artikel 13 des Dekrets vom 4. Februar 2010 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches verschiedene Bestimmungen in Sachen Wasserpolitik enthält, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, wird aufgehoben.

#### KAPITEL VII — *Abänderungsbestimmungen zum Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft*

**Art. 138** - In Artikel D.283 Absatz 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wird die Wortfolge "Artikel 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe" durch die Wortfolge "Artikel D.35 des Wassergesetzbuches" ersetzt.

**Art. 139** - Artikel D.285 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D.285 - § 1. Die Bestimmungen des Titels V von Teil II des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, finden Anwendung innerhalb des Blocks.

§ 2. Der Ausschuss oder, mit seinem Einverständnis, jede andere Person des öffentlichen oder privaten Rechts kann innerhalb oder außerhalb des Blocks an den nichtschiffbaren Wasserläufen die in den Artikeln D. 37 und D. 40 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Arbeiten gemäß den Artikeln D. 38 und D. 41 desselben Buches ausführen lassen."

#### KAPITEL VIII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 140** - Das Gesetz vom 5. Juli 1956 über die Bewässerungsgenossenschaften, abgeändert durch das Gesetz vom 3. Juni 1957, das Gesetz vom 28. Dezember 1967, den Königlichen Erlass vom 28. November 1969 und das Gesetz vom 14. Juli 1976, wird aufgehoben.

**Art. 141** - Das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Juli 2013, wird aufgehoben.

**Art. 142** - In Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Ziffern 1 und 2 aufgehoben.

**Art. 143** - Die Anträge auf Genehmigung zur Ausführung von Arbeiten aufgrund des Gesetzes vom 5. Juli 1956 über die Bewässerungsgenossenschaften oder des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe, die vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets eingereicht werden, sowie die damit verbundenen Verwaltungsbeschwerden werden nach den Regeln behandelt, die am Tag des Einreichens des Antrags gültig sind.

**Art. 144** - Das vorliegende Dekret tritt am zehnten Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Die Artikel D.33 bis D. 52 und D. 55 bis D. 155 des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, so wie er in Artikel 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, festgehalten ist, und die nicht aufgrund des vorliegenden Dekrets aufgehoben oder ersetzt werden, treten am zehnten Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 145** - Die im zuletzt durch das Dekret vom 10. Juli 2013 abgeänderten Artikel D.42/1 vorgesehenen Verpflichtungen bezüglich des Verbots des freien Zugangs des Viehs zu den Wasserläufen bleiben bis zum 1. Januar 2023, d.h. dem letzten Termin für die Anwendung der Einfriedungspflicht wie in Artikel 41 des vorliegenden Dekrets vorgesehen, gültig.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Oktober 2018

Der Minister-Präsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,  
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1147 (2017-2018) Nrn. 1 und 1bis bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 3. Oktober 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206025]

#### 4 OKTOBER 2018. — Decreet tot wijziging van verschillende teksten, wat betreft de waterlopen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud*

**Artikel 1.** In artikel 1bis, 28°, b, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001, worden de woorden "de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen" vervangen door de woorden "de bepalingen van titel V van deel II van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt".

**Art. 2.** Artikel 26, § 1, 11°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2006, wordt aangevuld met een punt e) luidend als volgt :

"e) alle of een deel van de acties bedoeld in een actieprogramma voor de rivieren met een geïntegreerde en sectorale aanpak;"

**Art. 3.** Artikel 58bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 21 april 1994, wordt vervangen als volgt :

"Art. 58bis. Het is verboden een niet voor de scheepvaart bestemd voertuig te laten rijden of het verkeer ervan te organiseren :

1° op de oevers, de dijken en in de zomerbedding van de waterlopen;

2° in de wedden in het geval van een voertuig dat bestemd is voor bosbouw, hydraulische werken, hydromorfologische restauratie of constructie, gemotoriseerde sport- of vrijetijdsactiviteiten of andere activiteiten op een lijst gezet door de Regering, rekening houdend met de potentieel significante gevolgen die deze kunnen hebben voor de biologische of hydromorfologische kwaliteit van de waterlopen.

De Regering kan van het in eerste lid bedoelde verbod afwijken onder de voorwaarden en volgens de procedure die zij vaststelt.”.

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken**

**Art. 4.** In artikel 15, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken, vervangen bij het decreet van 3 juli 2008, worden de woorden “i.v.m. de uitbaggering, het onderhoud, het herstel, de verbetering en de wijziging van waterlopen” vervangen door de woorden “bedoeld in de artikelen D. 37 en D. 40 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt”.

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

**Art. 5.** In artikel 12, eerste lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, vervangen bij de decreten van 4 juli 2002 en 18 december 2003, worden de woorden “aan de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen,” ingevoegd tussen de woorden “en die niet onderworpen is aan een vergunning krachtens de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen,” en de woorden “aan het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging”.

**HOOFDSTUK IV. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt**

**Art. 6.** In artikel D. 2 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 januari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de punten 8<sup>o</sup>sexies, 8<sup>o</sup>septies, 19<sup>o</sup>bis, 19<sup>o</sup>ter, 24<sup>o</sup>bis, 56<sup>o</sup>bis, 56<sup>o</sup>ter, 64<sup>o</sup>bis, 65<sup>o</sup>bis, 71<sup>o</sup>quater en 72<sup>o</sup>bis worden ingevoegd, luidend als volgt :

8<sup>o</sup>sexies “oever” : talud aan weerszijden van de waterloop, landinwaarts begrensd door de top van de oever;

8<sup>o</sup>septies “pand” : afleidingskanaal dat een gedeelte van het debiet afleidt van een ongeklasseerde waterloop of een onbevaarbare waterloop; alle panden worden gelijkgesteld met ongeklasseerde waterlopen, met uitzondering van die welke op de dag van inwerkingtreding van dit artikel als onbevaarbare waterlopen of waterwegen zijn ingedeeld;

19<sup>o</sup>bis “waterloop” : oppervlakte van het grondgebied van het gebied dat wordt ingenomen door natuurlijke wateren die continu of met tussenpozen in de zomerbedding stromen, met uitzondering van de afvloeiingsgrachten van het afvloeiings- of spuiwater;

19<sup>o</sup>ter “ongeklasseerde waterloop” : een waterloop die niet als waterweg of onbevaarbare waterloop is ingedeeld;

24<sup>o</sup>bis “top van de oever” : lijn die de punten verbindt waarbuiten het water bij overstromingen buiten de zomerbedding overstroomt;

56<sup>o</sup>bis “zomerbedding” : oppervlakte van het grondgebied, al dan niet kunstmatig gemaakt, dat wordt ingenomen door het hoogste water van een waterloop vóór de overloop, met inbegrip van de gewone waterlozing en de oevers tot aan de top van de oever;

56<sup>o</sup>ter “het vrij rondzwemmen van de vissen” : verplaatsing van vis die een groot deel of bepaalde leeftijdsklassen van de populatie van een soort betreft en die plaatsvindt tijdens de levenscyclus van de soort met een voorspelbare periodiciteit, waarbij ten minste twee verschillende habitats betrokken zijn;

64<sup>o</sup>bis “hindernis voor de volledige bewegingsvrijheid van de vissen” : elke structuur die het vrije verkeer van vis zijdelings of van stroomafwaarts naar stroomopwaarts van de waterloop en vice versa belemmert;

65<sup>o</sup>bis “vissluizen” : elke constructie of vaste installatie die zich buiten of in de zomerbedding bevindt voor het opwaarts of neerwaarts laten zakken van vissen migratie;

71<sup>o</sup>quater “oobossen” : elke houtachtige en inheemse plantenvorming die langs een waterloop groeit in een gebied met groot overstromingsgevaar in de zin van artikel D. 53-2;

72<sup>o</sup>bis “sectorale opdeling” : het in kaart brengen van de lineaire verdeling van waterlopen in homogene sectoren op basis van het ecologische grondgebied, de breedte van de gebieden die onderhevig zijn aan het risico van overstromingen en het landgebruik van deze gebieden;”;

b) de punten 20<sup>o</sup> en 89<sup>o</sup> worden vervangen door wat volgt :

20<sup>o</sup> “onbevaarbare waterlopen” : de waterlopen die de Regering niet bij de klasse van de waterwegen heeft ondergebracht, stroomafwaarts van het punt waar de oppervlakte van al het land waarvan de waterafvoer door de waterloop wordt verzorgd minstens honderd hectare bedraagt; dat punt wordt oorsprong van de waterloop genoemd;

89<sup>o</sup> “waterwegen” : waterwegen, grote waterbouwkundige kunstwerken en hun bijhorigheden bedoeld in artikel 2 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegedomein;”.

**Art. 7.** In deel II, Titel V, hoofdstuk I, van hetzelfde boek, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift “Begripsomschrijving”.

**Art. 8.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 7, wordt artikel D. 33 vervangen als volgt :

“Art. D. 33. Dit hoofdstuk is van toepassing op waterwegen, onbevaarbare waterlopen en ongeklasseerde waterlopen.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder “bouwwerk”: elke constructie of vaste installatie die zich in, boven of onder de zomerbedding van een waterloop bevindt, dwars of lateraal.”.

**Art. 9.** In deel II, Titel V, hoofdstuk I, van hetzelfde boek, wordt een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift “Doelstellingen”.

**Art. 10.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel D. 33/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D. 33/1. De bepalingen van deze titel zijn gericht op een geïntegreerd, evenwichtig en duurzaam beheer van waterlopen. Dit beheer heeft tot doel de volgende hoofdfuncties van waterlopen te vervullen of met elkaar in overeenstemming te brengen :

1<sup>o</sup> hydraulisch, door de vlotte afvloeiing van de wateren in stand te houden en overstromingsrisico’s te beheersen;

2<sup>o</sup> ecologisch, door het behoud, de verbetering en het herstel van de hydromorfologische kwaliteit van oppervlaktewaterlichamen, met name om te zorgen voor een betere werking van het aquatische ecosysteem en de naleving van de doelstellingen die zijn vastgesteld voor de beschermde gebieden bedoeld in artikel D. 18;

3<sup>o</sup> sociaal-economisch;

4<sup>o</sup> sociaal-cultureel.”.

**Art. 11.** Dezelfde afdeling 2 wordt aangevuld met een artikel 33/2, luidend als volgt :

"Art. D. 33/2. Het Gewest en de andere overheden, elk in het kader van hun bevoegdheden en in onderlinge coördinatie, streven naar het behoud, de verbetering of het herstel van de ooibossen en de ecologische continuïteit van de waterlopen, waardoor de goede werking van de ecosystemen en de strijd tegen invasieve soorten mogelijk wordt."

**Art. 12.** In deel II, Titel V, hoofdstuk I, van hetzelfde boek, wordt een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift "Coördinatie-actie".

**Art. 13.** In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel D. 33/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 33/3. Om de milieudoelstellingen met betrekking tot de hydromorfologie van de waterloop, zoals vastgesteld overeenkomstig artikel D. 22, en de passende doelstellingen voor het beheer van het overstromingsrisico als bedoeld in artikel D. 53-3, te bereiken, wordt voor elk Waals onderstroomgebied een actieprogramma voor rivieren opgesteld door middel van een geïntegreerde en sectorale aanpak, hierna "PARIS" "Programmes d'Action sur les Rivières par une approche Intégrée et Sectorisée" (Actieprogramma's op de rivieren door een geïntegreerde en sectorgerichte aanpak) genoemd.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen D. 33/4 tot en met D. 33/6 niet van toepassing op ongeklasseerde waterlopen, met uitzondering van de sectoren die gelegen zijn in het district van een watering, in zwemzones of in een Natura 2000-gebied."

De Regering kan de toegang van vee tot waterlopen in bepaalde gebieden verbieden wanneer dit de verwezenlijking van de in artikel D.22, § 1, 1<sup>o</sup>, omschreven doelstellingen in gevaar brengt.

**Art. 14.** Dezelfde afdeling 3 wordt aangevuld met een artikel D. 33/4, luidend als volgt :

"Art. D. 33/4. Elk PARIS voert de maatregelen met betrekking tot de hydromorfologie van de rivieren uit die zijn opgenomen in de beheersplannen van de Waalse stroomgebieden bedoeld in artikel D. 24 en in de beheersplannen van de overstromingsrisico's bedoeld in artikel D. 53-3. Het bevat op zijn minst :

1<sup>o</sup> de sectorale opdeling van de waterloop en een cartografische inventaris van elke sector;

2<sup>o</sup> de bepaling en de hiërarchisering van de uitdagingen in elke sector van de rivier: ecologisch, hydraulisch, sociaal-economisch en sociaal-cultureel;

3<sup>o</sup> de vaststelling van de beheersdoelstellingen voor elke sector, op basis van de vastgestelde uitdagingen;

4<sup>o</sup> de herinnering aan de maatregelen met betrekking tot de hydromorfologie van de waterloop opgenomen in de beheersplannen bedoeld in de artikelen D. 24 en D. 53-3;

5<sup>o</sup> een herinnering aan de doelstellingen, verbodsbepalingen en maatregelen die van toepassing zijn in de beschermde gebieden krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

6<sup>o</sup> de planning in tijd en ruimte van acties om de aan elke sector toegewezen beheersdoelstellingen te bereiken;

7<sup>o</sup> de evaluatie van de financiële middelen die moeten worden toegewezen aan de voor elke sector uit te voeren werkzaamheden."

**Art. 15.** Dezelfde afdeling 3 wordt aangevuld met een artikel D. 33/5, luidend als volgt :

"Art. D. 33/5. § 1. Uiterlijk één jaar vóór de aanneming van de beheersplannen bedoeld in de artikelen D. 24 en D. 53-3, bepaalt de stroomgebiedsautoriteit de sectorale opdeling van de waterlopen en de cartografische inventaris van elke sector. Deze zijn beschikbaar op het Waalse geoportaal.

§ 2. Uiterlijk één jaar na de aanneming van de beheersplannen bedoeld in de artikelen D. 24 en D. 53-3 neemt de stroomgebiedsautoriteit voor elk Waals onderstroomgebied een ontwerp-PARIS aan dat is opgesteld door de beheerders van de waterwegen en onbevaarbare waterlopen, alsook door de watering, en dat de in artikel D. 33/4, 2<sup>o</sup> tot 7<sup>o</sup> bedoelde elementen bevat.

Dit project is onderworpen aan een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek.

Terzelfdertijd worden de bevoegde diensten van de administratie geraadpleegd met het oog op de opstelling van de beheersplannen van de Waalse stroomgebieden bedoeld in artikel D. 24 en de beheersplannen van de overstromingsrisico's bedoeld in artikel D. 53-3, de bevoegde diensten binnen de gewestelijke administratie voor natuurbehoud en visserij, de gemeenten van het betrokken Waalse onderstroomgebied, AQUAWAL, de "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer), de betrokken "Commission de conservation" (Instandhoudingscommissie), het Comité voor Watercontrole, het Visbeheerscomité, het riviercontract, het beheerscomité bedoeld in artikel 15 van het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken, het "Comité belge des Grands Barrages" (Belgisch Comité voor Grote Stuwdammen), de beleidsgroepen "Leefmilieu", "Landelijke Aangelegenheden" en "Ruimtelijke ordening", alsook alle personen en instanties die nuttig worden geacht om te raadplegen.

Indien zij niet binnen 45 dagen na het verzoek worden uitgebracht, wordt de procedure voortgezet.

§ 3. Uiterlijk één jaar na de aanneming van de beheersplannen bedoeld in de artikelen D. 24 en D. 53-3 neemt de stroomgebiedsautoriteit de PARIS aan. Vervolgens worden zij om de zes jaar opnieuw onderzocht en, indien nodig, bijgewerkt overeenkomstig de paragrafen 1 en 2.

De voorgeschreven bepalingen van de PARIS hebben een indicatieve waarde en de overige bepalingen van de PARIS hebben een omschrijvende waarde.

§ 4. De stroomgebiedsautoriteit dient binnen drie jaar na de aanneming van elke PARIS of de bijwerking ervan een tussentijds vorderingsverslag over de uitvoering ervan in.

§ 5. Wanneer buitengewone en dringende omstandigheden de uitvoering van acties die niet in de PARIS voorzien zijn, vereisen, om rampen te voorkomen of de gevolgen ervan te beperken, onderneemt de betrokken beheerder deze acties na voorafgaand elke andere betrokken overheidsdienst te hebben verwittigd. "

**Art. 16.** Dezelfde afdeling 3 wordt aangevuld met een artikel D. 33/6, luidend als volgt :

"Art. D. 33/6. Tegelijk met de vaststelling van het PARIS-project stelt de stroomgebiedsautoriteit het in artikel D. 56 van Boek 1 van dit Wetboek bedoelde milieueffectrapport op.

Wanneer de informatie vereist in artikel D.56 van datzelfde Boek 1 voldoende wordt verstrekt in het beheersplan van het stroomgebied, het maatregelenprogramma of het plan voor het beheer van de overstromingsrisico's, kan het milieueffectrapport in dit verband worden beperkt tot een specifieke verwijzing naar dit project."

**Art. 17.** In deel II, titel V, hoofdstuk I, van hetzelfde boek, wordt een afdeling 4 ingevoegd, met als opschrift "Het vrij rondzwemmen van de vissen".

**Art. 18.** In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel D. 33/7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 33/7. De Regering stelt een lijst op van de vissoorten waarvan het vrij rondzwemmen in het Waalse Gewest is gewaarborgd overeenkomstig de artikelen D. 33/8 tot en met D. 33/11. ».

**Art. 19.** Dezelfde afdeling 4 wordt aangevuld met een artikel D. 33/8, luidend als volgt :

"Art. D. 33/8. In elk Waals stroomgebied stelt de stroomgebiedsautoriteit een inventaris op van de bestaande hindernissen voor de volledige bewegingsvrijheid van de vissen, waarbij elk van deze hindernissen als zodanig wordt gekwalificeerd :

- 1° klein;
- 2° belangrijk;
- 3° aanzienlijk;
- 4° onoverkomelijk.

De inventaris wordt uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit artikel opgesteld, wordt ten minste een keer om de zes jaar opnieuw onderzocht en wordt, indien nodig, door de stroomgebiedsautoriteit bijgewerkt. Deze inventaris is beschikbaar op het Waalse geoportaal."

**Art. 20.** Dezelfde afdeling 4 wordt aangevuld met een artikel D. 33/9, luidend als volgt :

"Art. D. 33/9. De stroomgebiedsautoriteit stelt, na het advies te hebben ingewonnen van de beheerders van de betrokken waterlopen en het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, een strategische prioriteitenkaart op met de prioritaire waterlopen voor het herstel van het vrij rondzwemmen van de vissen van de verschillende soorten bedoeld in artikel D. 33/7.

De strategische prioriteitenkaart wordt uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit artikel opgesteld, wordt ten minste een keer om de zes jaar opnieuw onderzocht en wordt, indien nodig, door de stroomgebiedsautoriteit bijgewerkt. Deze kaart is beschikbaar op het Waalse geoportaal."

**Art. 21.** Dezelfde afdeling 4 wordt aangevuld met een artikel D. 33/10, luidend als volgt :

"Art. D. 33/10. Het is verboden nieuwe hindernissen te creëren in de zomerbedding van een waterloop zonder een oplossing te bieden die de volledige bewegingsvrijheid van de soorten bedoeld in artikel D. 33/7 garandeert.

Bestaande hindernissen die als aanzienlijk of onoverkomelijk zijn aangemerkt in de zin van artikel D. 33/8 en die zich bevinden in de zomerbedding van een waterloop die is opgenomen op de strategische prioriteitenkaart bedoeld in artikel D. 33/9, maken het voorwerp uit van inrichtingswerken of, bij gebreke daarvan, worden verwijderd overeenkomstig artikel 8 van het besluit van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, artikel D. 41/2 of artikel D. 45.

In afwijking van lid 2 vallen de bestaande grote stuwdammen die zijn opgenomen in het register van het "Comité international des grands barrages"(Internationaal Comité voor grote dammen) en nog steeds in bedrijf zijn, niet onder deze paragraaf."

**Art. 22.** Dezelfde afdeling 4 wordt aangevuld met een artikel D. 33/11, luidend als volgt :

"Art. D. 33/11. De afgifte van een vergunning voor de bouw van een hindernis in de zomerbedding van een waterweg, een onbevaarbare waterloop of een ongeklasseerde waterloop is afhankelijk van de naleving van een gereserveerd debiet dat voldoende is om het vrij rondzwemmen van de vissen alsook de installatie, in voorkomend geval, van voorzieningen die de toegang van de soorten bedoeld in artikel D. 33/7 tot de in- en uitlaatkanalen verhinderen. Het gereserveerd debiet wordt bepaald door rekening te houden met het betrokken visgebied, de vestiging van de hindernis en het hydraulische regime van de waterloop."

**Art. 23.** Dezelfde afdeling 4 wordt aangevuld met een artikel D. 33/12, luidend als volgt :

"Art. D. 33/12. Onverminderd de toepassing van andere dwang- of veiligheidsmaatregelen nemen zij, indien een gevaar de bescherming of het geïntegreerde, evenwichtige en duurzame beheer van waterlopen ernstig in gevaar brengt en indien de gebruiker of exploitant weigert de bevelen van de beheerders aangewezen overeenkomstig artikel D. 35 op te volgen, alle passende maatregelen om een einde te maken aan dat gevaar, en met name :

- 1° bevel geven tot de volledige of gedeeltelijke opheffing van het gebruik of de exploitatie;
- 2° de bouwwerken verzegelen en, desnoods, overgaan tot de onmiddellijke tijdelijke sluiting van de inrichting.

De beheerder deelt zijn beslissing mee door afgifte tegen ontvangstbewijs of per aangetekende brief met bericht van ontvangst.

De gebruiker of de exploitant tegen wie de maatregel is genomen en andere belanghebbenden kunnen bij aangetekend schrijven aan de beheerder die de maatregel heeft genomen, om opheffing of wijziging van de maatregel verzoeken. De aanvraag is niet opschortend.

De aanvraag wordt geacht te zijn geweigerd indien de beheerder niet binnen een maand te rekenen van de dag van ontvangst van de aanvraag een beslissing heeft genomen. "

**Art. 24.** Artikel D.34 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 34. De zomerbedding van een onbevaarbare waterloop wordt verondersteld toe te behoren aan de beheerder aangewezen krachtens artikel D. 35, en valt onder het publieke domein.

Gedurende zes maanden, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving die hen wordt overgemaakt door de beheerder van de niet-bevaarbare waterloop, kan elke omwonende van de zomerbedding waarvan het tracé kunstmatig is gewijzigd, toestemming krijgen om in volle eigendom over de vrijgekomen grond te beschikken, door zich ertoe te verbinden, naar schatting van deskundigen, de eigendom of de toegevoegde waarde ervan te betalen."

**Art. 25.** Artikel D.35 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 35. De onbevaarbare waterlopen zijn ingedeeld in drie categorieën :

1° eerste categorie: de delen van de onbevaarbare waterlopen stroomafwaarts van het punt waar hun stroomgebied ten minste vijfduizend hectare beslaat;

2° tweede categorie: delen van de onbevaarbare waterlopen die niet in de eerste of derde categorie zijn ingedeeld;

3° derde categorie: de onbevaarbare waterlopen of delen daarvan, stroomafwaarts van hun oorsprong, zolang zij de gemeentegrens niet hebben bereikt, vóór de fusie van de gemeenten in de zin van de wet van 30 december 1975 houdende bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van hun grenzen en houdende afschaffing van de randfederaties opgericht door de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, en waar die oorsprong is gelegen.

De directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, zijn afgevaardigde(n), wordt aangewezen als beheerder van de onbevaarbare waterlopen van eerste categorie.

De provincie, vertegenwoordigd door haar Provinciecollege, afgevaardigde(n), wordt aangewezen als beheerder van de onbevaarbare waterlopen van tweede categorie.

De gemeente, vertegenwoordigd door haar gemeentecollege, wordt aangewezen als beheerder van de onbevaarbare waterlopen van derde categorie.”.

**Art. 26.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D. 35/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. D. 35/1. De Regering bepaalt :

1° de oorsprong van de waterloop die overeenkomt met het punt waar de oppervlakte van al het land waarvan de waterafvoer door de waterloop wordt verzorgd minstens honderd hectare bedraagt;

2° de punten van waaruit waterlopen in eerste en tweede categorie worden ingedeeld.”

**Art. 27.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D. 35/2 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. D. 35/2. Vanwege een duidelijk ecologisch, hydraulisch, sociaal-economisch of sociaal-cultureel belang kan de Regering het volgende doen :

1° een waterloop of een deel van een waterloop waarvan de oppervlakte van al het land waarvan de waterafvoer door de waterloop wordt verzorgd, geen honderd hectare omvat, als onbevaarbare waterloop indelen, en de categorie ervan bepalen;

2° onbevaarbare waterlopen of delen daarvan van de derde of tweede categorie naar een hogere categorie overbrengen, of onbevaarbare waterlopen van de eerste of tweede categorie naar een lagere categorie overbrengen;

3° onbevaarbare waterlopen of delen daarvan, ongeacht de categorie waartoe zij behoren, in een lagere klasse indelen.

De Regering wint eerst het advies in van de beheerder(s) van de betrokken onbevaarbare waterlopen.”.

**Art. 28.** In deel II, Titel V, hoofdstuk II, van hetzelfde boek, wordt een afdeling 1/1 ingevoegd, met als opschrift ”Atlas van de onbevaarbare waterlopen”.

**Art. 29.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 28, wordt artikel D. 36 vervangen als volgt :

”Art. D. 36. Voor elk Waals onderstroomgebied stelt de dienst die binnen de Waalse gewestelijke administratie bevoegd is voor de onbevaarbare waterlopen een atlas van onbevaarbare waterlopen op en houdt deze bij, met minimaal de volgende elementen :

1° de afwateringsassen van onbevaarbare waterlopen;

2° de punten van oorsprong bedoeld in artikel D. 35/1;

3° de punten voor de indeling van onbevaarbare waterlopen in de eerste categorie, alsook tussen de onbevaarbare waterlopen van tweede en derde categorie;

4° de punten van vijfduizend hectare bedoeld in artikel D.35;

5° de benaming van de onbevaarbare waterlopen en hun categorie;

6° de handelingen, werken en kunstwerken die overeenkomstig de artikelen D. 37, D. 40, D. 133 en D. 133/1 zijn toegestaan of aangegeven vanaf de inwerkingtreding van deze bepaling.

De opstelling van de atlas wordt uitgevoerd met de hulp van de beheerders van de waterlopen van tweede en derde categorie. De Regering kan de lijst met gedetailleerde informatie in de atlas nader bepalen of aanvullen.

**Art. 30.** Dezelfde afdeling 1/1 wordt aangevuld met een artikel D. 36/1, luidend als volgt :

”Art. D. 36/1. Elke beheerder van onbevaarbare waterlopen stelt de overheid die verantwoordelijk is voor de atlas onverwijld alle informatie ter beschikking waarover hij beschikt en die nuttig is voor de bijwerking ervan, en in ieder geval het proces-verbaal van gelijkvormigheid van de werken bedoeld in artikel D. 41/1.

Voor de handelingen en werken die zijn toegestaan of aangegeven in de zomerbedding van onbevaarbare waterlopen, in de gebieden met een overstromingsrisico of op minder dan zes meter van de top van de oever, maken de bevoegde overheden aan de overheid verantwoordelijk voor de atlas een kopie over van de milieuvergunning, de stedenbouwkundige vergunning, de bebouwingsvergunning, de globale vergunning, de geïntegreerde vergunning of de milieuverklaring, met inbegrip van de bijgevoegde plannen en documenten.

Op verzoek van de voor de atlas verantwoordelijke overheid en onverminderd de vertrouwelijkheid van persoonsgegevens of commerciële of industriële informatie, verstrekken de administraties van het Waalse Gewest, de provincies en de gemeenten alle inlichtingen waarover zij beschikken, en delen zij alle administratieve en gerechtelijke beslissingen en alle andere informatie waarover zij beschikken mee waardoor de atlas kan worden bijgesteld en bijgewerkt.”.

**Art. 31.** Dezelfde afdeling 1/1 wordt aangevuld met een artikel D. 36/2, luidend als volgt :

”Art. D. 36/2. De atlas van onbevaarbare waterlopen bedoeld in artikel D. 36 is beschikbaar op het Waalse geoportaal.”.

**Art. 32.** Artikel D.37 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 37. § 1. Onderhouds- en kleine herstelwerken zijn werken die zich op regelmatige tijdstippen herhalen om de hydraulische, ecologische, sociaal-economische en sociaal-culturele doelstellingen toegewezen aan de onbevaarbare waterlopen te waarborgen, en met name :

1° het schoonmaken van onbevaarbare waterlopen, met inbegrip van de overwelfde vlakken, en namelijk de ruiming, het reprofileren alsook de inzameling van puin, takken, ijsblokken en grof materiaal;

2° het onderhoud en kleine herstellingen van kunstwerken die toebehoren aan beheerders in onbevaarbare waterlopen, met inbegrip van de consolidatie van ingestorte oevers ter hoogte van dergelijke constructies en het verwijderen van de aanslibbingen die met dergelijke constructies verband houden, onverminderd de toepassing van artikel D. 39;

3° het onderhoud en de verwijdering van vegetatie langs de oevers van onbevaarbare waterlopen, namelijk door de verwijdering van struikgewas, het hakken, het kort snoeien, het snoeien van struiken, het verscheuren, de verwijdering van boomstronken, de aanplantingen, het losrukken van distels, het maaien en de vernietiging van invasieve planten;

4° het kleine herstel en de versterking van dijken langs onbevaarbare waterlopen en het verwijderen van al hetgeen zich daarop bevindt, ongeacht of deze dijken eigendom zijn van privaaf- of publiekrechtelijke personen;

5° het onderhouden, het kleine herstel en het verzekeren van de normale werking van de pompstations in verband met de onbevaarbare waterlopen, ongeacht of zij aan privaat- of publiekrechtelijke eigenaars toebehoren.

§ 2. De beheerders aangewezen krachtens artikel D. 35 voeren onderhouds- en kleine herstelwerkzaamheden uit, overeenkomstig een algemeen reglement inzake onbevaarbare waterlopen vastgesteld door de Regering.

Op de waterlopen van de derde categorie worden de onderhouds- en kleine herstelwerken uitgevoerd na het advies te hebben ingewonnen van de beheerder van de onbevaarbare waterlopen tweede categorie.

In afwijking van het eerste lid worden de vijvers, de watervlakken en de stuwdamreservoirs die worden doorkruist door een onbevaarbare waterloop onderhouden en hersteld door degenen aan wie zij toebehoren, bij gebreke waarvan de beheerder van de onbevaarbare waterloop de eigenaar kan aanmanen om de onderhouds- en kleine herstelwerken binnen een bepaalde termijn uit te voeren.

In geval van dringende noodzakelijkheid kan de beheerder de onderhouds- en kleine herstelwerken aan vijvers, watervlakken en stuwdamreservoirs die niet van hem zijn, uitvoeren zonder de eigenaar hiervoor vooraf in gebreke te stellen. In dit geval worden de kosten van het werk op de eigenaar verhaald op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de beheerder die de werken heeft uitgevoerd.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 mogen bepaalde onderhouds- en kleine herstelwerken, na het voorwerp te hebben uitgemaakt van een voorafgaande aangifte, door andere personen dan de beheerders worden uitgevoerd.

Onverminderd de elektronische verzending wordt de aangifte per aangetekende brief met ontvangstbewijs of door elk middel dat vaste datum verleent of door afgifte tegen ontvangstbewijs aan de betrokken beheerder verzonden.

De Regering stelt de lijst op van de onderhouds- en kleine herstelwerken die door andere personen dan de beheerders mogen worden uitgevoerd, alsmede de vorm en de inhoud van de aangifte.

De verklaring is niet ontvankelijk indien zij in strijd met het tweede lid is verzonden of afgegeven of indien de gegevens of documenten die krachtens het derde lid vereist zijn, ontbreken. Indien de aangifte niet ontvankelijk is, richt de beheerder een beslissing aan de aangever waarin de onontvankelijkheidsgronden zijn opgenomen, binnen 15 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de aangifte.

Indien de aangifte ontvankelijk is, stelt de beheerder de aangever daarvan binnen vijfenveertig dagen na de datum van ontvangst van de aangifte in kennis en kan hij aanvullende voorwaarden stellen voor de uitvoering van de onderhouds- en kleine herstelwerken. Indien de aangifte niet binnen deze termijn wordt verzonden, wordt zij zonder aanvullende voorwaarden ontvankelijk geacht.

De aangever kan overgaan tot de uitvoering van de werken :

1° vijfenveertig dagen na de datum van ontvangst van de aangifte, indien deze overeenkomstig het vierde lid niet onontvankelijk is verklaard;

2° zestig dagen na de datum van ontvangst van de verklaring, indien de bevoegde overheid overeenkomstig het vijfde lid bijkomende voorwaarden stelt voor de uitvoering ervan. ”.

**Art. 33.** Artikel 38 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 38. De kosten veroorzaakt door de onderhouds- en kleine herstelwerken komen ten laste van degenen die het initiatief daartoe hebben genomen. Een bijdrage in die kosten mag ten laste gelegd worden van de privaat- of publiekrechtelijke personen die gebruiker zijn van de waterloop of die eigenaar zijn van een kunstwerk, in verhouding tot de verzwaren van de kosten van die werken welke het gevolg is van het gebruik van de waterloop of van het bestaan van het kunstwerk.

Die bijdrage wordt bepaald door de beheerder van de onbevaarbare waterloop.”.

**Art. 34.** Artikel D.39 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 39. De bijzondere verplichtingen welke, hetzij door het gebruik, hetzij door titels of overeenkomsten opgelegd worden, blijven behouden en moeten uitgevoerd worden onder de leiding van de beheerder aangewezen overeenkomstig artikel D. 35.

Alle kunstwerken die niet toebehoren aan de beheerders, aanwezig onder, in of boven de zomerbedding, worden onderhouden en hersteld door degenen aan wie ze toebehoren, bij gebreke waarvan de beheerder van de onbevaarbare waterloop de eigenaar kan aanmanen om de onderhouds- en herstelwerken binnen een bepaalde termijn uit te voeren.

Bij gebrek aan uitvoering binnen de voorgeschreven termijn kan de beheerder dit zelf uitvoeren of laten uitvoeren.

In geval van dringende noodzakelijkheid kan de beheerder de onderhouds- en herstelwerken aan kunstwerken die niet van hem zijn, uitvoeren zonder de eigenaar hiervoor vooraf in gebreke te stellen.

In deze gevallen worden de kosten van de werken op de eigenaar verhaald op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de beheerder die de werken heeft uitgevoerd.”.

**Art. 35.** In deel III, titel II, Hoofdstuk II, van hetzelfde Boek wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen als volgt :  
”Werken onderworpen aan de domaniale vergunning van de beheerder”.

**Art. 36.** Artikel D.40 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 40. § 1. De voorafgaande en schriftelijke domaniale vergunning van de beheerder aangewezen krachtens artikel D. 35 is vereist voor alle werken zoals verdieping, verbreding, herstel en in het algemeen alle wijzigingen onder, in of boven de zomerbedding van de onbevaarbare waterloop of de daarin gevestigde kunstwerken, alsook de verwijdering of aanleg van dergelijke waterlopen.

§ 2. De beheerder kan zijn domaniale vergunning toekennen in de vorm van een eenzijdige handeling of een contract, voor bepaalde of onbepaalde tijd en, in voorkomend geval, mits aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan.

§ 3. De domaniale vergunning in de vorm van een eenzijdige handeling wordt altijd op preciaire basis verleend.

De beheerder stuurt haar beslissing aan de aanvrager, alsook aan elke geraadpleegde instantie binnen honderdtwintig dagen vanaf de eerste dag na ontvangst van de aanvraag.

De aanvraag wordt geacht geweigerd te zijn als de beslissing niet wordt verzonden binnen de termijn bedoeld in het tweede lid. De domaniale vergunning kan worden ingetrokken, gewijzigd of opgeschort, zonder vergoeding ten gunste van de houder.

De begunstigde is ten opzichte van derden en het Waalse Gewest aansprakelijk voor het verlies, de schade, de ongevallen of de beschadigingen die kunnen voortvloeien uit het gebruik van de domaniale vergunning.

§ 4. De Regering bepaalt de procedure voor het verlenen van de domaniale vergunning en de samenstelling van het bij de aanvraag te voegen dossier, alsook de omvang van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de domaniale vergunning. De Regering bepaalt ook de procedure voor het wijzigen, schorsen of intrekken van de domaniale vergunning die is afgegeven in de vorm van een eenzijdige handeling.”.

**Art. 37.** Artikel D.41 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 41. Onverminderd de door de openbare besturen eventuele verleende toelagen worden de door die werken bedoeld in artikel D. 40 veroorzaakte kosten gedragen door hen die er het initiatief van genomen hebben.

Wanneer de in artikel D. 40 bedoelde werken worden uitgevoerd door de beheerder van de onbevaarbare waterloop, kan deze een deel van de uitgaven in rekening brengen bij personen naar privaat- of publiekrecht die van deze werken profiteren of deze noodzakelijk hebben gemaakt. ».

**Art. 38.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D. 41/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 41/1. De beheerder inspecteert alle krachtens artikel D. 40 toegestane werken na voltooiing en stelt een proces-verbaal op waarin wordt verklaard dat de werken zijn uitgevoerd overeenkomstig de gestelde voorwaarden of dat deze niet met deze voorwaarden overeenstemmen. In geval van niet-overeenstemming is een nieuwe controle noodzakelijk na de uitvoering van de nieuwe werken.

Daartoe brengt de opdrachtgever de beheerder binnen tien dagen na de voltooiing van de werken op de hoogte van de voltooiing van de werken."

**Art. 39.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D. 41/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 41/2. § 1. In geval van het ontbreken of de schending van de vergunning die is verleend krachtens artikel D. 40, § 3 of krachtens een eerdere wetgeving, maant de beheerder de overtreder aan om een einde te maken aan de onregelmatigheid door het uitvoeren van werken en, indien nodig, om de zomerbedding of de daarin gevestigde kunstwerken te herstellen of te laten herstellen. Deze ingebrekestelling wordt per aangetekende brief of door elk middel dat vaste datum verleent verzonden en vermeldt de termijn waarbinnen de overtreder zich hieraan moet houden. Bij gebrek aan het in overeenstemming brengen of herstelling binnen de voorgeschreven termijn kan de beheerder dit zelf uitvoeren of laten uitvoeren.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de beheerder van ambtswege, zonder voorafgaande ingebrekestelling hiervoor aan de overtreder, werken uitvoeren of laten uitvoeren of het openbaar domein herstellen of laten herstellen, indien aan een van de volgende voorwaarden is voldaan:

1° in geval van dringende noodzakelijkheid of wanneer de dwingende behoeften van de openbare dienst dit rechtvaardigen;

2° indien het om dwingende technische, milieu- of veiligheidsredenen niet raadzaam is om de overtreder toe te staan de waterloop zelf te herstellen of te laten herstellen

3° indien de overtreder niet gemakkelijk te identificeren is en niet gemakkelijk kan worden geïdentificeerd.

§ 3. In alle gevallen is de overtreder gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de beheerder die voor de uitvoering heeft gezorgd of laten zorgen.

**Art. 40.** Artikel D. 42 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

**Art. 41.** Artikel 42/1 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 10 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 42/1. De gronden die langs een onbevaarbare waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen, worden uiterlijk op 1 januari 2023 zodanig afgesloten om de toegang van het vee tot de waterloop tijdens het hele jaar te voorkomen.

Het gedeelte van de langs de waterloop gelegen omheining bevindt zich op een minimale lengte van één meter gemeten landinwaarts vanaf de bovenste rand van de oever van de waterloop. In afwijking is die minimale lengte 0,75 meter voor de omheiningen geplaatst vóór 1 april 2014.

Wanneer het passeren met droge voeten in of in de onmiddellijke nabijheid van de weiden gelegen aan beide kanten van de waterloop onmogelijk is, kunnen hekken in de omheiningen gelegen langs die waterloop geïnstalleerd worden om een doorwaadbare doorgang mogelijk te maken. Tijdens de tijd die nodig is voor de oversteek van de waterloop kunnen die hekken open zijn. Het weiden wordt zodanig georganiseerd dat de frequentie en het aantal oversteken worden verminderd.

De omheining wordt geplaatst zonder een hindernis te vormen voor de doorgang van het materiaal dat gebruikt wordt voor de uitvoering van de gewone werken tot onderhoud of kleine herstelling van de waterlopen.

De Regering kan een afwijking voor die verplichting toekennen alleen voor de gronden die het voorwerp uitmaken van een zeer extensieve wei die gunstig is voor biodiversiteit."

**Art. 42.** Artikel D.43 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 43. § 1. De omwonenden, de gebruikers en de eigenaars van kunstwerken op de onbevaarbare waterloop :

1° zorgen voor de doorgang van de personeelsleden van de administratie, van de werknemers, van de machines die nodig zijn voor de uitvoering van de werken en van de andere personen die belast zijn met de uitvoering van de werken of studies;

2° laten op hun gronden of eigendommen op een strook van zes meter te rekenen van de bovenste rand van de oever, de voorwerpen die uit de bedding van de waterloop worden verwijderd, alsmede de materialen, gereedschappen en werktuigen die nodig zijn voor de uitvoering van de werken, plaatsen.

De voorwerpen die uit de bedding van de waterloop worden verwijderd worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 2. Er is geen vergoeding verschuldigd aan de omwonenden, gebruikers en eigenaren van kunstwerken wegens het deponeren van voorwerpen afkomstig van onderhouds- en ruimingswerken op hun eigendommen, over een strook van zes meter, te rekenen van de bovenste rand van de oever.

§ 3. De omwonenden, de gebruikers en de eigenaars van kunstwerken kunnen aanspraak maken op een schadeloosstelling voor de schade die zij hebben geleden naar aanleiding van de uitvoering van andere werken dan onderhoud en kleine herstelling. Die schadeloosstelling wordt in de kosten van de werken verrekend.

§ 4. De Regering stelt de politie- en beheersregels vast die van toepassing zijn op niet-bevaarbare waterlopen met betrekking tot de vergunningen die vereist zijn voor het planten en bouwen van gebouwen langs deze waterlopen."

**Art. 43.** Artikel D.44 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 44. § 1. Teneinde de beheerders in staat te stellen de doelstellingen van artikel D. 33/1 te bereiken, wordt de minnelijke verwerving van onroerende goederen die nodig zijn voor het beheer van onbevaarbare waterlopen zoveel mogelijk uitgevoerd.

De beheerder bespreekt met de belangstellende eigenaars, de voorwaarden van de aankoop, hetzij voor geld, hetzij via een ruiling.

De overeenkomsten inzake afstand in der minne, de kwijtingen en andere handelingen in verband met het verkrijgen van onroerende goederen, kunnen zonder kosten worden gesloten door toedoen van de beheerder, onverminderd het recht voor de overdrager om de tussenkomst van een notaris naar keuze te vragen.

§ 2. De beheerder aangewezen krachtens artikel D. 35 kan van algemeen nut verklaren, de onteigening van de onroerende goederen die noodzakelijk zijn voor een geïntegreerd, evenwichtig en duurzaam beheer van onbevaarbare waterlopen.

Voor de berekening van de waarde van het onteigende gebouw wordt geen rekening gehouden met de minderwaarde voortvloeiend uit de verplichtingen in verband met de bezetting van de grond door de werken of kunstwerken van de beheerder.

De onteigening wordt voortgezet volgens de regels bepaald bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, en onverminderd artikel 2 van het decreet van 6 mei 1988 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte.”

**Art. 44.** Artikel D.45 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 45. De beheerder van de onbevaarbare waterloop verzoekt om de naleving van bepaalde voorwaarden, de uitvoering van werken of, bij gebreke daarvan, het wegruimen van kunstwerken toegelaten vóór de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk, indien deze kunstwerken een ernstige bedreiging vormen :

1° voor de openbare veiligheid of ter voorkoming van overstromingsgevaar;

2° voor het aquatische milieu, met name wanneer het wordt onderworpen aan kritieke hydromorfologische omstandigheden die onverenigbaar zijn met de bescherming, verbetering of het herstel ervan.

Behoudens speciaal gemotiveerde dringende noodzakelijkheid, biedt de beheerder aan elk van de eigenaars van de betrokken kunstwerken de gelegenheid om hun opmerkingen te laten gelden. De Regering bepaalt de modaliteiten van de procedure.

Bij gebrek aan uitvoering binnen de voorgeschreven termijn kan de beheerder dit zelf uitvoeren of laten uitvoeren. In dit geval is de eigenaar gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de beheerder die voor de uitvoering heeft gezorgd.

**Art. 45.** Artikel D.46 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 46. Tegen de beslissingen genomen krachtens de artikelen D. 33/12, D. 38, D. 39, derde lid, D. 40, § 3, D. 41, tweede lid, D. 41/2, paragrafen 2 en 3, D. 45, derde 3 en D. 47, kan beroep worden ingesteld bij de Regering.

Op straffe van nietigheid wordt het beroep ingediend binnen twintig dagen na de kennisgeving van de beslissing of na de aanplakking van de beslissing op de gebruikelijke plaatsen in de betrokken gemeente(n). Indien de beslissing in meerdere gemeenten wordt aangeplakt, wordt de termijn verlengd tot de twintigste dag volgend op de eerste dag van de aanplakking in de gemeente die als laatste de beslissing heeft aangeplakt.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de indiening en de behandeling van het beroep.

De Regering stuurt haar beslissing aan de aanvrager binnen honderdtwintig dagen, te rekenen vanaf de eerste dag na ontvangst van het beroep of, in het geval van meervoudige beroepen, vanaf de eerste dag na ontvangst van het laatste beroep.

Als de beslissing niet binnen de in het vierde lid voorgeschreven termijn wordt verstuurd, wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd.”

**Art. 46.** Artikel D.47 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 47. Dit hoofdstuk is van toepassing op de wateringeng die zich op een waterloop bevinden :

1° van eerste categorie;

2° van tweede of derde categorie, behalve wat betreft de werken die krachtens de artikelen D. 132 tot en met D. 138 door de wateringeng moeten worden uitgevoerd. Op voorafgaand verzoek kunnen de wateringeng evenwel van de beheerder van de waterlopen van tweede of derde categorie de toepassing verkrijgen van artikel D. 38 voor de tenlasteneming van de kosten betreffende de onderhouds- en kleine herstelwerken.”

**Art. 47.** In deel II, Titel V, van hetzelfde boek, wordt Hoofdstuk II, dat de artikelen D. 48 tot D.51 inhoudt, opgeheven.

**Art. 48.** In deel II, titel V, van hetzelfde boek, wordt het opschrift van hoofdstuk IV vervangen door wat volgt : “Ongeklasseerde waterlopen”.

**Art. 49.** Artikel D.52 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 52. De Regering stelt de politionele en beheersregels vast die van toepassing zijn op ongeklasseerde waterlopen, met name wat betreft :

1° het onderhoud en de kleine herstellingen van deze waterlopen;

2° de werken zoals verdieping, verbreding, herstel en in het algemeen alle wijzigingen onder, in of boven de zomerbedding van deze waterlopen of de daarin gevestigde kunstwerken, alsook de verwijdering of aanleg van dergelijke waterlopen;

3° de vergunningen die vereist zijn voor het planten en bouwen van gebouwen langs deze waterlopen;

4° het verbod om op enigerlei wijze het vrij rondzwemmen van de vissen of de waterafvoer te belemmeren, of om de normale toestand van de ongeklasseerde waterloop, zijn oevers of de kunstwerken die zich daarop bevinden te beschadigen;

5° het wegnemen van een hindernis voor het vrije rondzwemmen van de vissen of de aan een dergelijk kunstwerk te verrichten inrichtingswerken;

De Regering stelt overtredingen van de derde of vierde categorie vast in de zin van artikel D. 151 van boek I van dit Wetboek. ».

**Art. 50.** Artikel 52/1 van hetzelfde boek, ingevoegd bij het decreet van 10 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 52/1. De in artikel 42/1 bedoelde verplichting is van toepassing wanneer de gronden die langs een ongeklasseerde waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen, gelegen zijn in een gebied aangewezen krachtens de artikelen D.156 en D.157 van dit boek.”

**Art. 51.** In deel II, Titel V, van hetzelfde boek, wordt een hoofdstuk VI ingevoegd, met als opschrift “Subsidies”.

**Art. 52.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 51, wordt een artikel D. 54/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 54/1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan de Regering subsidies toekennen aan alle personen naar privaat- of publiekrecht voor de uitvoering van de volgende werken, met inbegrip van de aankoop van onroerende goederen :

1° de bouw, uitbreiding en verbouwing van pompstations die nodig zijn voor de werken die op initiatief van het Gewest worden uitgevoerd;

2° de aanleg, versterking en verhoging van dijken langs waterwegen of onbevaarbare waterlopen;

3° de hydraulische verbetering en het hydromorfologisch herstel van onbevaarbare waterlopen;

4° de bouw, uitbreiding en verbouwing van pompstations voor de afvoer van water van landbouwgrond;

5° het aanleggen van waterreserves van agrarisch belang;

6° de kunstwerken en inrichtingen ter verbetering van de aquatische habitats, en met name de aanleg van vistrappen;

7° de aanleg en verbetering van saneringsnetwerken voor de landbouw door middel van drainagebuizen of sloten.

De subsidies kunnen de kosten van de subsidiabele werken geheel of gedeeltelijk dekken, met inbegrip van de BTW, alsook een deel van de onderzoekskosten, kosten inzake veiligheidscoördinatie, voorafgaande geotechnische proeven en controle van de materialen, en het bedrag van de raming opgesteld door het Comité van aankoop van onroerende goederen, door de ontvanger van de registratie, door een notaris, door een landmeter-expert ingeschreven op de tabel van de federale raad van landmeters-experten, of door een architect ingeschreven bij de Orde van de Architecten in geval van aankoop van onbebouwde gebouwen.

De Regering bepaalt het subsidiepercentage voor elk van deze posten, in de wetenschap dat dit percentage ten minste dertig procent en ten hoogste tachtig procent van de kosten van de subsidiabele werken bedraagt. Op gemotiveerd voorstel van de Regering, ondersteund door het rapport van het Comité van aankoop van onroerende goederen, door de ontvanger van de registratie, door een notaris, door een landmeter-expert, of door een architect, kan de aankoop van gebouwen ook in aanmerking komen voor een subsidie wanneer de te verwerven goederen noodzakelijk zijn voor de uitvoering van subsidiabele werken. Het percentage van deze subsidie is gelijk aan het percentage dat van toepassing is op de werken waarvoor de goederen zijn gekocht.

De subsidieaanvraag bevat het advies van de beheerder van de betrokken waterloop en de door de Regering gevraagde documenten. De Regering bepaalt de regels volgens welke deze subsidies worden toegekend."

**Art. 53.** Artikel D.55 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 55. Wateringen zijn openbare besturen, ingesteld met het oog op het tot stand brengen en handhaven, binnen de grenzen van hun territoriaal gebied, van een waterstelsel gunstig voor de landbouw in de zin van artikel 1 van het Waalse Landbouwwetboek, alsmede voor het beschermen van de gronden tegen overstromingen."

**Art. 54.** Artikel D.56 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 56. De Regering bepaalt het gebied van elke watering.

De zetel van de watering wordt door haar reglement vastgesteld. Hij is gelegen in de gemeente of in een van de gemeenten waarover het gebied van de watering zich uitstrekt, behoudens afwijking van de Regering."

**Art. 55.** Artikel D. 57 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 57. Onder de gelding van deze titel vallen alle besturen, verenigingen of gemeenschappen die bestaan onder de benaming wateringen en die effectief de opdrachten uitoefenen bedoeld in de wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen, voor het voorwerp bedoeld in artikel 55.

Besturen, verenigingen of gemeenschappen die bestaan onder de benaming wateringen en die op de datum van inwerkingtreding van deze titel alle voorwaarden bedoeld in de artikelen 112, 14, 16, 26, 27, 29 en 80 van de wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen niet vervuld hebben, worden niet beschouwd als instanties die de voorwaarden bedoeld in het eerste lid naleven. Bij gebrek aan meedelen aan de Regering van de inlichtingen die kunnen bewijzen dat ze deze voorwaarden vervullen drie maanden na de inwerkingtreding van deze titel, schrapt de Regering deze wateringen overeenkomstig artikel D. 59.

De Regering stelt de naleving van de voorwaarden bedoeld in het tweede lid vast of, bij gebrek, gaat over tot de opheffing van de watering overeenkomstig artikel D. 59. ».

**Art. 56.** Artikel D. 58 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 58. Twee jaar na de inwerkingtreding van deze titel overhandigen de wateringen aan de Regering een administratief en financieel verslag dat de documenten bevat bedoeld in de artikelen D. 66 en D. 68, de notulen van de algemene vergaderingen en een lijst van de maatregelen die hun beraadslagingen hebben uitgevoerd, de inventaris en een samenvatting van de budgetten en rekeningen samen met een toelichting die de financiële toestand van de watering beschrijft.

De Regering maakt een evaluatie van het verslag bedoeld in het eerste lid. Op grond van deze evaluatie is ze bevoegd om alle nodige maatregelen te nemen voor de goede uitvoering van de opdrachten van de wateringen, in voorkomend geval, in samenwerking met het Provinciecollege, overeenkomstig de artikelen D. 59, D. 66, D. 74, D. 80, D. 121, D. 140 tot D. 149."

**Art. 57.** Artikel D. 59 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 59. De Regering kan wateringen opheffen, er nieuwe creëren, de bestaande gebieden opsplitsen of wijzigen, verscheidene wateringen samensmelten of bevelen dat zij een vereniging vormen met het oog op hun gemeenschappelijke verdediging of voor de uitvoering van werken waarbij zij gemeenschappelijk belang hebben.

Het besluit waarbij een watering wordt opgeheven, waarbij een gebied wordt gesplitst of gewijzigd of waarbij verscheidene wateringen worden samengesmolten regelt de overgang van de vermogens."

**Art. 58.** Artikel D. 60 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 60. Aan de beslissingen bedoeld in artikel 59 gaat een openbaar onderzoek vooraf, georganiseerd volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek."

Te dien einde wordt het ontwerp van beslissing, eventueel samen met de kaart van de wijzigingen of innovaties, gezonden naar alle wateringeng die er belang bij kunnen hebben en ten gemeentehuize neergelegd in alle gemeenten die het aangaat.

**Art. 59.** Artikel D. 61 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 61. Gaat het in de beslissing om het vormen van een of meer nieuwe wateringeng, door oprichting, samensmelting of opsplitsing, dan moet ieder van de nieuwe openbare besturen binnen de termijn bedoeld in het derde lid een reglement opmaken.

De Regering stelt een ontwerp op, dat het reglement tot voorbeeld zal dienen. Over het reglement wordt gestemd door een vergadering samengesteld uit de personen aan wie het ontwerp onder de voorwaarden gesteld door artikel 67 voorlopig stemrecht verleent en door de provinciegouverneur bijeengeroepen binnen de termijn die de Regering bepaalt. Het Provinciecollege zendt het reglement, met zijn advies, ter goedkeuring aan de Regering.

Heeft de vergadering haar het behoorlijk aangenomen reglement niet binnen drie maanden na de eerste bijeenkomst doen toekomen, dan stelt de Regering het reglement ambtshalve vast.

**Art. 60.** Artikel D. 62 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 62. Gaat het in de beslissing om het vormen van een vereniging van wateringeng, dan verzoekt het Provinciecollege deze wateringeng het reglement van hun vereniging op te stellen binnen de door de Regering vastgestelde termijn. Het Provinciecollege zendt het reglement, met zijn advies, ter goedkeuring aan de Regering.

Hebben de wateringeng haar niet binnen de genoemde termijn het reglement van hun vereniging doen toekomen, dan stelt de Regering dit reglement ambtshalve vast."

**Art. 61.** Artikel D. 63 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 63. De wateringeng kunnen zich ook uit eigen beweging verenigen met het oog op hun gemeenschappelijke verdediging of voor de uitvoering van werken waarbij zij gemeenschappelijk belang hebben. In dat geval stellen zij het reglement van hun vereniging vast onder voorbehoud van de Regeringsgoedkeuring, het Provinciecollege gehoord."

**Art. 62.** Artikel D. 66 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 66. Door het bestuur van de watering wordt een legger opgemaakt van al de in de watering gelegen erven. Deze legger wordt jaarlijks door het bestuur bijgewerkt.

Indien de besproeiingsdirectie de in de leden 1 en 2 bedoelde verplichtingen niet nakomt, stelt het Provinciaal College, na ondervraging overleg met de griffier van het kadaster en op kosten van de besproeiing, het registratienummer op en keurt hem goed.

Het Provinciecollege kan de in de legger vastgestelde vergissingeng herstellen."

**Art. 63.** Artikel D. 67 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 67. Het reglement van elke watering moet, in billijke mate, de vertegenwoordiging van de kleine eigendommen waarborgen. Het moet, ten minste, stemrecht waarborgen aan iedere ingelande die, in het gebied van de watering, grond bezit ter grootte van :

- 1° één halve hectare in een gebied van minder dan 100 hectaren;
- 2° één hectare in een gebied van 100 tot 499 hectaren;
- 3° twee hectaren in een gebied van 500 tot 999 hectaren;
- 4° drie hectaren in een gebied van 1.000 tot 4.999 hectaren;
- 5° vier hectaren in een gebied van 5.000 tot 9.999 hectaren;
- 6° vijf hectaren in een gebied van 10.000 hectaren en meer.

Eigenaars die afzonderlijk geen stemrecht hebben, kunnen hun eigendommen groeperen tot het in het reglement vastgestelde minimum, om gezamenlijk een afgevaardigde naar de algemene vergadering te zenden.

Elk lid van de algemene vergadering beschikt slechts over een stem."

**Art. 64.** Artikel D. 71 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 71. De provinciegouverneur, het lid van het Provinciecollege bevoegd voor de onbevaarbare waterlopen, alsmede de burgemeesters van de gemeenten waarover het gebied van de watering zich uitstrekt of hun gemachtigden maken van rechtswege, maar zonder stemrecht, deel uit van de algemene vergadering.

De door de Regering aangewezen ambtenaar wordt op de algemene vergaderingeng uitgenodigd. Zij hebben daarin raadgevende stem."

**Art. 65.** Artikel D. 72 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

**Art. 66.** Artikel D. 73 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 73. Onverminderd de bevoegdheden haar door bijzondere bepalingeng toegekend, omvat de bevoegdheid van de algemene vergadering :

- 1° het opmaken van het huishoudelijk reglement;
- 2° het opmaken van bijzondere politiereglementeng van de watering onder de voorwaarden bepaald bij artikel D. 75;
- 3° de beslissingeng betreffende het aanleggen en verbeteren van de verdedigings- of bevoeiingswerken;
- 4° het opmaken van de begroting van de watering;
- 5° het onderzoek van de rekeningeng en het geven van ontlasting aan de rekenplichtigeng;
- 6° de beslissingeng betreffende het principe en de voorwaarden van de verhuring en verpachtingeng van goedereng van de watering en het eventueel kwijtschelden van verplichtingeng aangegaan door huurders, pachters en aannemers van werken of leveranties;
- 7° het vervreemden of andere dadeng van beschikking met betrekking tot de goedereng van de watering;
- 8° de geldleningeng door de watering aan te gaan;
- 9° het goedkeuren van de belasting ten behoeve van de watering."

**Art. 67.** Artikel D. 74 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 74. De algemene vergadering is gehouden jaarlijks op de begroting de uitgaveng te brengen die ingevolge de wet of bij overeenkomst te haren laste komen.

Indien de ontvangsten geraamd op de begroting ontoereikend zijn, voorziet de algemene vergadering daarin door het invoeren van gewone of buitengewone belastingeng.

Blijft de algemene vergadering in gebreke aan die voorschriften te voldoen, dan wordt daarin door het Provinciecollege voorzien, het bestuur van de watering gehoord. Het Provinciecollege geeft kennis van haar beslissing aan het bestuur van de watering en het bestuur geeft er kennis van aan de ingelanden. Het bestuur van de watering, de ingelanden en de provinciegouverneur kunnen bij de Regering in beroep gaan tegen de beslissing van het Provinciecollege.

Daartoe beschikken zij over een termijn van vijftien dagen. Deze periode begint voor de gouverneur op de dag van de beslissing en voor het bestuur van de watering en de ingelanden op de dag van kennisgeving.”.

**Art. 68.** Artikel D. 75 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 75. Het bijzonder politiereglement van de watering heeft slechts als doel het behoud van de waterlozingen en bevoeiingen, van de kunstwerken en hun aanhorigheden.

Het reglement kan de inbreuken op zijn bepalingen of op sommige daarvan als overtreding vaststellen. Die overtredingen worden gestraft met een gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen en met een geldboete van één euro tot vijftientig euro of slechts met één van die straffen. Behalve de straf beveelt de rechter, zo nodig, de herstelling van de overtreding binnen de door hem vastgestelde termijn en hij bepaalt dat bij niet-uitvoering het bestuur van de watering erin voorziet op kosten van de overtreder, die, krachtens het vonnis, tot terugbetaling van de uitgave gedwongen kan worden op een eenvoudige staat door dit college opgemaakt.

Het reglement mag niet in strijd zijn met de wetten of algemene verordeningen. Het wordt bindend met ingang van de tiende dag na de bekendmaking. De wijze waarop deze bekendmaking geschiedt en de vormen waarin ze wordt gesteld, worden door de Regering bepaald.”.

**Art. 69.** Artikel D. 77 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 77. Na twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan het Provinciecollege één of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op kosten van de watering die verzuimde aan de waarschuwingen te voldoen, met opdracht om de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te winnen of de maatregelen, voorgeschreven door de decretale en reglementaire bepalingen, en de ter uitvoering van deze titel genomen beslissingen van alle bevoegde overheden ten uitvoer te leggen.

De invordering van die kosten geschiedt door de ontvanger volgens de vormen en invorderingsprocedures bepaald bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, op bevel van het Provinciecollege.”.

**Art. 70.** Artikel D. 78 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt:

”Art. D. 78. Onverminderd de bijzondere decretale en reglementaire bepalingen, zijn aan de goedkeuring van het Provinciecollege onderworpen :

1° overeenkomsten tussen watering en derden of tussen watering en derde personen betreffende afwatering of watertoevoer;

2° vervreemdingen, verkrijgingen, ruilingen en dadingen welke onroerende goederen of rechten betreffen en de huurovereenkomsten;

3° geldleningen en overeenkomsten, waaruit lasten van blijvende aard voortvloeien voor de watering;

4° beslissingen houdende vaststelling van de belastingen ten behoeve van de watering;

5° begrotingen en rekeningen.”.

**Art. 71.** Artikel D. 79 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 79. Aan het advies van het Provinciecollege en aan de Regeringsgoedkeuring zijn onderworpen: 1° de reglementen van de watering, alsook de in deze reglementen aangebrachte wijzigingen;

2° de krachtens artikel 63 tussen verscheidene watering gesloten overeenkomsten, betreffende hun vereniging, alsook de reglementen van elke vereniging van watering.

De Regering kan, het Provinciecollege gehoord, de reglementen ambtshalve aanvullen met alle nodige bepalingen ter uitvoering van deze titel.”.

**Art. 72.** Artikel D. 80 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 80. De beslissingen van de algemene vergaderingen die niet worden onderworpen aan de goedkeuring van de hogere overheid, kunnen door het Provinciecollege vernietigd worden indien zij strijdig zijn met deze titel, met het door de hogere overheid goedgekeurd reglement van de watering, met de algemene belangen of met die van een ander bestuur, openbare instelling of inrichting.

De beslissing kan door het Provinciecollege niet meer vernietigd worden na het verstrijken van een termijn van twee maanden, te rekenen van de dag waarop het Provinciecollege kennis heeft gekregen van de beslissing.

Tijdens die termijn van twee maanden kan het Provinciecollege de uitvoering van de beslissing schorsen; deze schorsing neemt een einde ten laatste bij het verstrijken van die termijn.”.

**Art. 73.** Artikel D. 82 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 82. De leden van het bestuur en de ontvanger-griffier mogen onderling bloed- noch aanverwant zijn in de eerste en in de tweede graad. Zij zijn niet onderling samenwonend of door het huwelijk verbonden.

In geval van aanverwantschap, ontstaan sinds de benoeming, mag degene die ze heeft doen ontstaan, zijn ambt niet verder waarnemen. Wanneer de samenwoning of het huwelijk na de benoeming plaatsvindt, mag een van de twee samenwonenden of echtgenoten zijn ambt niet verder waarnemen.

De gouverneur kan afwijkingen van dit artikel toestaan, op eensluitend en gemotiveerd advies van het Provinciecollege.”.

**Art. 74.** Artikel D. 83 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 83. De gouverneur benoemt de voorzitter, de ondervoorzitter en de beheerders wanneer de watering aan minder dan vier ingelanden toebehoort.

De gouverneur kan een of meer bestuursleden buiten de ingelanden benoemen; in dat geval maken deze leden van rechtswege deel uit van de algemene vergadering. ”.

**Art. 75.** Artikel D. 84 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 84. Buiten het geval bedoeld in artikel D. 83 benoemt de algemene vergadering :

1° de leden van het bestuur bij geheime stemming, onder de ingelanden;

2° zij wijst onder de leden van het bestuur, bij twee afzonderlijke stemmingen, de voorzitter en de ondervoorzitter aan.

Zij die verkozen mochten worden onder de ingelanden die geen stemrecht hebben, verkrijgen dit recht krachtens hun benoeming.”.

**Art. 76.** Artikel D. 85 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 85. De voorzitter, ondervoorzitter en beheerders moeten op de datum van hun benoeming of verkiezing of van de vernieuwing van hun mandaat, meerderjarig zijn. Behoudens bijzondere toestemming van de Regering moeten zij hun gewone verblijfplaats hebben in een van de gemeenten waarover het gebied van de watering zich uitstrekt, of in een aangrenzende gemeente.”.

**Art. 77.** Artikel D. 87 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 87. De bestuursleden leggen de eed af in handen van de Regering of van zijn gemachtigde.”.

**Art. 78.** Artikel D. 88 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 88. Behoudens bijzondere toestemming van de gouverneur mag niemand in meer dan één watering voorzitter, ondervoorzitter of beheerder zijn.”.

**Art. 79.** Artikel D. 89 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 89. Een voorzitter die verhinderd is, wordt vervangen door de ondervoorzitter, en indien ook deze verhinderd is, door de oudste beheerder in jaren.

Zijn al de beheerders verhinderd, dan wijst de gouverneur een derde persoon aan om het ambt van voorzitter tijdelijk waar te nemen.”.

**Art. 80.** Artikel D. 90 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 90. Klachten tegen de voorzitter worden aan de algemene vergaderingen voorgelegd. Voor het onderzoek van die klachten in de algemene vergadering, wordt de voorzitter vervangen overeenkomstig artikel D. 89.

De algemene vergadering hoort de voorzitter. Als ze acht :

1° dat de klacht ongegrond is, dan beslist zij dat er geen aanleiding is tot straf;

2° dat een straf nodig is, dan zendt zij het dossier, samen met haar besluit, aan de gouverneur.

De gouverneur, na de voorzitter gehoord te hebben, kan beslissen dat er geen aanleiding is tot straf ofwel de voorzitter schorsen of afzetten. De gouverneur beslist over dit voorstel.”.

**Art. 81.** Artikel D. 91 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 91. De algemene vergadering kan de ondervoorzitter en de beheerders schorsen op verslag van de voorzitter en na de betrokkene te hebben gehoord.

Meent zij dat de schorsing meer dan één maand moet duren, of dat de betrokken ondervoorzitter of beheerder moet worden afgezet, dan wordt haar besluit aan de gouverneur overgemaakt. De gouverneur beslist over het voorstel van het Provinciecollege, na de betrokkene gehoord te hebben.”.

**Art. 82.** Artikel D. 92 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 92. Het Provinciecollege kan eveneens, ambtshalve, na de betrokkenen gehoord te hebben, en na het advies van de op haar initiatief speciaal daarvoor bijeengeroepen algemene vergadering ingewonnen te hebben, aan de gouverneur de schorsing of afzetting voorstellen van de voorzitter en ten laste van de ondervoorzitter en de beheerders de schorsing of de afzetting uitspreken.

De algemene vergadering geeft haar advies eerst na de betrokkenen gehoord te hebben.”.

**Art. 83.** Artikel D. 93 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 93. Onverminderd de bevoegdheden, door bijzondere bepalingen verleend, is het bestuur belast :

1° met het voorbereiden van de werkzaamheden van de algemene vergadering;

2° met het uitvoeren van haar beslissingen;

3° met het dagelijks bestuur en met het toezicht op de belangen van de watering, en in het bijzonder met het onderhoud en de kleine herstelling van de waterwegen en van de verdedigings- of bevoeiingswerken;

4° met het beheer van het domein van de watering;

5° met het opmaken van de voorwaarden en de keuze van de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden geplaatst;

6° met het nazien van de boeken en de kas, gehouden door de ontvanger-griffier;

7° met het bijhouden van de lijst van de ingelanden die belasting ten behoeve van de watering schuldig zijn en van het kohier van deze belastingen;

8° met het vaststellen van de wedden en lonen van de wachters, de sluiswachters en van de overige leden van het personeel van watering, behalve van de ontvanger-griffier.”.

**Art. 84.** Artikel D. 94 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 94. De Voorzitter :

1° roept de algemene vergadering samen op de plaats daartoe door het reglement bepaald;

2° zit deze vergadering voor;

3° in voorkomend geval, roept de algemene vergadering bijeen op schriftelijk verzoek van ten minste een derde van de leden.”.

**Art. 85.** Artikel D. 95 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 95. De voorzitter vraagt de goedkeuring van de hogere overheid voor de daden en beslissingen aan die goedkeuring onderworpen.”.

**Art. 86.** Artikel D. 96 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 96. De voorzitter gelast de betaling van de werken, leveranties en diensten na oplevering van de bewijsstukken betreffende de uitgave, die moeten bewaard worden om tot staving van de rekeningen te worden overlegd.”.

**Art. 87.** Artikel D. 97 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 97. De voorzitter :

1° voert de beslissingen van het bestuur uit;

2° treedt in rechte op voor de watering overeenkomstig de aanwijzingen van het bestuur en na daartoe gemachtigd te zijn door de algemene vergadering en door de gouverneur voor rechtsgedingen als eiser, anders dan de bezitsvorderingen en de vorderingen in kortgeding;

3° tekent al de akten en bescheiden van de watering, zonder zijn ambtsbevoegdheid te moeten rechtvaardigen tegenover derden. De akten en bescheiden betreffende het geldelijk beheer van de watering moeten evenwel medeondertekend worden door de ontvanger-griffier.

De obligaties van geldleningen worden getekend door de voorzitter en medeondertekend door een beheerder.”.

**Art. 88.** Artikel D. 98 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 98. De voorzitter heeft de leiding van en houdt toezicht over het personeel van de watering.”.

**Art. 89.** Artikel D. 99 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 99. In processen-verbaal stelt de voorzitter de overtredingen vast, omschreven bij deze titel, bij de ter uitvoering daarvan genomen besluiten of bij het politiereglement van de watering.”.

**Art. 90.** Artikel D. 100 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 100. In spoedeisende gevallen neemt de voorzitter de beslissingen die tot de bevoegdheid van het bestuur behoren, mits hij bij dit bestuur daarover zo spoedig mogelijk verslag uitbrengt.”.

**Art. 91.** Artikel D. 101 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 101. Bij hoge waterstand en als de watering in gevaar van overstroming verkeert, begeven de bestuursleden zich naar de bedreigde plaatsen en treffen er de nodige maatregelen.”.

**Art. 92.** Artikel D. 103 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 103. De ontvanger-griffier moet meerderjarig zijn. Zijn ambt neemt een einde bij het bereiken van de wettelijke pensioengerechtigde leeftijd, met dit voorbehoud dat hij de dienst waarneemt tot de dag dat zijn opvolger de eed aflegt.

De algemene vergadering stelt zijn wedde vast, die door het Provinciecollege moet goedgekeurd worden.”.

**Art. 93.** Artikel D. 106 van hetzelfde boek wordt opgeheven.

**Art. 94.** Artikel D. 109 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 109. De ontvanger-griffier legt deze bescheiden voor op ieder verzoek van de voorzitter, van het bestuur, van het Provinciecollege of van de provinciegouverneur.

Gedurende vijftien dagen vóór elke algemene vergadering kan ieder lid ter plaatse inzage nemen van de bescheiden betreffende de punten die aan de orde zijn.

Van het archief van de watering kan inzage worden genomen door eenieder op verzoek gericht aan de voorzitter.”.

**Art. 95.** Artikel D. 110 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 110. Meent het bestuur dat een sanctie moet worden getroffen ten laste van de ontvanger-griffier, dan brengt het de zaak vóór de algemene vergadering. Deze hoort de belanghebbende. Zij kan hem voor één maand schorsen. Acht zij een strengere sanctie noodzakelijk, dan kan zij aan de gouverneur de schorsing voor meer dan een maand of de afzetting voorstellen.

De gouverneur beslist over het voorstel van het Provinciecollege.”.

**Art. 96.** Artikel D. 112 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 112. De wachters en sluiswachters worden door het bestuur benoemd, geschorst of uit hun ambt ontzet. Het Provinciecollege kan ook de wachters en sluiswachters schorsen of uit hun ambt ontzetten, het bestuur van de watering gehoord.

Geen tuchtstraf wordt getroffen tenzij de belanghebbende vooraf gehoord is.”.

**Art. 97.** In artikel D. 115 van hetzelfde boek, worden de woorden ”die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen” opgeheven.

**Art. 98.** Artikel 120 van hetzelfde boek, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008, wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 120. Het kohier van de belasting ten behoeve van de watering wordt elk jaar door de algemene vergadering opgemaakt en vastgesteld volgens de regels bepaald door het reglement.

Het wordt door het Provinciecollege uitvoerbaar verklaard.

Een aanvullend kohier kan door de algemene vergadering worden opgemaakt voor het heffen van buitengewone belastingen.

Bezwaren worden vóór de Regering gebracht binnen drie maanden na ontvangst van het aanslagbiljet, in de vormen en onder de voorwaarden bepaald bij de artikelen 25 tot 27 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

Tegen de beslissingen over deze bezwaren door de Regering getroffen, mag men zich in verbreking voorzien overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 van hetzelfde decreet.”.

**Art. 99.** Artikel D. 121 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 121. De belasting moet betaald zijn binnen de termijnen vastgesteld door de algemene vergadering.

Het reglement voorziet in de betaling van een verwijlinterest.

De ontvanger-griffier is verantwoordelijk voor de belastingen die door zijn schuld niet binnen de gestelde tijd zijn geïnd. In afwachting van de inning kan hij door het Provinciecollege gedwongen worden persoonlijk het bedrag voor te schieten om de uitgaven van de watering te dekken, zonder uit dien hoofde op enige intrest aanspraak te hebben.”.

**Art. 100.** In artikel D.397 van hetzelfde Boek wordt het woord ”de Regering” vervangen door de woorden ”het Provinciecollege”.

**Art. 101.** Artikel D. 123 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 123. De ontvanger-griffier volgt, voor de invordering van de belastingen, van de intresten en de kosten, de regels vastgesteld voor de invordering door het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.”.

**Art. 102.** Artikel D. 124 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

”Art. D. 124. De kosten van dwangbevel en tenuitvoerlegging worden vastgesteld overeenkomstig het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.”.

**Art. 103.** In artikel D. 127 van hetzelfde boek, worden de woorden ”ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden ”aangetekende zending”.

**Art. 104.** In artikel D. 130 van hetzelfde Boek worden de woorden ”artikel 120” vervangen door de woorden ”artikel D. 120”.

**Art. 105.** In artikel D. 131 van hetzelfde Boek worden de woorden "artikelen 129 en 130" vervangen door de woorden "artikelen D. 129 en D. 130".

**Art. 106.** Artikel D. 132 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 132. § 1. De watering en de werken op die gedurende het jaar uitgevoerd moeten worden voor het aanleggen, verbeteren, onderhouden en de kleine herstelling van de onbevaarbare waterwegen en van de verdedigings- of bevoeiingswerken van de watering.

Deze staat bevat een raming van de uitgaven en maakt een onderscheid tussen de :

1° bouw- en verbeteringswerken;

2° onderhouds- en kleine herstelwerken.

Het wordt vóór 1 april van het jaar waarin de werken moeten worden uitgevoerd, aan het Provinciecollege meegedeeld.

§ 2. Onderhouds- en kleine herstelwerken zijn werken die zich op regelmatige tijdstippen herhalen, en met name :

1° het schoonmaken van de zomerbedding van de onbevaarbare waterlopen van tweede en derde categorie, met inbegrip van de overwelfde vlakken, en namelijk de ruiming, het reprofileren alsook de inzameling van puin, takken, ijsblokken en grof materiaal;

2° het onderhoud en de verwijdering van vegetatie langs de oevers van de zomerbedding van de onbevaarbare waterlopen, namelijk door de verwijdering van struikgewas, het hakken, het kort snoeien, het snoeien van struiken, het verscheuren, de verwijdering van boomstronken, de aanplantingen, het losrukken van distels, het maaien en de vernietiging van invasieve planten;

3° het onderhouden, het kleine herstel en het verzekeren van de normale werking van de pompstations in verband met de onbevaarbare waterlopen, ongeacht of zij aan privaot- of publiekrechtelijke eigenaars toebehoren."

**Art. 107.** Artikel D. 133 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 133. Onderhouds- en kleine herstelwerken kunnen door de watering worden uitgevoerd alleen na het voorwerp te hebben uitgemaakt van een voorafgaande aangifte.

De aangifte wordt per aangetekende brief met ontvangstbewijs of door elk middel dat vaste datum verleent of door afgifte tegen ontvangstbewijs aan de betrokken beheerder van de onbevaarbare waterloop van tweede of derde categorie verzonden.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de aangifte.

De verklaring is niet ontvankelijk indien zij in strijd met het tweede lid is verzonden of afgegeven of indien de gegevens of documenten die krachtens het derde lid vereist zijn, ontbreken. Indien de aangifte niet ontvankelijk is, richt de betrokken beheerder een beslissing aan de watering waarin de onontvankelijkheidsgronden zijn opgenomen binnen 15 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de aangifte.

Indien de aangifte ontvankelijk is, stelt de betrokken beheerder de watering daarvan binnen vijfenveertig dagen na de datum van ontvangst van de aangifte in kennis en kan hij aanvullende voorwaarden stellen voor de uitvoering van de onderhouds- en kleine herstelwerken. Indien de aangifte niet binnen de termijn bedoeld in het vijfde lid wordt verzonden, wordt zij zonder aanvullende voorwaarden ontvankelijk geacht.

De aangever kan overgaan tot de uitvoering van de werken :

1° vijfenveertig dagen na de datum van ontvangst van de aangifte, indien deze overeenkomstig het vierde lid niet ontvankelijk is verklaard;

2° zestig dagen na de datum van ontvangst van de verklaring, indien de bevoegde overheid overeenkomstig het vijfde lid bijkomende voorwaarden stelt voor de uitvoering ervan."

**Art. 108.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D.133/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 133/1. De watering en de werken mogen alleen krachtens een toestemming van het Provinciecollege en onder de door hem gestelde voorwaarden de nodige bouw- en verbeteringswerken uitvoeren om een voor de landbouw gunstige waterhuishouding te bereiken en in stand te houden en de grond te beschermen tegen overstromingen.

De Regering kan de procedure voor het verlenen van de vergunning bedoeld in het eerste lid vastleggen."

**Art. 109.** Artikel D. 134 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 134. De watering en de werken mogen, zonder voorafgaande vergunning, alle werken uitvoeren die niet zonder gevaar of schade uitgesteld kunnen worden, mits onmiddellijk hiervan kennis te geven aan het Provinciecollege alsook aan de bevoegde ambtenaar aangewezen door de Regering."

**Art. 110.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D.134/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 134/1. § 1. Aan de beslissingen die het Provinciecollege in uitvoering van artikel D. 133/1 moet nemen, gaat een openbaar onderzoek vooraf volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek.

§ 2. De Regering kan de in de eerste paragraaf bedoelde beslissingen ambtshalve of op het beroep van het bestuur van de watering of de provinciegouverneur herzien.

Het beroep wordt ingediend binnen vijftien dagen. Deze termijn loopt ten aanzien van de Gouverneur vanaf de datum van de beslissing en ten aanzien van het bestuur van de watering vanaf de datum van kennisgeving.

Het beroep van het bestuur van de watering wordt gedaan bij verzoekschrift aan de Regering, overhandigd aan de Gouverneur. Deze geeft er ontvangstbewijs van en zendt de stukken door aan de Regering."

**Art. 111.** Artikel D. 135 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 135. Het bestuur van de watering kiest de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund en stelt de voorwaarden vast; het stelt de procedure in en gunt de opdracht.

Behoudens in de spoedeisende gevallen bedoeld in artikel 134 wordt de beslissing tot gunning van de opdracht onderworpen aan de goedkeuring van het Provinciecollege.

De goedkeuring wordt geacht te zijn verleend bij ontstentenis van betekening van een andersluidende beslissing binnen veertig dagen nadat de beslissing bij het Provinciecollege is ingekomen."

**Art. 112.** In artikel D. 138 van hetzelfde Boek worden de woorden "artikel 134" vervangen door de woorden "artikel D. 134".

**Art. 113.** Artikel D. 139 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 139. Onverminderd de bij artikel D. 93, 3°, opgelegde verplichtingen controleert het bestuur van de watering, ieder jaar in de loop van de maand maart of april en van de maand september, de stand van onderhoud van de verdedigings- of bevoeiingswerken van de watering. ».

**Art. 114.** Artikel D. 140 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 140. Indien blijkt uit een verslag, opgemaakt door de bevoegde ambtenaar aangewezen door de Regering en waarvan kennis wordt gegeven door de Gouverneur zowel aan het bestuur van de watering als aan het Provinciecollege, dat voor het onderhoud en de veiligheid van een watering noodzakelijke werken verwaarloosd zijn, hoort het Provinciecollege het bestuur van de watering in bijzijn van de bevoegde ambtenaar en stelt in voorkomend geval een termijn vast binnen welke de algemene vergadering tot de uitvoering van de werken beslist."

**Art. 115.** Artikel D. 141 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 141. Neemt de watering deze beslissing niet binnen de termijn bedoeld in artikel D.140, dan kan het Provinciecollege de nodige maatregelen treffen, in naam en voor de rekening van de watering, bij toepassing van artikel D. 77.

De Regering kan ook ambtshalve de uitvoering van de werken bevelen. In dit geval worden de nodige gelden door het Waalse Gewest voorgesloten. Het Provinciecollege kan een dergelijke beslissing slechts nemen met voorafgaande toestemming van de Regering, behalve in het geval van werken waarvan de uitvoering niet zonder gevaar of schade kan worden uitgesteld."

**Art. 116.** Artikel D. 142 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 142. Alle werken worden uitgevoerd onder het toezicht van de bevoegde ambtenaar aangewezen door de Regering. Deze ambtenaar is bovendien aanwezig bij de oplevering van de werken, behoudens wanneer het werken tot onderhoud of kleine herstelling betreft."

**Art. 117.** Artikel D. 143 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 143. Wanneer het Provinciecollege verneemt dat een watering zonder de vereiste vergunningen of zonder inachtneming van de gestelde voorwaarden enig werk uitvoert of heeft uitgevoerd, en wanneer dit werk schadelijk blijkt voor het gewestelijke, provinciale of gemeentelijke belangen of voor de belangen van een andere watering, hoort het Provinciecollege op tegenspraak de betrokken besturen en de bevoegde ambtenaar aangewezen door de Regering en beveelt zij, zo nodig, dat de zaken in hun vorige staat worden hersteld. Zo de watering nalaat de bevelen van het Provinciecollege uit te voeren, mag deze te werk gaan overeenkomstig artikel 141."

**Art. 118.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D.143/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 143/2. De Regering kan de beslissingen bedoeld in de artikelen D. 140, D. 141 en D. 143, ambtshalve of op het beroep van het bestuur van de watering of de provinciegouverneur herzien. Het beroep wordt ingediend binnen vijftien dagen. Deze termijn loopt ten aanzien van de gouverneur vanaf de datum van de beslissing en ten aanzien van het bestuur van de watering vanaf de datum van kennisgeving. Het beroep van het bestuur van de watering wordt gedaan bij verzoekschrift aan de Regering, overhandigd aan de Gouverneur. Deze laatste geeft hem een ontvangstbewijs en maakt de stukken aan de regering over."

**Art. 119.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D.143/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 143/3. Het beroep bij de Regering schorst de gevolgen van de beslissingen van het Provinciecollege. Evenwel heeft het beroep van de watering geen schorsende werking indien het Provinciecollege heeft bevolen dat zijn beslissing ondanks het beroep zal uitgevoerd worden en deze beslissing ter zake speciaal met redenen heeft omkleed. In dat geval komt de eventuele teruggave ten laste van het Gewest."

**Art. 120.** Artikel D. 144 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 144. § 1. Voor het invorderen van hetgeen hem verschuldigd is uit hoofde van de voorschotten die het Gewest heeft verstrekt, van de intresten en van de kosten, beschikt het Gewest tegen de watering over een burgerlijke rechtsvordering.

Deze voorschotten, intresten en kosten zijn gewaarborgd door een algemeen voorrecht op de inkomsten en de roerende goederen van alle aard van de watering en door een wettelijke hypotheek op alle goederen van de watering die daarvoor vatbaar zijn.

§ 2. Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na het voorrecht dat ten gunste van de Openbare Schatkist ingesteld is voor de invordering van de directe belastingen. Het wordt uitgeoefend te rekenen van de dag waarop de in artikel 145 bedoelde termijn van drie maanden is verstreken.

Dit voorrecht blijft bestaan totdat de schuld aan het Gewest volledig is gedelgd. Bij beslag op de inkomsten of goederen vóór dat tijdstip, blijft het voorrecht tot de tegeldemaking van die inkomsten of goederen gehandhaafd. Met beslag wordt gelijkgesteld het verzoek van de Regering of de door haar daartoe gemachtigde ambtenaar, per aangetekende brief gedaan aan de pachters, huurders, ontvangers, agenten, huismeesters, notarissen, deurwaarders, griffiers, curators, vertegenwoordigers en andere bewaarnemers en schuldenaars van de inkomsten, sommen, waarden of roerende goederen om, op het bedrag van de fondsen of waarden die zij verschuldigd zijn of die zich in hun handen bevinden, ter ontlasting van de watering te betalen tot het beloop van alle of van een deel van de door de watering verschuldigde sommen.

De uitwerking van dit verzoek strekt zich uit tot de voorwaardelijke schuldvorderingen of die op termijn, op welk tijdstip zij ook opeisbaar worden.

§ 3. De wettelijke hypotheek schaaft geenszins de vroegere voorrechten en hypotheeken. Zij neemt rang vanaf haar inschrijving.

De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de Regering of de door haar daartoe gemachtigde ambtenaar, op overlegging van twee borderellen houdende, behalve vermelding van het betrokken ministerie of de betrokken watering, opgave van het bedrag waarvoor de inschrijving wordt gevorderd en speciale aanduiding van de aard en de ligging van elk der onroerende goederen waarop de hypotheek betrekking zal hebben. De Regering of de gemachtigd ambtenaar verleent handlichting in de administratieve vorm zonder dat hij, tegenover de hypotheekbewaarder, gehouden is de betaling van de verschuldigde sommen te verantwoorden.

De kosten van de hypotheekformaliteiten zijn ten laste van de watering."

**Art. 121.** Artikel D. 145 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 145. Aan de watering wordt een termijn toegestaan om de voor de betaling nodige maatregelen te nemen. Deze termijn mag niet minder bedragen dan drie maanden ingaande op het tijdstip waarop het provinciecollege van de afrekening kennis geeft.

De Regering kan, naar omstandigheden, termijnbetaling toestaan. Ook kan zij, indien de omstandigheden zulks wettigen, een deel van de schuld kwijtschelden."

**Art. 122.** In artikel D. 146 van hetzelfde Boek worden de woorden "artikel 145" vervangen door de woorden "artikel D. 145".

**Art. 123.** Artikel D. 148 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 148. In gevallen als omschreven in artikel 146 mag het Gewest, ook met het oog op de terugbetaling van zijn schuldvordering, bij de watering stappen doen om haar er toe te brengen gewone of buitengewone belastingen ten behoeve van de watering in te voeren.

Blijft de watering in gebreke die belastingen in te voeren, dan kan het Gewest het Provinciecollege opdragen ze door een bijzondere commissaris te laten instellen overeenkomstig artikel D. 77. Het innen van deze belastingen, intresten en kosten wordt door de ontvanger-griffier vervolgd. Zo nodig kan de Regering voor het innen van die belastingen een gewestelijke ontvanger in de plaats stellen van de ontvanger-griffier.

In dit geval vervult de gewestelijke ontvanger alle formaliteiten in de plaats van de overheden van de watering. Hij boekt de geïnde bedragen als ontvangen, ter aflossing van de schuld van de watering."

**Art. 124.** Artikel D. 149 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 149. Binnen de grenzen van de gebieden die onder de gelding van deze titel vallen, kunnen de beheerders van de onbevaarbare waterlopen elke maatregel voorschrijven en van ambtswege alle werken bevelen die voor het algemeen belang vereist zijn. Deze werken worden uitgevoerd door en op kosten van deze beheerders, onverminderd het verkrijgen van de vergunningen en machtigingen die krachtens andere wetgevingen vereist zijn."

**Art. 125.** In hetzelfde Boek wordt een artikel D.149/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 149/1. Indien het gebied van een watering zich uitstrekt over het grondgebied van meer dan één provincie, wijst de Regering de provinciale overheden aan die bevoegd zijn om in overeenstemming met deze titel te handelen."

**Art. 126.** In artikel D. 152 van hetzelfde boek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "van de Regering" vervangen door de woorden "van het Provinciecollege";  
2° in het tweede lid, worden de woorden "de bestendige deputatie" vervangen door de woorden "het Provinciecollege".

**Art. 127.** Artikel D. 153 van hetzelfde boek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 153. De Regering is bevoegd een algemeen politiereglement van de watering en op te maken.

Overtredingen op de bepalingen van dit reglement behoren tot de vierde categorie in de zin van deel VIII van boek I van het Milieuwetboek."

**Art. 128.** Artikel D. 155 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

**Art. 129.** Artikel 408 van hetzelfde Boek, vervangen bij het decreet van 5 juni 2008 en 10 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 408. § 1. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek begaan door :

1° degene die een nieuwe hindernis creëert in de zomerbedding van een onbevaarbare waterloop zonder een oplossing te bieden die het vrij rondzwemmen van de vissen bedoeld in artikel D. 33/10 garandeert;

2° degene die het gereserveerd debiet opgelegd krachtens artikel D. 33/11 niet naleeft;

3° de overtreder van artikel D. 37, § 3;

4° de aanwonende, de gebruiker of de eigenaar van kunstwerken op een waterloop die de doorgang verhindert van administratieve ambtenaren, werknemers en andere personen die verantwoordelijk zijn voor het uitvoeren van de werkzaamheden of studies of die verhindert dat de uit de rivierbedding verwijderde stoffen, alsook de materialen, het gereedschap en de tuigen die nodig zijn voor de uitvoering van de werken op zijn grond of eigendom opgeslagen worden.

5° degene die, zonder de vereiste toestemming van de beheerder van de onbevaarbare waterloop, op een wijze die daarmee in strijd is of niet voldoet aan de door de Regering gestelde voorwaarden, werken verricht of in stand houdt in de zomerbedding zoals bedoeld in artikel D. 40;

6° degene die, ofwel:

a) de zomerbedding of dijken van een onbevaarbare waterloop beschadigt of afzwakt;

b) de onbevaarbare waterloop belemmert of voorwerpen of materialen deponeert die door de stroom meegesleept kunnen worden op minder dan zes meter van de top van de oever of in gebieden met overstromingsgevaar en tot de vernietiging, beschadiging of verstopping van onbevaarbare waterlopen leidt;

c) de één meter brede strook land, landinwaarts gemeten vanaf de top van de oever van de onbevaarbare waterloop, op een andere wijze omploegt, egt, omspit of omwerkt.

d) de peilschalen, de peilnagels of elk ander op verzoek van de beheerder aangebracht positiebepalend systeem wegneemt, onherkenbaar maakt of wat dan ook wijzigt aan de schikking of plaatsing ervan;

e) op enigerlei wijze onbevaarbare waterlopen bedekt, met uitzondering van handelingen en werken zoals bepaald door de Regering;

f) een vijver of een reservoir in een onbevaarbare waterloop leegt zonder de instructies van de beheerder op te volgen;

g) seizoensgebonden waterafnames aan een onbevaarbare waterloop verricht zonder de instructies van de beheerder op te volgen;

h) een permanente winning van oppervlaktewater of waterlozing in een onbevaarbare waterloop installeert zonder dat de instructies van de beheerder worden opgevolgd;

i) degene die plant of bouwt langs een onbevaarbare waterloop zonder te voldoen aan de door de Regering gestelde voorwaarden;

j) de toestanden veroorzaakt ten gevolge van de handelingen bedoeld in punt 6° laat voortbestaan;

7° de verplichtingen bedoeld in de artikelen D. 42/1 en D. 52/1 overtreedt;

8° de gebruiker of de eigenaar van een op een onbevaarbare waterloop gevestigd kunstwerk die er niet voor zorgt dat dat kunstwerk werkt overeenkomstig de voorschriften van de beheerder en, hoe dan ook, op zodanige wijze dat het water in de waterloop een minimumniveau bereikt, een maximumniveau niet overschrijft of zich tussen een minimumniveau en een maximumniveau bevindt, aangegeven d.m.v. de peilnagel of elk ander positiebepalend systeem aangebracht overeenkomstig de onderrichtingen van de beheerder, en die zich, in noodgeval, niet houdt aan de bevelen van de beheerder van de waterloop;

9° degene die niet aan de voorwaarden voldoet of de werken niet uitvoert of de kunstwerken niet verwijdert binnen de door de beheerder krachtens artikel D. 45 gestelde termijn;

§ 2. Een overtreding van vierde categorie in de zin van deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door :

1° degene die verzuimt te voldoen aan de bevelen van de beheerder:

a) door geen peilschalen of peilnagels of elk ander positiebepalend systeem op eigen kosten in de zomerbedding van de onbevaarbare waterloop te plaatsen, of door er de plaats of schikking van de bestaande peilschalen of peilnagels of positiebepalend systeem te wijzigen;

b) door zich niet te houden aan het door de beheerder opgelegd verbod waarbij gedurende een periode van het jaar geen gebruik van sommige vaartuigen gemaakt mag worden op bepaalde delen van onbevaarbare waterlopen;

2° degene die verzuimt de onderhouds- of herstellingswerken uit te voeren aan vijvers, watervlakken en stuwdamreservoirs waarvoor hij overeenkomstig artikel D.37, § 2, derde lid, verantwoordelijk is.

3° degene die verzuimt de nodige onderhouds- of herstellingswerken uit te voeren binnen de door de beheerder opgelegde termijn en waarvoor hij overeenkomstig artikel D.39, verantwoordelijk is. ».

**Art. 130.** Artikel 409 van hetzelfde Boek, vervangen bij het decreet van 5 juli 2008, alsook de artikelen D. 423 tot D. 429, D. 441 en D. 442 van hetzelfde boek, worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK V. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen van Boek I van het Milieuwetboek*

**Art. 131.** In artikel D. 29-1, § 4, van Boek I van het Milieuwetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in a., punt 7°, worden de woorden "betreffende de indeling van de onbevaarbare waterlopen bedoeld in de artikelen 3 en 4 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen" vervangen door de woorden "bedoeld in de artikelen D. 35/1 en D. 35/2 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt";

2° in b., wordt punt 6° opgeheven;

2° b. wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt:

"8° de beslissingen genomen door de Regering krachtens artikel D. 59 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt."

**Art. 132.** Artikel 29-1, § 5, van boek I van het Milieuwetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2015, wordt aangevuld door een punt 7°, luidend als volgt :

" 7° de jaarlijkse staat van de werken bedoeld in artikel D. 132 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt".

**Art. 133.** Artikel D. 53 van hetzelfde boek, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 januari 2017, wordt aangevuld met een paragraaf 9, luidend als volgt :

" § 9. Het actieprogramma voor de rivieren met een geïntegreerde en sectorale aanpak, alsook de strategische kaart met de prioritaire waterlopen voor het herstel van het vrij rondzwemmen van de vissen worden onderworpen aan een milieueffectenbeoordeling overeenkomstig de artikelen D. 49 tot D. 61 van dit boek en artikel D. 33/6 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt."

**Art. 134.** In artikel D. 138 van hetzelfde boek, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt punt 2° opgeheven.

**Art. 135.** Artikel D. 140 van hetzelfde boek, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

" § 5. De Regering bepaalt de bevoegde overheid om de personeelsleden aan te wijzen die belast zullen zijn met de controle op de naleving van de bepalingen bedoeld in titel V van deel II van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en de krachtens dit Wetboek genomen bepalingen, en met de vaststelling van de overtredingen. Die personeelsleden voldoen aan de voorwaarden bedoeld in § 2, tweede lid.

**Art. 136.** In artikel D. 170, § 3, derde lid, van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, worden de woorden "de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen" opgeheven.

#### HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepaling van het decreet van 4 februari 2010 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek houdende diverse bepalingen met betrekking tot het waterbeleid*

**Art. 137.** Artikel 13 van het decreet van 4 februari 2010 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek houdende diverse bepalingen met betrekking tot het waterbeleid, gewijzigd bij decreet van 27 maart 2014, wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingsbepaling van het Waalse landbouwwetboek*

**Art. 138.** In artikel D. 283, vierde lid van het Waalse landbouwwetboek, worden de woorden "artikel 2 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen" vervangen door de woorden "artikel D. 35 van het Waterwetboek".

**Art. 139.** Artikel D. 285 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 285. § 1. De bepalingen van titel V van deel II van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, zijn van toepassing in het blok.

§ 2. Het comité of, met zijn instemming iedere andere privaat- of publiekrechtelijke persoon, mag in het blok of buiten het blok werken, als bedoeld in de artikelen D. 37 en D. 40 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, overeenkomstig de artikelen D. 38 en D. 41 van hetzelfde Boek laten uitvoeren aan de onbevaarbare waterlopen."

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 140.** De wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringten gewijzigd bij de wet van 3 juni 1957, de wet van 28 december 1967, het koninklijk besluit van 28 november 1969 en de wet van 14 juli 1976, wordt opgeheven.

**Art. 141.** De wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen laatst gewijzigd bij het decreet van 10 juli 2013, wordt opgeheven.

**Art. 142.** In artikel 2 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de punten 1° en 2° opgeheven.

**Art. 143.** De vergunningsaanvragen om werken uit te voeren krachtens de wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringten of krachtens de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, ingediend vóór de inwerkingtreding van dit decreet alsmede de desbetreffende administratieve beroepen, worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

**Art. 144.** Dit decreet treedt in werking de tiende dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De artikelen D. 33 tot D. 52 en D. 55 tot D. 155 van het decretale gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Wat<sup>er</sup>wetboek inhoudt, en die krachtens dit decreet niet worden opgeheven of vervangen, treden in werking de tiende dag na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 145.** De verplichtingen bedoeld in artikel D.42/1, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 10 juli 2013, betreffende het verbod op de toegang tot de waterloop voor het vee blijven van toepassing tot 1 januari 2023, de uiterste datum voor de toepassing van de afsluitingsverplichting als bedoeld in artikel 41 van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 oktober 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—  
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1147 (2017-2018) nr. 1 en *1bis* tot 5.

Volledig verslag, openbare zitting van 3 oktober 2018.

Bespreking.

Stemming.

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206018]

### 8 NOVEMBRE 2018. — Décret relatif aux organismes assureurs et portant modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées en l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

**Art. 2.** Aux articles 1, 5<sup>o</sup>, et 28/2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les mots « organismes assureurs » sont remplacés par les mots « organismes assureurs wallons ».

**Art. 3.** A l'article 31 du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « à l'exception des matières visées au Livre III<sup>ter</sup> du présent Code. ».

A l'article 32 du même Code, l'alinéa 2 est complété par les mots : ", à l'exception des matières visées au Livre III<sup>ter</sup> du présent Code. ».

#### CHAPITRE II. — Insertion d'un Livre III<sup>ter</sup> dans la Partie 1 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé

**Art. 4.** Il est inséré dans le même Code, un Livre III<sup>ter</sup> intitulé " Livre III<sup>ter</sup>. Missions des organismes assureurs wallons " après l'article 43/1.

**Art. 5.** Dans le Livre III<sup>ter</sup>, inséré par l'article 4, il est inséré un article 43/2 rédigé comme suit :

" Art. 43/2. Au sens du présent Livre et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1<sup>o</sup> loi du 6 août 1990 : la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités;

2<sup>o</sup> loi du 14 juillet 1994 : la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

3<sup>o</sup> loi du 8 décembre 1992 : la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements des données à caractère personnel;

4<sup>o</sup> dispositions en matière de libre circulation européenne : la Directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n<sup>o</sup> 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale;

5<sup>o</sup> organisme assureur : une union nationale de mutualités, telle que définie à l'article 6 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité et la Caisse des soins de santé de HR Rail;